

La preuve par Airbus

L'Europe lorsqu'elle est réellement unie peut faire passer tout chantage américain. La fermeté du Vieux Continent pour défendre son symbole Airbus en a apporté la preuve. De même que la démission de la Communauté européenne sur l'analyse des effets pour Washington de l'élargissement du Marché commun l'avait démontré « à contrario ».

Entre les récentes menaces de représailles contre les subventions faites à Airbus et l'annonce par la Maison Blanche de simples discussions dans le cadre des règles internationales qui régissent le commerce des aéronefs civils, il ne s'est passé que ceci : la mission envoyée à Londres, Bonn et Paris par le président Reagan s'est heurtée à des interlocuteurs déterminés, les moins fermes - et ce fut sans doute là une surprise - n'étant pas les Britanniques. La volonté de Boeing, traditionnellement en pointe dans le combat anti-Airbus, de vendre des AWACS à l'Europe l'a amené à prendre une position modérée sur ce dossier mené par son concurrent McDonnell Douglas, ce qui a sans doute contribué à cette évolution.

Cette « guerre commerciale euro-américaine » fait penser à deux vieux boxeurs qui s'accrocheraient de tricher pour tenter de maintenir une suprématie déjà contestée par des combattants plus jeunes et plus performants. Après tout, il arrive que la valeur « française » d'un Boeing équipé d'un moteur Snecma-General Electric ne soit guère inférieure à la part des constructeurs hexagonaux sur Airbus. Et l'avion européen reste un moyen important pour les Américains, qui en fabriquent certaines parties nobles (électronique, moteurs), de gagner de l'argent.

Quant au débat entre avances remboursables pas toujours remboursées - mode de financement d'Airbus - et crédits de recherche et contrats militaires - moyen d'aide choisi par les Américains - il ne sera jamais tranché. Chacun restera persuadé que son système est honnête, et celui de son concurrent « déloyal ».

Cette guerre économique durera donc tant que les deux protagonistes refuseront de voir le réel en face. Le formidable défi commercial américain comme la désindustrialisation de la Grande-Bretagne et pour partie de la France tiennent à la moindre compétitivité de ces pays, même si l'aéronautique reste une de leur chasse encore gardée.

Les lois protectionnistes actuellement en préparation au Congrès américain n'y changeront rien, bien au contraire. Une étude de la commission fédérale sur le commerce ne vient-elle pas de prouver que « le coût à payer pour sauver des emplois par le biais des mesures protectionnistes est lourd et dépasse largement les avantages retirés » ? Européens et Américains feraient mieux d'obliger les Japonais à moins protéger leur marché plutôt que de les imiter dans la fermeture des frontières.

L'Europe, dans cette guerre, est la plus mal lotie. Si elle a montré sa force dans l'affaire Airbus, c'est parce que ses trois principaux pays avaient quelque chose en commun à défendre. Or ces projets communautaires industriels ne sont pas légion, en dehors de l'aéronautique, de l'espace (Ariane) ou du nucléaire (Eurodif). De là à penser que l'Europe cédera plus souvent à l'avenir qu'elle ne résistera...

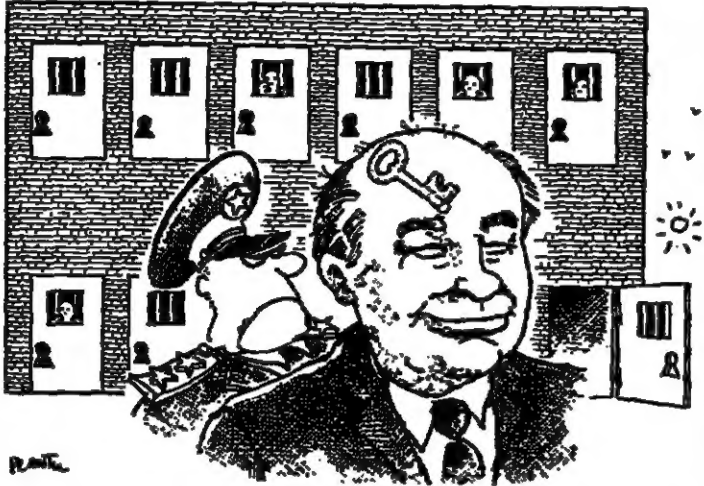
(Lire nos Informations page 8.)

Les jugeant « capitales » pour « le monde entier »

M. Mikhaïl Gorbatchev exalte les « transformations » en URSS

Parlant, lundi 16 février, devant le forum international pour un monde sans armes nucléaires réuni à Moscou, M. Gorbatchev a appelé les États-Unis à adopter sa conception d'un monde sans armes nucléaires et exalté les « transformations » en URSS, les jugeant d'une « importance capitale » pour le « monde entier ».

Quant à la libération du dissident Iossif Begun, elle n'avait pas encore été confirmée en fin de matinée dans la capitale soviétique.



RAP.

Le discours de M. Gorbatchev aura été intéressant moins par son contenu que par les conditions dans lesquelles il a été prononcé. Ce Forum international pour un monde sans armes nucléaires, pour la survie de l'humanité a été en effet l'occasion pour Moscou de démontrer la « nouvelle pensée politique » qui inspire l'action du secrétaire général, ce nouveau climat étant illustré par le sort fait à l'académicien Sakharov, présent à la réunion. L'académicien dissident a été montré par deux fois en gros plan par la télévision soviétique : lundi matin, ce qui ne s'était pas produit depuis son exil à Gorki il y a sept ans.

M. Gorbatchev a d'ailleurs évoqué dans son discours les « transformations révolutionnaires » en cours en Union soviétique et souligné leur « importance capitale » aussi bien pour « le socialisme dans son ensemble » que pour « le monde entier ». « Plus que jamais la politique internationale de l'URSS est déterminée par la

politique intérieure », a-t-il dit notamment. C'est pour cette raison que nous avons besoin d'une paix stable et d'une évolution prévisible et constructive des relations internationales.

Le chef du PC soviétique a insisté sur le fait que sa rencontre de Reykjavik avec le président Reagan, en octobre dernier, « n'a pas été un échec, mais une percée » et a rappelé ses propositions de janvier 1986 pour une réduction des arsenaux nucléaires et l'interdiction des armes spatiales. Critiquant l'initiative américaine de défense stratégique, il a estimé qu'avec sa mise en œuvre « la déstabilisation deviendrait un fait et rendrait son caractère de crise », ajoutant que les Américains veulent donner au traité ABM sur la limitation des armements antissiles conduira à la « rupture » de ce traité.

(Lire nos Informations page 5.)

Avant le procès de Georges Ibrahim Abdallah

Les mesures de sécurité sont renforcées à Paris

Quatre compagnies républicaines de sécurité (CRS) et deux escadrons de gendarmes mobiles, soit environ un millier d'hommes, ont été déployés dans la capitale au cours du dernier week-end. Ces effectifs s'ajoutent aux quelque deux mille cinq cents hommes des forces mobiles (neuf compagnies de CRS et seize escadrons de gendarmes mobiles), qui, habituellement, assurent la sécurité de la capitale. Ce nouveau dispositif est analogue à celui mis en place lors des attentats de septembre 1986.

Ces renforts, affectés à la surveillance des lieux publics (grands magasins, gares, lieux de spectacle, etc.), sont mis en place à quelques jours de l'ouverture à Paris, le 23 février, du procès du chef des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), Georges Ibrahim Abdallah, accusé de complicité dans deux assassinats et dans une tentative d'assassinat.

Dans un communiqué remis le 11 février à une agence de presse occidentale de Beyrouth, l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA) a menacé de commettre de nouveaux attentats si le gouvernement français ne libère pas plusieurs militants. Leurs noms n'étaient pas précisés, mais, selon toute probabilité, il s'agit de Georges Ibrahim Abdallah, de Varoujan Garabedian, un des responsables de l'ASALA, et d'Anis Naccache, membre du commando qui tenta d'assassiner à Paris M. Chapour Bakhtiar, ancien premier ministre iranien.

D'autre part, l'Action directe avait menacé d'« assauter les sections spéciales », c'est-à-dire les magistrats spécialisés dans l'instruction et le jugement des affaires de terrorisme. Conformément à la nouvelle loi, Georges Ibrahim Abdallah sera jugé par un collège composé de magistrats professionnels.

Mesures d'austérité, assistance française

Djibouti secoué par la crise

M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, est arrivé dimanche 15 février à Djibouti, où il devait signer lundi une convention portant sur une nouvelle aide budgétaire de 82 millions de francs.

DJIBOUTI de notre envoyé spécial

Dans cette jeune République qui fête, en juin prochain, le dixième anniversaire de son indépendance, l'heure est à la rigueur, « pour une période de trois ou quatre ans », estime M. Mohamed Djama Elabe, ministre des finances et de l'économie nationale. « Ma politique est simple : ramener les dépenses au

niveau des recettes », explique-t-il. Plus question de vivre au-dessus de ses moyens. Comme le dit un proverbe local : « Étends tes jambes selon la longueur de ton matériel ».

Longtemps, les difficultés économiques ont été masquées par la hausse du dollar, auquel le franc Djibouti est rattaché. D'où un temps de retard pour réagir à cette crise aggravée par la diminution des aides extérieures, singulièrement arabe et française. Les premières mesures d'austérité sérieuses ont été prises en mai 1986 dans le cadre du budget révisé de l'année en cours, et portaient notamment sur une réduction de 10 % des crédits de fonctionnement de tous les ministères. Cela n'a pas suffi.

La France, qui, avec l'assentiment des autorités locales, s'efforce de disposer d'une certaine autonomie financière, avait entamé, dès 1980, une politique de désengagement en diminuant de 10 % par an son aide budgétaire, fut alors appelée à la rescousse. Elle consentit à accorder à Djibouti une subvention exceptionnelle de 30 millions de francs pour épurer le passif et reconstruire le fonds de réserve, à condition qu'un véritable plan d'austérité soit mis en place et qu'elle puisse en contrôler le suivi. C'est ainsi qu'en octobre dernier.

JACQUES DE BARRIN.

(Lire la suite page 3.)

« Le Mariage de Figaro » à Chaillot

La folle nuit

Jean-Pierre Vincent met en scène au Théâtre national de Chaillot un classique jeune, le Mariage de Figaro. Les femmes mènent le jeu autour du couple maître-valet.

D'un chant du coq à l'autre, c'est la folle journée, et la folle nuit, du mariage de Figaro dans un tourbillon d'intrigues, de chasses-croisés, une trame de tromperies d'où surgissent - comme pour une nuit de la Saint-Jean - des vérités jusqu'alors travesties, parties inviolables. On frôle l'inceste : le libertinage gracieux prend des allures de carnavalesque. Comme jamais les femmes sont des objets à posséder, à échanger. Mais aussi à découvrir, et comme jamais, elles tiennent le haut du pavé, elles mènent le jeu, tirent les ficelles des pièces depuis des générations par leurs seigneurs et maîtres.

Le Mariage de Figaro mis en scène par Jean-Pierre Vincent au Théâtre national de Chaillot est d'une superbe jubilation et respire la jeunesse, dans des décors magnifiques de Jean-Paul Chambas - murs légers, panneaux décorés, espace libre qui semble traverser un miroir dont on voit en partie l'encadrement doré, et la chambre de la comtesse, avec le lit de coco tout soie et glaces où la délaissée passe sa vie. Une chambre à portes qui claquent pour un assemblage de quiproquos dont Feydeau a bien dû s'inspirer.

La construction du spectacle repose sur la dynamique du couple Figaro-Almaviva. D'un côté, la densité vitale du valet, d'André Mercator, son corps paysan, solide, rapide, et la vivacité de son regard gauchiste. Le self made man qui sait compter, à la fois rusé, sans illusion et lumineux, indéstructible, avec, en face, Didier Sandre, l'aristocrate fin, nerveux, despote insouciant, à qui tout a été donné, qui s'essouffie de voir tout lui échapper. Pendant toute la pièce, il se fait rouler dans la farine, et, à la fin il n'a rien d'autre à faire que rire de lui-même. Didier Sandre est irrésistiblement drôle, toujours charmeur, un peu à la manière des Cary Grant, des Rex Harrison, hommes vulnérables, égoïstes, d'une élégance si naturelle, si « native », qu'ils peuvent affronter sans déchoir les situations les plus ridicules.

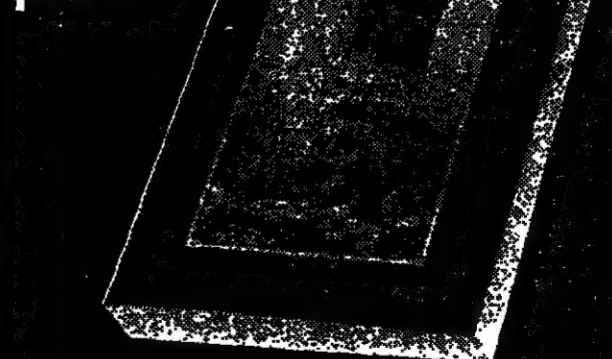
Figaro-Almaviva entraînent le mouvement et passent la belle au couple formé par Suzanne (Dominique Blanc) et la comtesse (Dominique Chalem). Il n'y a pas tant de différences entre elles deux. Peut-être parce que servantes et maîtresses sont enfermées dans le même prison de lois et de coutumes, et que leur esprit s'est développé de la même façon. Elles sont jeunes, elles veulent s'amuser, jouir de l'existence : ce ne va pas plus loin, mais c'est énorme : elles ont besoin de bonheur. Elles sont plus proches de l'adolescent chloé fou Chérubin (Roch Lebovici) que de leurs époux.

Tout un monde est là, une société mélangée, dont chaque élément est une personnalité précieusement définie. À l'exception du juge bègue (Gilbert Vilhon), aucun n'est traité en fantoche. Le comique vient de la justesse du trait, seulement un peu accusé : on pourrait dire : une justesse exagérée - c'est le style Vincent. Pierre Vial (Bartholo) pousse à la caricature, mais Louis Navarre fait de Basile une sorte de voyeur, un profiteuse doucement cynique, dont le seul amour, un amour gauche, gamine, sans espoir, est Marceline (Véronique Silver), digne gourmande, mère presque condition qui décide le fil de ses malheurs avec sagesse, avec le calme redoutable de celles qui ne rencontrent jamais.

Le grand mérite de ce spectacle est, c'est de faire entendre un texte judicieux, malin, d'en faire ressentir l'intelligence, la sensibilité aux courants de l'histoire, sans le couper de son ironie bienveillante. Il y a des intermèdes musicaux - avec Gérard Berroux à l'accordéon, - la lumière bleue d'un jour d'été et le noir d'une nuit sans étoiles - éclairages d'Alain Poisson - et, en exergue, cette phrase de Cioran datée de 1937 : « Il y a dans la vie comme l'hystérie d'une fin de printemps ».

COLETTE GODARD.
* Théâtre national de Chaillot, 20 heures.

Dossier nucléaire : les vraies raisons d'avoir peur



Le point sur l'industrie de l'atome.

Jean-François Augereau - Le Monde

Un excellent ouvrage d'initiation au débat nucléaire. Hélène Grié - Libération

Livre provocateur et pédagogique. Annette Preyer - Les Echos

Hachette

صحة من الاجل

Débats

L'ENFANT-ENJEU

Le collectif Défense des enfants enlevés, qui regroupe les mères dont les enfants sont retenus en Algérie par leur père, a organisé, du 10 février au 4 mars, une marche de Paris à Genève, où se réunit la Commission internationale des droits de l'homme.
Augustin Barbara, analysant ces cas douloureux, insiste sur le conflit entre normes juridiques et normes sociales dans le divorce du couple interculturel.
De son côté, Jean-Louis Malterre étudie le cas des enlèvements d'enfants, en France, par leurs parents légitimes, fruit, à ses yeux, d'une insuffisance de la loi pénale.

Entre deux « chez nous »

Le cas le plus dramatique : celui des enfants du divorce après un mariage mixte

par AUGUSTIN BARBARA (*)

L'ENFANT est le lien, le passage ou le carrefour obligé des pratiques parentales post-conjugales, à certains moments très critiques. Il devient parfois l'objet d'un rapport de forces affectives et interculturelles.

Dans les mariages mixtes s'affrontent deux individus porteurs de deux univers différents et quelquefois antagonistes, notamment dans les couples unissant un conjoint d'un pays développé industriellement et un conjoint d'un pays du tiers-monde. Selon les moments de la vie de l'enfant, selon qu'il est un garçon ou une fille, des enjeux éducatifs vont se déclarer plus forts et porteurs des exigences culturelles de chaque conjoint. Ces enjeux vont être en partie déterminés par le milieu de référence du couple. Vivant en France, un couple de classe moyenne adoptera un mode de vie proche de la classe moyenne française avec, peut-être, des signes discrets du milieu d'appartenance culturelle du conjoint exilé. Mais c'est justement cette discrétion qui peut prendre une force que l'on ne soupçonnait pas du tout. Tout ce reflux culturel qui avait été encaissé, accommodé quand la vie de couple ne posait aucun problème important, va apparaître avec sa force cachée contenue depuis des années.

Les décisions judiciaires seront difficiles à harmoniser entre des pays qui se réfèrent à des normes différentes. La conception et la perspective que chaque société a de l'enfant induisent des comportements contradictoires à propos de son intérêt. Ils reflètent l'antagonisme quelquefois très profond des normes familiales. L'enfant sera pris comme un enjeu dans le système nucléaire conjugal occidental ou dans un système de socialisation communautaire (pouvant être jugé comme coercitive) dans la grande famille élargie de certaines sociétés des pays du tiers-monde.

Le « coup de force », suprême recours ?

Le juge n'a pas les moyens de combattre dans les délais utiles le délit de « non-représentation d'enfant »

par JEAN-LOUIS MALTERRE (*)

Il n'est guère courant qu'un avocat se plaigne du manque de rigueur de la loi pénale. Surtout dans une période d'intense activité parlementaire visant à un renforcement sans précédent de l'arsenal répressif. Il est pourtant un domaine oublié par le législateur. Je veux parler de l'enlèvement des enfants par leurs parents légitimes.

qu'en soient les circonstances, quelle qu'en soit la durée. Le parent restituant son enfant avec quelques heures de retard ou celui qui, depuis des mois, voire des années, refuse à l'autre tout contact, se rendent coupables du même délit, risquent les mêmes sanctions : un emprisonnement d'un mois à un an, et une amende de 500 F à 30 000 F.

rentes à toute procédure enlèvement toute valeur à la sanction. Que dire de l'effet dissuasif d'un jugement de condamnation intervenant plusieurs années après l'enlèvement ? sans que l'enfant ait été rendu ? C'est au moment même des faits qu'il faudrait pouvoir agir.

La justice, la loi, ont été impuissantes à rétablir une situation de droit : seul un coup de force le permettra. Certains juges n'hésitent d'ailleurs pas à le reconnaître devant la partie civile, voire à lui conseiller d'utiliser ses propres moyens pour tenter de récupérer l'enfant.

Juridiquement, le terme est impropre. Lorsque l'un des deux parents ne respecte pas scrupuleusement la réglementation imposée par le juge pour exercer son droit de visite et d'hébergement, il se rend coupable du délit de non-représentation d'enfant. Quelles

En matière de non-représentation d'enfant, l'intervention du juge doit être extrêmement rapide pour ne pas dire immédiate. Les lenteurs inhé-

Nous savons que, même pour un vol minime, le juge d'instruction peut mettre un inculpé en détention provisoire pour conserver des preuves, empêcher des pressions, préserver l'ordre public ou simplement mettre fin à une infraction.

La distance culturelle

L'exemple le plus clair et quelquefois dramatique est celui des enfants du divorce de ces couples. Car l'enfant va se trouver au centre d'une socialisation dissociée entre deux « chez nous » parentaux quand les ex-conjoints vont être séparés concrètement par la distance géographique. Cette distance va, en quelque sorte, matérialiser, voire objectiver, la distance culturelle qui sépare depuis toujours les conjoints, avengés par la force d'amour qui

Chaque société développe ses réseaux de solidarité, quelquefois farouchement autour de ses intérêts profonds quand elle est menacée de perdre un de ses sujets. L'enfant enlevé dans ces cas de couples mixtes divorcés est révélateur du conflit conjugal où deux ex-conjoints s'affrontent, mais chacun à nouveau relié à son groupe social d'appartenance. Il est donc aussi révélateur d'un conflit interculturel qui met chacun groupé face à l'autre, chacun avec ses forces respectives de résistance dans l'affrontement.

TÉMOIGNAGE

« Je ne me suis pas méfiée... »

J'ai vingt-neuf ans. Mon mari est algérien. J'ai vécu quinze ans avec lui. J'ai eu de lui huit enfants dont cinq sont vivants. Je suis partie pour les vacances accompagnée de mes cinq enfants le 9 juillet 1985. Comme nous allions assez souvent pendant les vacances en Algérie et comme nous revenions à chaque fois, je ne me suis pas méfiée. Je n'aurais jamais pu imaginer ce qui allait m'arriver. Mon mari avait décidé tout bonnement de rester en Algérie (...). J'ai essayé de m'enfuir avec mes enfants. Il nous a rattrapés, et quand nous sommes revenus chez lui, il m'a battu à coups de poings et il a battu violemment tous mes enfants, même la plus petite de deux ans.

me détestait ainsi que mes enfants, et que de me voir partir c'était pour eux un soulagement. Alors, j'ai préparé mes affaires, ainsi que le sac de Cathy, trois ans (car on avait permis qu'elle parte avec moi). J'étais soulagée, mais j'avais de la souffrance et le cœur bien lourd en pensant à mes quatre autres enfants qui devaient rester là.

Arrivée à la douane, je devais passer légalement avec Cathy qui était inscrite sur mon passeport. Moi, je suis passée, mais le douanier n'a pas voulu laisser passer Cathy, car il fallait l'autorisation paternelle. Comme mon mari était là, je lui ai dit de m'aider mais il n'a rien voulu faire, bien au contraire. Pour la douane, ma fille était en Algérie depuis une année et mon mari étant algérien, son nom sur mon passeport n'était plus valable, pas plus que ceux des autres enfants. Alors, ils m'ont enlevé de force Cathy. Ils ont arraché de mes bras ma petite qui s'accrochait à moi, et que je ne voulais pas lâcher. Les douaniers étaient sans pitié. Mon mari et sa famille n'ont rien fait. Ils étaient contents que je ne retourne pas avec mon enfant.

Arrivée en France, j'ai pris le train sans argent, ce qui m'a coûté une amende, et surtout sans ma petite fille. Chaque jour qui passe, je me dis : « Revenirai-je un jour mes enfants ? » Me vie sans eux ne veut pas beaucoup de chose...

ARMELLE MOKHTAR (Remmes).

Des pouvoirs insuffisants

Mais, alors que nous sommes en présence d'une infraction troublant gravement l'ordre public, le juge ne détient pas du code de procédure pénale le pouvoir de la faire cesser aussitôt. Il ne pourra décréter ni mandat de dépôt ni mandat d'arrêt car la sanction maximale prévue par le code ne dépasse pas les deux ans qui le lui permettront.

Le magistrat devra donc se borner à notifier une inculpation, mais, quelle que soit la gravité de l'infraction, il ne pourra mettre son auteur en détention et devra au contraire le laisser libre d'organiser sa fuite ou simplement le départ de l'enfant.

Il est bien évident, cependant, que seule une intervention immédiate aurait quelque chance d'être efficace et permettrait peut-être d'éviter l'irréparable. Il est ainsi

(*) Avocat au barreau de Paris.

« L'HOMME PLURIDIMENSIONNEL », de Serge-Christophe Kolm

Des passerelles pour « une économie de l'esprit »

Le glissement progressif de Serge-Christophe Kolm de l'économie vers la philosophie a été fortement aidé par sa rencontre avec le bouddhisme, au début des années 60. Son attrait pour les synthèses devient insatiable. Celle qu'il nous propose, sous le titre *L'homme pluridimensionnel* (sans se référer à Marcuse), lance des passerelles entre le bouddhisme, le marxisme, la psychanalyse, « pour une économie de l'esprit ».

Plus curieux est le chapitre où Kolm compare marxisme et bouddhisme, exercice qui n'a pas qu'un intérêt intellectuel si l'on sait que l'ensemble des pays qui relèvent de ces doctrines abritent la moitié des habitants de la planète. (En Birmanie, le régime pratique une synthèse des deux courants.) Opposer le « matérialisme » marxiste au « spiritualisme » bouddhiste ? Mais l'égalitarisme de l'idéal bouddhiste accablait bien celui que prônent les socialistes. L'autoritarisme de la plupart des marxismes s'oppose à la conception bouddhique des relations entre personnes. Mais l'idéal monastique bouddhique est un communisme. Gandhi lutta contre les castes comme Marx contre les classes, etc.

L'hésite des profondeurs le saisit au fil des pages. Elle est communicative, car S.-C. Kolm sait manier la plume (même s'il gagnerait à brider davantage son propos), et ce qu'il recherche correspond à une attente générale. Il est tout à fait vrai, à notre sens, que « la synergie de deux dimensions, l'économique et le spirituel, est... l'essence de la nouvelle modernité, celle qui émerge de cette fin de siècle et constitue le prochain, car l'économique, qui avait chassé le spirituel, subit un retour en force de celui-ci, qui transforme la nature de l'entreprise et le sens du progrès ».

Tout doit tendre à l'épanouissement de l'homme. L'un des mérites de Kolm est de nous faire toucher du doigt ce qui n'est pas du tout évident — à quel point le bouddhisme explique la fécondité économique des pays du Sud-Est asiatique. Pourquoi ? Parce que les facteurs de croissance ne sont pas économiques mais culturels (Max Weber l'avait senti également en abouchant le protestantisme et le capitalisme). Étrange ? Si le secret de la croissance est l'investissement, donc le taux d'épargne, ces pays asiatiques ont justement le taux le plus élevé du monde. Ce n'est pas par hasard : le bouddhisme préco-

PIERRE DRAUON.
* Éditions Albin Michel, 304 p., 120 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-31
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wozniak.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F
ÉTRANGER (par mandats)
1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAIS-BAS
390 F 762 F 1 095 F 1 380 F
2. — SUISSE, TUNISIE
594 F 972 F 1 404 F 1 800 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 30-15 - Tape LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde USPS 705-510 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde c/o Speedprint, 45-45 39th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A., P.R.C., 45-45 39th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

La guerre psychologique aux États-Unis pendant la deuxième guerre mondiale

Jeanne Henriette Loe

L'engrenage de la violence

La guerre psychologique aux États-Unis pendant la deuxième guerre mondiale

Bibliothèque Historique 1987

Chronique d'un fléau

La peste à Londres au temps de Shakespeare

F.P. WILSON

Introduction et traduction de Jacqueline Brossollet

Collection Médecine et Sociétés 130 F

PAYOT

TCHAD : tout en demeurant réservé à l'égard des médiateurs étrangers

Le président Hissène Habré veut conclure un accord politique avec M. Goukouni Oueddeï

Venant de N'Djamena, le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahimi, est arrivé dimanche 15 février à Lagos pour une visite officielle de trois jours au Nigeria. Il devrait à son retour s'arrêter à Tripoli pour s'entretenir avec le colonel Kadhafi et lui remettre un message du président Chadli, indiquant notre correspondance à Alger, Frédéric Fritscher.

Cette mini-tournée africaine intervient au début de la semaine de la réunion du

conseil des ministres de l'OUA, qui aura à débattre de la question tchadienne.

Depuis plusieurs mois, l'Algérie ne ménage pas ses efforts pour trouver une solution acceptable par toutes les parties et souhaite apparemment ménager à la Libye une porte de sortie honorable qui lui éviterait de se trouver au ban de l'OUA. Dans cet esprit, le chef du GUNT, M. Goukouni Oueddeï tente, à Alger, où il séjourne

depuis une semaine, de rassembler les opposants au régime de M. Hissène Habré, dans la perspective de futures négociations avec N'Djamena. Il aurait déjà rencontré M. Moussa Medeta, chef des Forces armées occidentales (FAO), ainsi que M. Abdelkader Yacine, leader du FROLINAT originaire (FO), qui s'était éloigné de lui en raison de ses liens étroits avec Tripoli.

« L'aviation libyenne a effectué, dimanche 15 février vers midi, un raid aérien contre la localité de Kouba-Olanga, située à environ 60 kilomètres au sud du seizième parallèle. Des sources militaires tchadiennes, on indique, dans la nuit de dimanche à lundi, que ce raid n'a pas fait de dégâts, mais aucun bilan précis n'était encore disponible. Cette base des

Raid libyen au sud du seizième parallèle

FANT (Forces armées nationales tchadiennes) abrite plusieurs centaines de soldats et un important matériel militaire. On affirme, de source française autorisée, qu'il n'y a plus de soldats français stationnés sur cette base. Il semble cependant que des détachements du dispositif « Epervier » continuent d'y effectuer des missions ponctuelles.

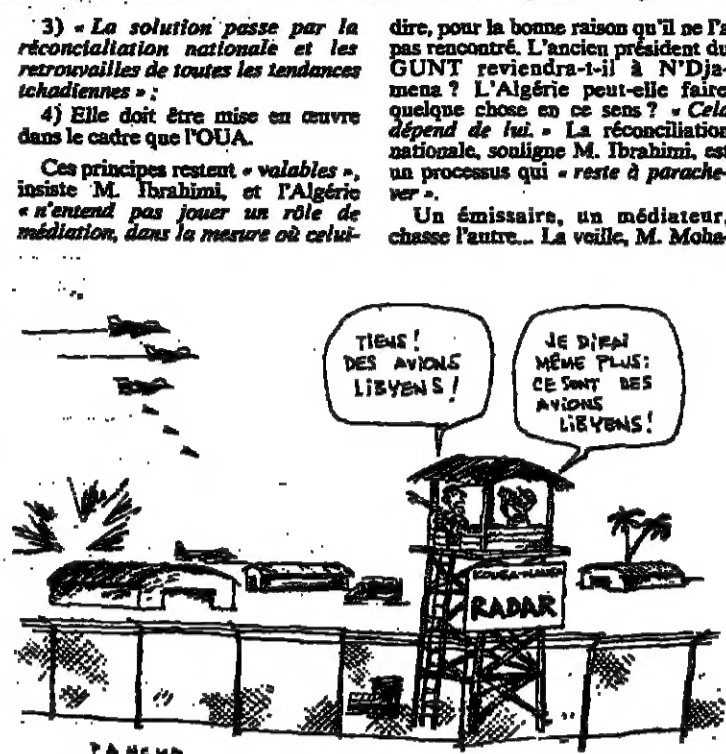
major des FAP, avec le gouvernement de N'Djamena.

Après avoir rencontré à Alger leur chef, les proches de M. Goukouni Oueddeï pourraient aller à Libreville (M. Bongo) le président gabonais, est président du comité ad hoc de l'OUA sur le conflit tchadien), où M. Gouara Lasso devrait se rendre dans les prochains jours. La phase ultime de ces négociations serait, bien sûr, le retour de l'ancien président du GUNT à N'Djamena, mais cet objectif demeure encore bien lointain.

On estime cependant, de source tchadienne autorisée, que c'est le moment propice pour Goukouni de revenir avec tous les honneurs à N'Djamena. S'il n'en profite pas, alors les Tchadiens ne lui pardonneront pas d'avoir été le « Babrak Karim » (l'ancien président du gouvernement provisoire algérien) du Tchad. Nombre de dirigeants tchadiens soulignent que le président Habré n'éprouve aucune animosité à l'égard de M. Goukouni Oueddeï, avec qui il est lié par des « liens historiques de fraternité des armes ». Ils ajoutent que ce dernier a indirectement permis la « réconciliation du Nord » et la reconquête de celui-ci par les Forces armées nationales tchadiennes (FANT).

Certains vont même jusqu'à envisager que M. Oueddeï puisse devenir ministre d'Etat, chargé de la défense. C'est sans doute aller un peu vite en besogne compte tenu de l'état actuel des négociations, mais le fait que cette hypothèse soit avancée confirme au moins que rien, dans ce pays, ne peut jamais être considéré comme définitif.

LAURENT ZECCHINI



ci doit être demandé par toutes les parties. Pour faire bonne mesure, le ministre algérien prend soin de parler du « conflit tchadien » et non du conflit « tchado-libyen ».

Quant au reste, c'est-à-dire le séjour de M. Goukouni Oueddeï à Alger, M. Ibrahimi n'a rien à en

Méfiance à l'égard du président de l'OUA

N'Djamena joue le jeu de la diplomatie et de la médiation, sans trop y croire. Qu'attendre, en effet, de l'Algérie, dont les thèses semblent très proches de celles du président congolais, M. Sassou Nguesso ? Certes, on a remarqué, à N'Djamena, que le président en exercice de l'OUA a été contraint de corriger ses propos après avoir été reçu par MM. Mitterrand et Chirac, mais les responsables tchadiens estiment que, si M. Sassou Nguesso a consenti à ne plus placer exactement sur le même plan la présence des troupes libyennes et celle des troupes françaises au Tchad, c'est, de façon conjoncturelle, pour « brouiller les fins de mois » de son pays en recevant une aide financière supplé-

Mesures d'austérité, assistance française

Djibouti secoué par la crise

(Suite de la première page.)

M. Elabe, un homme apprécié par tous, y compris par les opposants au régime de M. Hassan Gouled, pour son honnêteté, sa compétence et son sérieux, se vit confier le poste de grand argentier. Son plan de redressement comprend notamment l'annulation de la taxe de 25 % sur les voitures et le matériel audiovisuel, qui avait entraîné une diminution des recettes fiscales, une révision du programme d'investissements, un blocage — pour un an, reconductible — des salaires et des avancements, même à l'ancienneté, pour les employés des administrations centrales et des vingt-sept entreprises parapubliques.

« C'est jouable », assure M. Elabe, qui entend aller de l'avant quoi qu'il arrive.

Grâce à la France, Djibouti a ainsi pu éviter le « déshonneur » d'avoir à se soumettre, comme beaucoup de pays en voie de développement, aux « diktats » du Fonds monétaire international (FMI), même si la médiation est identique dans les deux cas. Cette crise confirme, s'il en était besoin, la dépendance de cette ancienne colonie vis-à-vis de son tuteur de jadis. L'ensemble des dépenses publiques françaises faites au seul titre de la coopération civile et militaire et des forces stationnées ici représente près de la moitié du produit intérieur brut, soit 1,1 milliard de francs. Forte de dix mille personnes, la communauté française, qui consomme 40 % de l'électricité locale, assure, de son côté, 41 % des recettes budgétaires, soit 367,4 millions de francs.

Un « Hongkong au petit pied »

Djibouti, qui n'a rien à vendre sauf des services, cherche à relancer l'idée de place financière, de « Hongkong au petit pied ». « Tout existe déjà : une monnaie convertible, des communications

faciles. Il suffit de le faire savoir », rêve M. Elabe.

Pour l'heure, Djibouti se prépare à entrer en campagne pour l'élection présidentielle et le renouvellement de l'Assemblée nationale auront lieu le 24 avril. Désigné, à l'unanimité, par le bureau politique du parti unique au pouvoir, le Rassemblement populaire pour le progrès (RPP), M. Gouled brigue un second mandat de six ans. Cette échéance entretient, depuis quelques mois, une certaine agitation au point d'avoir obligé le chef de l'Etat à lancer plusieurs « appels à la vigilance », à dénoncer les agissements de « quelques individus agités et ambitieux dont l'objectif est de comploter contre notre stabilité ».

Afflux d'immigrants

Ancien ministre des transports et du tourisme, M. Aden Robleh Awaleh est le seul à avoir affiché ses ambitions, estimant que son rôle à la tête du Front de libération de la côte des Somalies (FLCS), de 1969 à 1977, pendant la lutte pour l'indépendance, lui donnait aujourd'hui voix au chapitre. Mal lui en a pris : exclu du RPP le 9 mai dernier, il s'enfuyait de Djibouti trois jours plus tard, « craignant d'être arrêté », gagnait Paris via l'Ethiopie et était condamné, le 7 septembre suivant, à la réclusion criminelle à perpétuité pour complot visant à déstabiliser le pays.

D'autres opposants en vue, notamment dans la communauté afar, comme M. Ali Aref, président du Conseil de gouvernement à l'époque de la présence française, cachent plus ou moins bien leurs appétits et s'agitent en coulisses. Leur discours n'a pas varié d'un iota depuis le jour où, en 1979, ils dénonçaient, dans une lettre adressée à M. Valéry Giscard d'Estaing, la « dictature tribale » du régime à dominante

iss, qui « place le pays au bord de la guerre civile ».

« Il n'y a plus d'ambiance politique. Nous n'avons plus aucun moyen de nous exprimer », regretent les opposants, qui en appellent à la France — « qui paie, contrôle » — pour faciliter l'ouverture d'un dialogue avec M. Gouled.

Beaucoup d'observateurs ne prennent pas très au sérieux cette opposition, menée par des « nantis ». Les Djiboutiens, même les plus défavorisés, n'ignorent rien de la situation dans les pays voisins et, sans trop maugréer, s'accrochent de leur sort. « Nous sommes bien ici », disent les réfugiés éthiopiens, qui se font prior pour regagner leurs terres. Calmant politique, le kat, cette herbe euphorisante, importée d'Ethiopie, permet de supporter la misère au quotidien : même les femmes se mettent, aujourd'hui, à « broter » cette « salade »...

Djibouti, qui en 1977 comptait trois cent mille habitants, en rassemble aujourd'hui plus de quatre cent cinquante mille, dont près des deux tiers dans la capitale. « Ça rentre tous les jours », dit-on ici, surtout des gens d'origine somalienne qui ont déjà de la famille sur place, des Darods, des Issaks, des Gadabouras. Du coup, l'opposition cherche à exploiter les frustrations des autochtones, qui inquiète cet afflux clandestin d'immigrants, au point d'annoncer la création d'un « front Afar-Issa » destiné à contraindre cette menace allogène.

Quelles que soient ses tribulations politiques et économiques, cette jeune République passe, aux yeux des riverains de la mer Rouge et des habitants de la corne de l'Afrique, pour une oasis de paix. Les pays limitrophes et les grandes puissances semblent s'accorder au moins sur un point : le maintien du statu quo. Si Djibouti n'existait pas, il faudrait l'inventer...

JACQUES DE BARRIN

TUNISIE

L'opposition met des conditions à son entrée au Conseil économique et social

TUNIS
de notre correspondant

Les trois partis d'opposition officiellement reconnus ne manifestent pas beaucoup d'empressement à répondre à l'invitation du pouvoir à siéger au Conseil économique et social. Sans fermer la porte à leur participation, ils renvoient la balle au gouvernement en lui demandant de prendre au préalable un certain nombre de mesures qui, selon eux, rendraient crédible l'initiative.

Le premier ministre, M. Sfar, demandait à chacun de « proposer » cinq candidats parmi lesquels le pré-

sident de la République en choisissait deux pour figurer parmi les vingt membres du Conseil nommés « en raison de leurs compétences personnelles » aux côtés des quarante-six représentants de l'Administration et des organisations nationales (syndicats, patronat, Union des femmes et organisations de la jeunesse). Il ajoutait que la participation de l'opposition serait de nature « à consolider le processus démocratique dans le pays ».

Le Parti communiste rappelle qu'il est partisan d'« un véritable débat national avec toutes les forces vives du pays », le Mouvement des

démocrates socialistes réaffirme son attachement à l'« existence d'une démocratie responsable organisée et patriotique », et le Parti de l'unité populaire exprime des engagements identiques. Mais, selon eux, il importe actuellement d'« assainir » le climat par des mesures d'apaisement : un terme doit être mis aux poursuites judiciaires et aux tracasseries administratives contre les militants des partis ; les syndicalistes encore détenus doivent être libérés, et la liberté d'expression doit être garantie par la levée de suspension des journaux et la révision du code de la presse.

MICHEL DEURE

MENDOZA PASSE AUX AVEUX.



« Des ombres fumeuses comme du Bogart, une machination policière comme du Hitchcock, un fond de misère et de corruption comme du Chandler. André Clavel/Le Matin »
« Une voie nouvelle dans le roman espagnol, ... un destin exceptionnel, politique et littéraire. » Jean-Didier Wagner/Libération
« Vous, lecteurs qui brûlez une de vos nuits en compagnie des héros de l'Affaire Savolta, pensez qu'il n'est jamais trop tard pour découvrir et faire découvrir un grand roman. » Michèle Gazier/Télérama
356 pages, 120 F.

Flammarion

هكذا من الالهي

55 من الاجل

Proche-Orient

Le siège des camps palestiniens Les réfugiés de Rachidiyeh ont pu sortir pour se ravitailler

Beyrouth (AFP). — Des milliers de réfugiés palestiniens au Liban ont pu, dimanche 15 février, sortir du camp de Rachidiyeh, dans le sud du Liban, pour se ravitailler, tandis que les camps de Beyrouth — dont celui de Bourj-el-Barajneh, qui a finalement pu être ravitaillé samedi — subissaient de nouveaux bombardements.

Pour la première fois depuis cent trente-huit jours de siège soutenu par la milice chiite Amal, alliée à la Syrie, dix mille des dix-sept mille habitants de Rachidiyeh ont pu sortir pour se ravitailler. Ils se sont rendus à Tyr, à 4 kilomètres au nord du camp, où ils ont acheté 100 tonnes de vivres, selon l'estimation d'un responsable de la Croix-Rouge (CICR).

Samedi, Amal avait levé le blocus de Rachidiyeh tout en maintenant son siège militaire. Dans l'après-midi, deux camions chargés de vivres avaient pu pénétrer dans le camp, où les habitants, en proie à la famine, se nourrissaient d'herbes. Trente blessés et cent huit femmes et enfants ont été évacués.

L'entrée et la sortie des « civils » sont autorisées de 8 heures à 15 heures, à intervalle de dix heures, a-t-il été annoncé, dimanche, un responsable local d'Amal.

A Vienne, l'Office des Nations unies pour le secours aux réfugiés palestiniens (UNRWA) a annoncé qu'un convoi de vivres conjoint avec le Programme alimentaire mondial

(PAM), tentera d'entrer à Rachidiyeh, lundi, après avoir dû s'arrêter en route à cause de la nuit. Selon l'UNRWA, la levée temporaire du blocus « n'a cependant pas réduit de façon significative les besoins de secours à Rachidiyeh ». A Tyr, les Palestiniens de Rachidiyeh ont littéralement dévalisé les magasins. Au retour dans le camp, leurs provisions étaient contrôlées par les miliciens d'Amal. Plusieurs femmes ont indiqué qu'elles voulaient s'installer à Saida, chef-lieu du Liban-Sud, où plusieurs milliers de Palestiniens ont déjà trouvé refuge depuis le début de la « guerre des camps », le 30 septembre dernier. La sortie des habitants de Rachidiyeh, surtout des femmes, des enfants et des hommes âgés, était surveillée par des délégués du CICR et par des observateurs des Nations unies pour la surveillance de la trêve entre le Liban et Israël (UNTSO).

La joie des habitants de Bourj-el-Barajneh

Le camp de Bourj-el-Barajneh, lui aussi assiégé depuis plus de trois mois, a pu être ravitaillé samedi, quelques heures après qu'une précédente tentative ait échoué, le convoi ayant été la cible de tirs.

Mais les organisations palestiniennes ont affirmé que les tonnes

de farine livrées (10 selon elles, 15 selon Amal) ne suffiraient que pour quelques jours à nourrir les vingt mille habitants de Bourj-el-Barajneh. Chaque personne a reçu 1 kilo de farine, a rapporté un chirurgien britannique vivant dans le camp, M^{re} Pauline Cutting. Elle a dit la surprise et la joie des habitants lors du ravitaillement, mais aussi leur peur et le refus de la majorité de sortir en dépit de la famine. Un demi-millier de réfugiés ont quitté le camp depuis jeudi et ont été regroupés par Amal dans le sous-sol d'une école proche.

Depuis le début du siège, cent personnes ont été tuées et six cents autres blessées à Bourj-el-Barajneh, a raconté ce médecin. La pression militaire sur les camps palestiniens ne s'est pas relâchée pour autant. Ainsi, dimanche, ceux de Chatila et de Bourj-el-Barajneh ont été violemment bombardés, faisant au moins un mort, a-t-on indiqué de source palestinienne.

A Beyrouth-Ouest, d'autre part, une personne a été tuée et neuf autres blessées lors d'incendies entre les miliciens du mouvement chiite Amal et ceux du Parti socialiste progressiste (PSP) dirigé de M. Walid Joumblatt (PCL). Ces accrochages ont provoqué une vive tension dans ce secteur de la ville, dont les rues, désertées par les passants, ont été investies par des centaines d'hommes en armes. Plus au sud, des duels d'artillerie se sont produits entre les secteurs chiite et musulman de Beyrouth, et des obus de gros calibre sont tombés sur le Ksouran, au cœur du « pays chrétien », faisant trois blessés, selon les radios chrétiennes.

Aide exceptionnelle de la France

Une aide française exceptionnelle de 1 million de francs et de 12 tonnes de vivres et de médicaments a été mise à la disposition de l'UNRWA au bénéfice des populations des camps palestiniens de Beyrouth, a annoncé, samedi, à Paris, un communiqué du Quai d'Orsay (notre dernière édition du 15-16 février). Le gouvernement français, ajoute le communiqué du Quai d'Orsay, a demandé que la question d'une aide communautaire soit évoquée ce lundi à Bruxelles, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des pays de la CEE.

Plusieurs organisations étudiantes dont l'Union générale des étudiants palestiniens, ont décidé de manifester, le 17 février à 17 heures, devant l'ambassade de Syrie, sous le drapeau du drapeau palestinien, pour exiger « la levée du blocus alimentaire des camps palestiniens ».

M. Walid Joumblatt demande aux extrémistes chiites de relâcher Terry Waite

M. Walid Joumblatt, chef de la communauté druze libanaise, a lancé un appel au parti Hezbollah pour qu'il relâche le négociateur Terry Waite « s'il est bien détenu par eux ».

M. Joumblatt a lancé cet appel devant les journalistes dans sa résidence de Moukhtara, dans le Chouf. Auparavant, il avait reçu l'ambassadeur britannique John Gray, qui lui avait remis un message du secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe.

Libération de M. Jean Obéid

« Nous sommes encore en contact avec le Hezbollah et nous espérons qu'ils nous répondront », a-t-il dit, laissant ainsi entendre publiquement que le Hezbollah était impliqué dans l'enlèvement.

M. Waite, envoyé personnel de l'archevêque de Cantorbéry, a disparu le 30 janvier, alors qu'il effectuait un voyage de libération des otages après s'être séparé des gardes du corps de M. Joumblatt avant mis à sa disposition. Le sort de M. Waite a été évoqué dimanche à Londres lors des entretiens qu'ont eus le chef de l'Etat libanais, M. Amine Gemayel, et Sir Geoffrey Howe.

L'homme d'affaires libanais Jean Obéid, enlevé jeudi 12 février dans

le secteur musulman de Beyrouth, a été relâché dimanche en milieu de journée, a-t-on appris de sources bien informées.

M. Obéid est considéré comme un proche de M. Souleiman Frangie, chef de file des chrétiens du Liban du nord. Il avait mené plusieurs missions de médiation entre le président libanais Amine Gemayel et les dirigeants syriens.

Samedi l'organisation clandestine du Jihad islamique avait démenti avoir enlevé M. Jean Obéid et avait mis en garde « ceux qui cherchent à nuire à sa réputation ». La radio chrétienne, La Voix du Liban, avait affirmé, vendredi, avoir reçu un appel téléphonique d'un correspondant anonyme se réclamant de cette organisation qui annonçait la prochaine exécution de M. Obéid.

A Damas, le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, avait annoncé, samedi, que M. Obéid serait libéré « au cours des prochaines trente-six heures ». Dans un entretien avec des journalistes, il avait affirmé que « l'enlèvement de M. Obéid devait servir à une opération d'échange de Libanais (musulmans) détenus par la milice chrétienne des Forces libanaises ». — (AP, AFP.)

L'agitation dans les territoires occupés Violentes manifestations à Gaza et en Cisjordanie : au moins dix-sept blessés

Dix-sept personnes au moins — des Palestiniens, des soldats israéliens et une touriste — ont été blessés par balles et par jets de pierres, dimanche 15 février, lors de violentes manifestations anti-Israéliennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Selon la radio de Jérusalem, des civils israéliens, pris sous les jets de pierres de manifestants sur la place de la Palestine, à Gaza, ont répliqué en tirant et ont blessé cinq Arabes. Trois autres Palestiniens ont été blessés par des soldats qui ripostaient, a ajouté la radio.

Les autorités d'occupation israéliennes ont ordonné la fermeture de l'université Al Azhar de Gaza en réponse aux manifestations.

La tension est vive à Gaza depuis l'expulsion le mois dernier, par les autorités israéliennes, d'un militant présumé de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Mohamed Dahlan.

D'autre part, sept soldats ont été blessés lorsque des jeunes Arabes ont lapidé un autocar militaire près du camp de réfugiés de Kalandia, au nord de Jérusalem, a indiqué une porte-parole de l'armée. Les soldats ont tiré en l'air et arrêté plusieurs Palestiniens.

Les huit condamnés sont tous d'origine palestinienne, mais ils disposaient de passeports délivrés par différents pays arabes.

Huit membres du Fath condamnés

La marine israélienne avait détruit aux larges des côtes israéliennes le bateau transportant le commando. Une vingtaine d'hommes avaient péri noyés, sous huit d'entre eux avaient été repêchés.

L'objectif du commando était, selon l'acte d'accusation, de s'emparer du quartier général de l'armée israélienne à Tel-Aviv, de prendre des otages et d'exiger la libération de cent cinquante membres du Fath détenus en Israël. Toujours selon l'accusation, cette opération avait été commanditée personnellement par Abou Jihad, numéro deux du Fath.

En Israël, le plan connu, le plan d'origine palestinienne, mais ils disposaient de passeports délivrés par différents pays arabes.

En Israël

Ouverture du procès Demanjuk

Jérusalem. — Le procès de John Demanjuk, le tortionnaire du camp de Treblinka, dit « Ivan le terrible », s'est ouvert le lundi matin 16 février devant le tribunal de district de Jérusalem.

Cette première audience a commencé immédiatement par les remarques de l'avocat américain de l'accusé, M^{re} Mark O'Connor, qui a fait valoir une fois de plus qu'aucune certitude n'existe sur l'identité réelle de l'accusé et qu'il serait plus honorable pour Israël d'annuler ce procès, plutôt que d'avoir à acquiescer Demanjuk au bénéfice du doute.

Le président du tribunal, M. Dov Levin, membre de la Cour suprême, a rétorqué que, au contraire, la réputation d'Israël serait grandie si le tribunal reconnaissait qu'il s'est trompé sur l'identité de l'accusé et l'a acquitté en conséquence.

Les débats se dérouleront — vraisemblablement pendant plusieurs semaines — dans une salle de spectacle d'un grand centre culturel ultra-moderne, la Maison de la nation, à la périphérie ouest de Jérusalem.

L'accusé avait été amené un peu plus tôt de la prison Ayalon, près de Ramatich, à une quarantaine de kilomètres de Jérusalem, où il est incarcéré depuis février 1986, date de son extradition des Etats-Unis. — (AFP.)

Amériques

Un rapport sévère du Congrès américain

M. Reagan était « mal préparé » pour le sommet de Reykjavik

Le sommet soviéto-américain des 11 et 12 octobre dernier à Reykjavik a été mal préparé et les négociations sur le désarmement s'y sont terminées dans une « confusion incroyable ». Telle est la conclusion d'un rapport établi par une commission du Congrès et publié le dimanche 15 février à Washington.

Le document, qui est l'œuvre de la commission des forces armées de la Chambre des représentants, indique que, quatre mois après la rencontre en Islande entre MM. Reagan et Gorbatchev, il existe encore « un degré incroyable de confusion sur ce qui s'est réellement passé » et sur ce que les deux chefs d'Etat ont discuté et presque accepté.

La délégation américaine, souligne le rapport, ne s'attendait pas à ce que les discussions aillent autant dans le détail, et lorsque M. Gorbatchev a mis sur la table une proposition visant à d'importantes réductions des arsenaux nucléaires, M. Reagan a contre-attaqué avec une offre qui allait encore plus loin.

Cependant, le gouvernement américain était « mal préparé » pour des négociations et, en conséquence, « il aurait été désastreux si ses propositions avaient été acceptées ».

Ainsi, selon le rapport, les conséquences des coupes considérables envisagées dans les arsenaux nucléaires sur l'équilibre militaire entre les deux super puissances n'auraient jamais été vraiment analysées par le Pentagone. « Cette approche », proposent maintenant, « étudions plus tard » est symptomatique de l'ensemble du problème », a commenté M^{re} Aspin, le président de la commission.

Les parlementaires regrettent aussi que, entre l'annonce de la tenue du sommet et le début de la réunion, les dirigeants américains n'aient pas consulté les alliés des Etats-Unis.

Des responsables de la Maison Blanche, interrogés, se sont refusés à tout commentaire. — (AFP.)

SURINAME

Les militaires seraient sortis vainqueurs de la dernière crise

AMSTERDAM de notre correspondant

Les militaires au pouvoir au Suriname semblent être les vainqueurs de la crise gouvernementale qui, la semaine dernière, a entraîné la démission de cinq ministres (le Monde du 14 février).

Les tensions existant à Paramaribo entre « facons » et « colombes » ont été exacerbées, en fin de semaine, par le problème posé par la guérilla que mène dans l'est du pays, à la frontière avec la Guyane française, le groupe de Ronnie Brunswijk. Leur rivalité avait éclaté au grand jour le mois dernier, lorsque l'ambassadeur néerlandais avait été expulsé de Paramaribo et accusé d'ingérence intolérable dans les affaires intérieures surinamaises. L'île dure du régime, dirigée par le ministre des affaires étrangères, M. Hank Herreroberg, lui avait reproché notamment d'avoir rédigé des listes de victimes parmi les « Nègres de la brousse », à la suite

des actions de représailles entreprises par l'armée.

Le départ de l'ambassadeur néerlandais n'avait pas été du goût des adversaires de M. Herreroberg au sein du gouvernement. Soucieux de ne pas exacerber davantage les relations avec la Haye, les ministres du clan des « colombes » ont menacé de démissionner en bloc si M. Herreroberg, fort idéologiquement à l'Alger, n'était pas écarté du gouvernement. Toutefois selon les mêmes observateurs, le chef militaire du pays, M. Desi Bouterse, aurait accepté. Mais, pour faire bonne mesure, il aurait exigé en même temps la démission du premier ministre, M. Radhakrishnan, un civil d'origine indienne. Le retrait du premier ministre aurait entraîné celui de trois autres représentants au sein du gouvernement de l'ancienne classe politique. Ayant ainsi donné un coup à « droite » et un coup à « gauche », les militaires resteraient donc plus que jamais les maîtres du jeu à Paramaribo.

RENÉ TER STEEGE.

Au Costa-Rica

Le Nicaragua rejette un plan de paix centro-américain

Les quatre chefs d'Etat d'Amérique centrale réunis, dimanche 15 février, à San-José du Costa-Rica, ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un projet de plan de paix proposé par leur hôte, le président Oscar Arias. Ils ont décidé de se retrouver dans trois mois à Esquipulas, au Guatemala, en présence du président Ortega du Nicaragua. La rencontre réunissait les présidents Duarte (El Salvador), Cerezo (Guatemala), Azcona (Honduras) et Arias (Costa-Rica).

A peine connu, le plan costaricien s'était heurté à l'opposition du Nicaragua. Dimanche, le vice-président sandiniste, M. Sergio Ramírez, avait déclaré qu'un tel projet était « voué à l'échec » et que son gouvernement « n'était pas disposé à faire des concessions ».

Le plan du président Arias prévoyait un cessez-le-feu au Nicaragua.

gua, l'ouverture de négociations avec l'opposition au régime, l'établissement d'un calendrier électoral et la suspension de l'aide militaire des Etats-Unis aux antisandinistes et de celle de l'Union soviétique à Managua. M. Ramírez a déclaré qu'il s'agissait là d'un « nouveau croc-en-jambe » aux efforts de paix du groupe de Contadora, qui regroupent le Mexique, le Venezuela, la Colombie et Panama.

En visite au Salvador, M. Barrios, secrétaire d'Etat auprès du ministre français des affaires étrangères, a critiqué, samedi, « les manœuvres militaires » des Etats-Unis au Honduras, à la frontière du Nicaragua. Il a annoncé, d'autre part, une aide de la France de 150 millions de dollars aux cinq pays centro-américains, la part du Nicaragua dans l'ensemble étant réduite. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

Le Syndicat étudiant appelle à l'arrêt de la grève

Madrid. — Le leader du Syndicat des étudiants, M. Juan Ignacio Ramos, a appelé à la reprise des cours, lors d'une conférence de presse, samedi 14 février. L'autre organisation lycéenne, la Coordinación de estudiantes de enseñanza secundaria, a laissé chaque établissement scolaire libre de décider de la poursuite ou de l'arrêt du mouvement.

« Nous regroupons nos bataillons, mais nous ne mettons pas nos épées au fourreau », a souligné Juan Ignacio Ramos, en guise d'avertissement au gouvernement.

Le Syndicat attend donc l'offre généreuse » annoncée par le ministre de l'éducation pour cette semaine. Il maintient ses revendications : suppression des examens d'entrée à l'université, avantage de dépenses de l'Etat pour l'enseignement, salaire minimum pour les jeunes diplômés sans emploi. — (AFP, AP.)

Mexique

Les étudiants grévistes reprennent les cours

Mexico. — Une assemblée générale du Conseil étudiant universitaire (CEU) a décidé, dimanche 15 février, d'appeler les étudiants de l'université de Mexico (UNAM) à reprendre les cours, interrompus par une grève depuis le 29 janvier. Sur les quarante-quatre écoles et facultés composant l'UNAM, dix seulement ont proposé la poursuite de la grève, tandis que trente-quatre se sont prononcées pour la reprise des cours en y mettant comme condition qu'aucune répression ne frappe étudiants, professeurs ou employés grévistes.

Les étudiants ont demandé à avoir plus de représentants au sein du Congrès universitaire, dont la création a été proposée par les autorités. Ils ont marqué leur satisfaction d'avoir obtenu la suspension des mesures qui avaient été à l'origine de l'action : le renforcement de la sélection lors de l'accès à l'université et en cours d'études et le relèvement des frais d'inscription. — (AFP.)

Amélioration des relations entre l'URSS et l'Iran

M. Chevardnadze a accepté une invitation à se rendre en visite officielle à Téhéran

M. Ali Akbar Velayati, le ministre iranien des affaires étrangères, a quitté Moscou le samedi 14 février à l'issue d'une visite officielle de deux jours — le premier séjour en URSS d'un responsable iranien de ce niveau depuis la révolution islamique de 1979.

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a accepté une invitation de son homologue iranien à se rendre en visite officielle en Iran.

annonce l'agence Tass, qui précise que les deux ministres s'étaient prononcés en faveur d'un accroissement de la « coopération économique et commerciale » entre Téhéran et Moscou « sur la base des principes d'égalité, de respect mutuel et de non-ingérence dans les affaires intérieures ».

Toujours selon l'agence Tass, M. Chevardnadze a rappelé le souhait de Moscou de voir l'Iran et l'Irak entamer d'urgence des négociations pour mettre fin au conflit. Laisant entendre que les deux parties restaient en désaccord complet sur ce point, Tass a ajouté que M. Velayati avait mis en avant « la position bien connue » de l'Iran. On sait que Téhéran est opposé à l'ouverture de négociations et répète qu'il poursuivra la guerre jusqu'au renversement du président iranien Saddam Hussein.

Les Moudjahidins mis en cause

A Bagdad, un communiqué du haut commandement militaire irakien a annoncé, dimanche, que l'aviation irakienne avait attaqué Téhéran et huit autres villes iraniennes afin de faire comprendre aux dirigeants de la République islamique qu'« insister dans la poursuite de la guerre signifie plus de destructions pour l'Iran ». Un appareil irakien a été abattu vers midi par un missile sol-air au-dessus de la

ville d'Ispahan, et ses débris en feu se sont éparpillés dans les faubourgs de la ville, devant une foule qui scandait : « Allah ou akbar ! » (Dieu est le plus grand).

Le journal du soir Keyhan s'inquiète de la circulation d'informations concernant les effets des bombardements irakiens contre les villes. Les « hypocrites », terme désignant les membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidins du peuple, sont particulièrement pris à partie par l'armée, qui demande un contrôle « sérieux » des journalistes et ressortissants étrangers ainsi que des ambassades à Téhéran « afin d'éviter toute fuite d'informations pouvant aider l'ennemi à bombarder nos villes et à tuer des innocents ». Depuis le déclenchement de l'offensive Karbala-5, le 8 janvier, des bombardements ont endommagé cinquante villes iraniennes, faisant plus de quatre mille victimes selon un bilan officiel.

Les Moudjahidins du peuple ont également été mis en cause à la suite d'un attentat à la grenade perpétré le 11 février à Mashad, lors d'une manifestation marquant la victoire de la révolution. M. Hadi Khamenei, frère du président iranien Ali Khamenei, a été blessé, indique le journal du soir Keyhan, qui confirme ainsi le communiqué par lequel les Moudjahidins du peuple revendiquaient, samedi, à Paris, la responsabilité de cet attentat. — (AFP, Reuter.)

LA DEMOCRATIE AU MAGHREB

Comment être démocrate au Maghreb ? Faut-il aller chercher dans les textes constitutionnels, dans la loi électorale des pays d'Afrique du Nord, se demande Michel JOBERT, des indices de pluralisme et d'ouverture politique ? N'est-il pas plus judicieux de consulter d'autres « baromètres » : contenu des programmes télévisés, décentralisation régionale, scolarisation intensive... ?

Dans le numéro 2 d'ARABIES, le mensuel du monde arabe et de la francophonie, en vente en kiosques et dans les librairies.

«...était mal préparé... le sommet de Reykjavik...»

«...seraient sortis vaincus de la dernière crise...»

«...Le Nicaragua rejette... de paix centro-américain...»

A TRAVERS LE MONDE

Avant le discours de M. Gorbatchev

Andrei Sakharov a pris la parole au « Forum international » de Moscou

MOSCOU
de notre correspondant

Les soucis médiatiques ont dominé le Forum international pour un monde sans armes nucléaires, pour la survie de l'humanité, qui est probablement la plus grande opération de propagande jamais montée par le Kremlin en direction de l'étranger. On a ainsi fait parler, dès samedi 16 février, Andreï Sakharov, invité à une des six « tables rondes », pour échanger des idées avec des scientifiques, des hommes d'affaires et des politiciens. Selon le compte rendu de quelques-uns de ses cent cinquante collègues étrangers, réunis dans une salle de conférences de l'hôtel Cosmos, M. Sakharov a tenu des propos de Normand. Les stances étaient théoriquement à huis clos.

L'académicien s'est prononcé en faveur de « l'ouverture et de la démocratie » en URSS, mais a regretté quelques « récents » reculs, qu'il n'a pas détaillés, en matière de respect des droits de l'homme, notamment du droit à l'émigration. M. Sakharov faisait sans doute allusion aux brutalités policières de ces derniers jours à l'encontre de manifestants juifs qui réclamaient la libération de Iossif Begun, amoncé à New York, mais qui n'était malheureusement, lundi matin, à Moscou.

Peut-être M. Sakharov pensait-il aussi à Nahum Neimann, un des plus proches amis, qui n'a pas été autorisé à assister aux obsèques d'une femme, morte récemment d'un cancer aux Etats-Unis. L'académicien a parlé pendant dix minutes. Il a prononcé des « résolutions massives » des armées nucléaires des deux super-puissances et, en particulier, « l'abandon » des deux armes stratégiques qu'il juge « déstabilisantes », le MX américain et le SS-18 soviétique.

M. Sakharov a refusé d'en dire plus, se réservant pour la conférence de presse officielle de clôture du Forum, à laquelle il a décidé de participer. Les services de Tass en langues étrangères ont annoncé que l'académicien avait pris la parole, mais cette infor-



mation n'a pas été communiquée aux Soviétiques eux-mêmes.

Six « tables rondes »

Les six « tables rondes », réunissant respectivement des scientifiques, des artistes et écrivains, des médecins, des hommes d'affaires et des « politologues », avaient été fort bien « verrouillées » pour éviter toute intervention impromptue. Une certaine improvisation n'était permise qu'à l'intérieur d'un scénario d'ensemble bien préparé, surtout en ce qui concerne l'élection des présidents de séance ou l'adoption éventuelle pour chaque « table ronde » d'un document final.

Ainsi, un représentant de l'Institut Pasteur, M. Henri Korn, a obtenu la création d'une commission sur les droits de l'homme sous la présidence de l'écrivain soviétique Altmanov. Le texte adopté par cette commission

omet toutefois de mentionner le problème du droit à l'émigration, le plus brûlant en URSS.

Les hommes d'affaires ont été avisés de perspectives lointaines les concernant. Il s'agit des « entreprises mixtes » dans lesquelles ils sont invités à apporter capital et technologie pour fabriquer en URSS des produits essentiellement destinés à faire gagner à cette dernière des devises à l'exportation. Dans tous les cas, l'Etat soviétique restera majoritaire. L'idée d'un rouble « convertible et transférable » à l'étranger a également été agitée. On n'a pas demandé aux hommes d'affaires de rédiger quelque déclaration que ce soit.

Le spectacle était souvent réussi. Des vedettes de la littérature, comme Norman Mailer et Graham Greene, ou du show-business, comme Peter Ustinov, ont donné des interviews. Les robes safran des moines tibétains se mêlaient aux soutanes noires des prêtres catholiques (peu nombreux) et Yoko Ono (la

veuve de John Lennon) a exulté aux Soviétiques, en anglais à la télévision, qu'elle les aimait.

Quelques « refuzniks » ont réussi à distribuer des tracts, samedi, avant d'être chassés du hall de l'hôtel Cosmos (1). Un petit groupe pacifique indépendant, qui souhaite « instaurer la confiance entre l'Est et l'Ouest », a tenté de manifester dimanche à midi devant le Manège, à proximité des murailles du Kremlin. Les policiers en civil étaient dix fois plus nombreux que les participants, qui n'ont même pas eu le temps de déployer leurs banderoles. Trois d'entre eux ont été retenus pendant deux heures et demie dans l'ancien Manège des tsars qui sert désormais de salle d'exposition.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) L'Agence Tass a signalé cette manifestation, qu'elle qualifie de « procédé malhonnête », en affirmant que les participants seraient en fait autorisés à quitter l'URSS et qu'ils ne l'ont pas encore fait pour des raisons diverses et personnelles. Tass donne en revanche les noms de plusieurs personnalités qui ne seront pas autorisées à émigrer en raison des « secrets d'Etat » dont elles auraient connaissance.

Limogeage en Ukraine

Un mois après la destitution pour abus de pouvoir du responsable de la police secrète (KGB) à Vorochilovgrad en Ukraine, le premier secrétaire de cette région, M. Boris Gontcharenko, a été limogé, à son tour, dimanche 15 février, à la première page de la Pravda. M. Gontcharenko, chef du parti en Ukraine, M. Gontcharenko, qui siège depuis plus de dix ans au comité central à Moscou, dirigeait le parti à Vorochilovgrad depuis 1973.

D'autres responsables du parti dans la même région ont été « sévèrement réprimandés », ajoute M. Gontcharenko. En janvier dernier, c'est le président du KGB ukrainien, M. Tchabirsky, qui avait annoncé dans la Pravda la destitution de son subordonné de Vorochilovgrad, M. Ditchenko, coupable d'avoir persécuté abusivement un journaliste. — (AFP.)

POLOGNE

Les joyeuses ingérences de M. Urban dans les affaires de Radio Free Europe

Visiblement bien renseignés sur les difficultés que connaît actuellement le responsable des émissions en polonais de Radio Free Europe, M. Zdzislaw Najder, les autorités de Varsovie ont tenté pour s'en débarrasser la rédaction de cette station financée par le Congrès américain, tout en faisant peser le doute sur l'attitude du gouvernement des Etats-Unis.

Le vendredi 13 février, le porte-parole officiel, M. Urban, a, dans un communiqué, voulu considérer « la révocation de Zdzislaw Najder » comme « un signe que les autorités américaines projettent d'adapter les programmes de RFE à l'intention exprimée par le gouvernement des Etats-Unis d'améliorer progressivement leurs relations avec la Pologne ». Cette bruyante déclaration de satisfaction, publiée avant même que toute décision concernant M. Najder ait été rendue publique, intervient quelques jours après la visite à Varsovie du numéro deux du département d'Etat, M. Whitehead.

Le soir même, RFE publiait un communiqué démentant tout limogeage ou toute démission de M. Najder, tout en ajoutant que « des discussions étaient en cours à propos de l'attribution d'un rôle différent, mais également important » à M. Najder.

Universitaire respecté, spécialiste de Joseph Conrad, M. Najder avait pris la direction de la station, basée à Munich, dans une période difficile, celle qui suivit la proclamation à Varsovie de l'état de guerre. Cela lui valut une condamnation à mort

perpetuelle, pour espionnage, sans pour autant lui épargner les attaques, parfois très virulentes, d'une partie de l'émigration polonaise, notamment en raison de son refus de laisser critiquer à l'antenne les positions jugées trop molles de l'Eglise polonaise. M. Najder, qui n'avait aucune expérience de ce type de travail, est d'autre part critiqué pour les difficultés qu'il éprouvait à régler les problèmes d'organisation.

On comprend que les autorités de Varsovie, pour lesquelles Radio Free Europe a toujours été une bête noire, se soient fait un malin plaisir d'exploiter la situation. M. Urban s'est même payé le luxe de donner lui-même le nom du successeur de M. Najder, un ancien journaliste de la BBC qui aurait en effet, selon de bonnes sources, été pressenti pour cette fonction.

J. K.

● MALTE : dissolution du Parlement. — La dissolution du Parlement de Malte a été annoncée le vendredi 13 février. De nouvelles élections doivent avoir lieu dans les trois mois, la date la plus généralement avancée étant celle du 9 mai. La désignation de la Chambre sortante, en 1982, avait été particulièrement controversée : le Parti travailliste, au pouvoir, avait obtenu trente-quatre sièges, contre trente et un à l'opposition, alors que celle-ci — le Parti nationaliste — avait remporté la majorité des suffrages. Un récent amendement constitutionnel doit empêcher qu'une telle situation se reproduise. — (AFP, Reuters.)

La visite du ministre des affaires étrangères d'Ankara

La constitution d'une commission mixte devrait favoriser la relance des échanges franco-turcs

ISTANBUL
de notre correspondant

La venue à Paris en visite officielle, mardi 17 et mercredi 18 février, de M. Vahit Halefoglu, ministre turc des affaires étrangères, marque, après des années de tension, le retour à une période faste dans les rapports franco-turcs.

Le contentieux n'avait cessé de croître depuis 1974, les relations personnelles de M. Giscard d'Estaing avec M. Caramanlis, puis de M. Mitterrand avec M. Papandréou amplifiant l'appui français à la Grèce sur la question de Chypre.

Comprehensive vis-à-vis du coup d'Etat du 12 septembre 1980, la position de la France se durcissait après mai 1981, tandis que la répression s'intensifiait sous le régime militaire. Paris s'associa, en 1982, à une plainte auprès de la commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, retirée depuis.

L'incompréhension souvent hautaine vis-à-vis du processus de démocratisation entamé avec le retour à un régime civil en 1983, autant qu'une attitude considérée en Turquie comme un encouragement aux activités terroristes arméniennes, ont plongé l'opinion turque, y compris les secteurs de l'intelligentsia, dans un malaise profond.

La France, deuxième fournisseur de la Turquie en 1978, n'était plus qu'un septième rang en 1983, tandis qu'étaient gelées les relations culturelles.

C'est à l'initiative du président Mitterrand que le dégel s'amorça en 1984. Il s'est accéléré en 1986 après la rencontre de M. Turgut Ozal, premier ministre, et de M. Jacques Chirac, suivie de la visite à Ankara, en mai 1986, de M. André Girard, ministre de la défense.

M. Halefoglu, qui sera reçu par le président Mitterrand, aura des entretiens avec M. Girard sur la coopération en matière d'industrie d'armement.

Il coprésidera avec son homologue français, M. Jean-Bernard Raimond, la commission économique mixte, dont la constitution devrait favoriser le mouvement de reprises des échanges amorcé en 1985 et qui s'est traduit par un doublement en deux ans des exportations françaises vers la Turquie.

Cette commission examinera les possibilités sur le marché turc, désormais largement ouvert aux capitaux étrangers, de développement des investissements français, qui reposent actuellement sur sept sociétés seulement, contre soixante-trois pour la Suisse. Elle discutera des grands contrats en cours d'exa-

men, comme ceux du métro d'Ankara ou de l'équipement des aéroports civils par des radars de la société Thomson-CSF.

Répondant à nos questions, M. Halefoglu s'est déclaré convaincu que les relations culturelles et les échanges scientifiques allaient « connaître un nouvel élan », qui se traduirait notamment par « le développement de l'enseignement du français tant dans les écoles secondaires que dans les universités », ainsi que par « l'amélioration de la qualité pédagogique de l'enseignement français au lycée de Galatasaray », dont étaient issues jusqu'à une période récente la plupart des élites politiques du pays. Le ministre proposa à ses interlocuteurs la conclusion d'un accord cadre pour la coopération touristique visant à encourager les investissements mixtes dans ce domaine.

« Vocation européenne »

M. Halefoglu veut exposer les raisons qui ont amené la Turquie à présenter sa demande d'adhésion à la CEE en 1987, en particulier « le consensus qui regroupe autour de la vocation européenne de la Turquie le gouvernement et les partis d'opposition, la presse, les syndicats et le patronat ».

Il souhaite réaffirmer l'attachement de la Turquie aux dispositions de l'accord d'association de 1963 qui prévoit la libre circulation des travailleurs turcs en Europe à partir de 1986. Sur la question des biens immobiliers des ressortissants grecs en Turquie, dont un décret de 1964 interdit la vente, et qui est l'un des obstacles à la complète normalisation entre la Turquie et l'Europe, M. Halefoglu a précisé que son pays « pourrait envisager de reconsidérer la législation turque en la matière lorsque la Grèce aura signé le protocole d'adaptation Turc-CEE », que chaque Etat membre doit signer.

Les grands dossiers internationaux seront également à l'ordre du jour, en particulier la lutte contre le terrorisme et la guerre du Golfe, dans laquelle la Turquie « poursuit une politique de neutralité absolue ».

Cette neutralité, de passive au début de la guerre, est devenue plus active, et la Turquie, « profitant du climat de confiance mutuelle ou des bonnes relations maintenues tant avec l'Irak qu'avec l'Irak », a proposé son concours « pour entamer le processus de paix ».

MICHEL FARRERE.

ITALIE : sanglant hold-up des Brigades rouges à Rome

Les autorités redoutent une reconstitution des groupes terroristes

ROME
de notre correspondant

Les enquêteurs ne sont pas dépourvus d'indices pour tenter de retrouver les auteurs de l'attaque perpétrée le 14 février, à Rome, par trois membres présumés des Brigades rouges, dont une femme, contre un fourgon postal, et qui a coûté la vie à deux policiers de l'escorte et blessé grièvement un troisième. L'audition de quelques témoins oculaires, l'examen d'un rouleau de photographies prises par une personne attirée à sa fenêtre par le bruit des coups de feu, celui de trois voitures volées avec lesquelles ont opéré les assaillants, ainsi que celui de cinquante-deux douilles de pistolet mitrailleur et de fusils retrouvées sur les lieux, tels sont les éléments dont disposent les magistrats instructeurs.

Le chef de l'Etat s'en rendit, dimanche, au chevet des victimes, qui recevront, ce lundi matin 16 février, des funérailles nationales. Une réunion des principaux responsables de la sécurité, la deuxième en vingt-quatre heures, devait avoir lieu également ce lundi sous la responsabilité du ministre de l'Intérieur. M. Scalfaro devrait tenter, par une attitude énergique, de désarmer un sentiment de malaise perceptible parmi les forces de l'ordre, dont témoigne l'appel lancé par les syndicats de policiers à leurs adhérents à se rendre le plus nombreux

possible, et en uniforme, aux obsèques de leurs collègues assassinés.

Dans la magistrature certains relancent une idée ancienne : encourager par des récompenses financières les citoyens à fournir des éléments sur les agissements d'éventuels suspects. La condamnation populaire ne fait pas de doute, à en juger par les centaines de personnes qui ont défilé dimanche sur les lieux de l'attentat. Mais, ni la sympathie pour les victimes ni la crainte de voir ressurgir un danger que l'on croyait conjuré, ne l'emportent apparemment sur cette très ancienne conviction italienne que l'Etat, n'étant pas l'ami des citoyens, n'a pas à être aidé par eux.

Selon certaines rumeurs le groupe qui a intercepté le fourgon postal pour dérober les sacs d'argent qu'il contenait, appartiendrait au Parti communiste combattant, l'aile la plus dure des Brigades rouges.

Les terroristes de 1987 semblent, pour l'essentiel, être des gens sans passé militant durant les années de plomb, mais certains éléments laisseraient aussi penser que la femme du groupe serait une brigadiste chevronnée, Rita Algranati, qui participa le 16 mars 1978 à l'enlèvement du leader démocrate-chrétien Aldo Moro. Quoi qu'il en soit, le savoir-faire dont ont fait preuve les assaillants fait ressurgir l'inquiétude des autorités.

JEAN-PIERRE CLERIC.

Designs du Château de Beaune
BEAUNE DU CHATEAU
Associations de Maîtres d'œuvre
BOUCHARD PERE & FILS
au Château de Beaune, 13100 Beaune
Tél. 03 77 21 11 11 - 13100 Beaune

LE MONDE
diplomatique AFRIQUE
DÉRAPAGE AU CHAD
NUMERO DE FÉVRIER - EN VENTE PARTOUT

حکومت اسلامی

حکومتنا الاحول

Politique

Le «référéndum» sur le quinquennat Les «non» l'emportent

M. Jacques Chirac a eu, le vendredi 13 février, un entretien téléphonique avec M. Raymond Barre au cours duquel l'éventualité d'une réduction du mandat présidentiel a été développée, chacun jugeant que cette initiative était inopportune même si elle n'était pas formelle. Par ce coup de fil, le premier ministre voulait informer le député du Rhône de voyage qu'il fera le 7 mars dans son département. M. Barre lui a fait part de ses regrets de ne pouvoir l'accueillir car il partirait le même jour pour les Antilles.

En proposant l'instauration du quinquennat par voie référendaire dès le printemps 1987, M. Valéry Giscard d'Estaing a fourni à la classe politique un sujet de devoir de vacances pour cette période de congés scolaires.

M. Chirac ayant donné le ton : «D'accord pour une telle réforme à condition que la majorité ne se déchire pas à son sujet...» les réactions dans la majorité ont effectivement révélé des risques de déchirement. Après que plusieurs leaders du RPR et certains responsables du «centrisme» et des barrières eurent exprimé leur opposition, d'autres personnalités de la majorité ont manifesté leurs réticences.

Ainsi M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat (Gauche démocratique), juge cette réforme «totale» inopportune aujourd'hui, sans toutefois être hostile à son principe. De même, M. Christian Bonnet, sénateur PR du Morbihan, ancien ministre de l'Intérieur estime qu'une telle modification «est susceptible de diviser la majorité et d'offrir sur un plateau au président Mitterrand l'occasion de se targuer d'un succès».

M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Équipement et président du CDS, juge que cette réforme «n'est ni indispensable ni opportune» et constate qu'elle n'entraîne de consensus ni dans la majorité ni dans l'opposition.

M. Jacques Larché, sénateur républicain indépendant de Seine-et-Marne et président de la commission des lois du Sénat y voit «une opération dangereuse et inefficace».

La proposition de M. Giscard d'Estaing a reçu toutefois le renfort

d'un député de la majorité, M. Michel Barnier (RPR), président du conseil général de Savoie, qui a proposé dimanche 15 février au Forum de RMC que le référendum sur le raccourcissement du mandat se déroule le jour du premier tour de l'élection présidentielle, expliquant : «Ainsi les Français voteraient au premier tour entre six ou sept candidats et diraient le même jour s'ils veulent un président pour cinq ou sept ans. Au deuxième tour, s'ils savaient s'ils l'ont pour cinq ou sept ans...» M. Barnier, lui-même favorable au quinquennat, a trouvé que M. Giscard d'Estaing avait eu raison de poser le problème de la réduction du mandat. Le député RPR de Savoie a indiqué qu'il «souhaitait l'action courageuse» de M. Chirac et qu'il «écouterait et respectait» M. Raymond Barre.

Enfin, M. Bernard Stasi, député UDF-CDS de la Marne, a déclaré dimanche qu'il ne voyait pas «la nécessité d'agiter le pays et de troubler la majorité», ajoutant : «Si le quinquennat était adopté cela rendrait service à M. Mitterrand». Ce dernier sentiment est assez largement partagé dans la majorité où l'on suppose que le corps électoral accordera plus facilement à un candidat âgé de soixante-douze ans un mandat de cinq ans qu'un renouvellement pour sept ans.

Nuances au PS

Au sein du Parti socialiste, les pronostics sur une telle révision de la Constitution sont nuancés. M. Louis Mermaz, ancien président de l'Assemblée nationale, député de l'Isère, exprime son scepticisme en disant : «Il serait difficile au premier ministre de l'opposer à la convocation du Parlement réuni en Congrès ou à un référendum sur cette question si le président de la République le lui demandait. Mais il ne me semble pas que François Mitterrand prenne des initiatives en cette matière».

En revanche, M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, député de Belfort, a été plus enthousiaste au cours du «Grand Jury RTL-Le Monde» en disant : «Le président de la République peut prendre cette initiative puisque M. Chirac n'y est pas opposé» et en ajoutant que personnellement il souhaitait «que M. Mitterrand prenne cette initiative».

M. Pons en visite aux Antilles

« Quel spectacle nous donnons ! »

L'inauguration des Troisièmes florales internationales de la Martinique n'était pas la seule raison de la présence de M. Bernard Pons, ce week-end, aux Antilles. Le ministre des DOM-TOM s'est aussi rendu en Martinique, puis en Guadeloupe, pour préparer le «mémoire» sur l'outre-mer que le gouvernement entend présenter, au milieu de l'année, aux instances de la CEE, et, surtout, pour essayer de couper l'herbe sous les pieds de M. Raymond Barre. En effet, l'ancien premier ministre se rendra sur place du 8 au 15 mars afin de mener campagne auprès d'un électoral que le RPR a longtemps considéré comme sa chasse gardée. Ce déplacement de M. Pons répondait d'ailleurs à celui fait récemment par le député national de l'UDF aux DOM-TOM, M. Jean-Pierre Soisson, qui a soigneusement préparé la venue de M. Barre.

FORT-DE-FRANCE
de notre correspondant

En Martinique, en tout cas, le passage du ministre des DOM-TOM n'a guère ramené le calme parmi les militants du RPR qui se déchirent depuis plusieurs mois, à tel point que la responsabilité du secrétariat départemental du RPR vient d'être retirée à M. Michel Renard, député, dont le style et les méthodes sont, de longue date, très contestés.

Au cours d'une réunion militante rassemblant cinq cents personnes et toute la presse, les amis de M. Renard ont provoqué un violent incident en réclamant la parole pour exiger le limogement de l'un des nouveaux secrétaires départementaux successeurs de M. Renard, M. Yan Monplaisir. Ils ont fait circuler dans la salle une brochure intitulée : «RPR : le dossier vérité et dénonçant les adversaires du chef de file en termes virulents : «Agissements honteux et méprisables de quelques exaltés sans foi ni loi (...) impureté (...) immoralité et prostitution...» M. Renard, à la tribune, souriant, ravi, quand, au milieu de la confusion, le micro vint entre les mains du député RPR, on entendit même le président du conseil général, M. Emile Maurice, souffler à l'attention de M. Renard : «Attention à ce que tu vas dire, hein !» Tandis qu'un élu municipal intimait à l'adresse du parlementaire : «Michel, enlève tes gorilles !», et que M. Pons se lamentait : « Quel spectacle nous donnons devant les caméras de la télévision !... » Le ministre parvint à disposer du micro pour faire entendre des paroles d'union et rendre hommage aux mérites et à la sincérité de tous et il

fut très applaudi. Mais dès qu'il fut parti, les «renardistes» et leurs adversaires faillirent en venir aux mains.

L'UPLG mise en garde

Finalement, M. Pons a passé sa colère sur... les indépendantistes guadeloupéens. Dès son arrivée à Pointe-à-Pitre le ministre des DOM-TOM a lancé dimanche, au cours d'une conférence de presse, une mise en garde à la principale formation indépendantiste de l'archipel, l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), organisatrice des récentes manifestations de protestation après l'arrestation de l'une de ses militantes (Le Monde du 3 février) : «Le préfet, a-t-il expliqué, a reçu des instructions du gouvernement pour rétablir l'autorité de l'État, faire respecter la loi et assurer la sécurité ; il a pris toutes les dispositions nécessaires et il continuera de les prendre (...) Moi, je mets en garde l'UPLG, et je la mets en garde très nettement. Si véritablement les actions terroristes se poursuivent et si l'UPLG se met hors la loi, elle sera sanctionnée comme il convient».

Le ministre, qui ne semble pas exclure une dissolution du mouvement (comme cela avait été fait pour l'Alliance révolutionnaire caribéenne, le 23 avril 1984), a estimé qu'il s'agissait de «mesures d'ordre public». «Il y a une loi et une Constitution, et elles doivent être appliquées et respectées par tout le monde ; il n'y a pas de société sans règle», a conclu M. Pons.

DOMINIQUE ETIENNE.

«... qui permettrait d'aller vers un véritable régime présidentiel...» Il a annoncé qu'il soumettrait ce problème au congrès socialiste de Lille.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS s'est montré plus nuancé en faisant remarquer que «s'il était utile de faire évoluer une Constitution trop rigide il faudrait néanmoins obtenir un consensus, ce qui semble très difficile». Le député de Toulouse a ajouté : «Il y a peut-être des questions plus importantes et plus urgentes qui préoccupent les Français».

Enfin M. Jack Lang, ancien ministre de la Culture, s'est montré prudent au cours du Club de la presse d'Europe 1 en déclarant dimanche 15 février :

«Les socialistes ont pensé que le mandat du président de la République devait à l'avenir être soit de cinq ans, limité à deux mandats, soit limité à un seul mandat de sept ans. Nous ne pouvons pas être contre la proposition de M. Giscard d'Estaing, mais y a-t-il une volonté suffisante au sein de la majorité actuelle ? Je n'ai aucun souhait à formuler sur une éventuelle initiative du président de la République dans ce domaine».

Le Front national, par la voix de M. Bruno Mégret, député de l'Isère, a rappelé qu'il était hostile à la réduction par référendum du mandat présidentiel mais favorable à un seul septennat non renouvelable.

Tirant la conclusion des premières réactions, quant au comportement du premier ministre, la Lettre de la Nation, organe du RPR, indique lundi 16 février : «Si Jacques Chirac a besoin de l'unanimité de sa majorité pour décider s'il donne suite ou non à la proposition de réforme constitutionnelle de Valéry Giscard d'Estaing, il apparaît clairement aujourd'hui que sa réponse doit être «non».

Au «Grand Jury RTL-Le Monde»

« M. Barre est un homme dangereux plus proche de Pétain que de de Gaulle » déclare M. Jean-Pierre Chevènement

Invité, le dimanche 15 février, du «Grand Jury RTL-Le Monde», M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'Éducation nationale et député socialiste du Territoire de Belfort, a vivement critiqué M. Raymond Barre.

Il a notamment affirmé : «M. Barre a certainement du caractère. C'est un homme qui se réclame du général de Gaulle, bien que, mon sens, hybride du général de Gaulle et du maréchal Pétain, il soit plus proche de Pétain que de de Gaulle, du moins en ce qui concerne le travail, la famille, patrie... Je considère que c'est un homme dangereux, parce que son idéologie, le barisme, a corrompu une partie importante de nos élites, de nos classes dirigeantes. Les socialistes doivent surtout éviter de se laisser contaminer par cette idéologie».

«Je rappelle que M. Barre, que M. Giscard d'Estaing avait présenté

M. Jean-Marie Le Pen fait preuve en ce débat d'absence d'un optimisme de plus en plus débridé. S'exprimant devant la presse le samedi 14 février, au terme des travaux du comité central de son mouvement, le chef de file de l'extrême droite a dit et répété que le Front national prépare la bataille présidentielle «dans un esprit résolu et déterminé».

L'hypothèse d'une dissolution de l'Assemblée nationale et d'élections législatives anticipées au scrutin majoritaire ne semblent guère l'émouvoir davantage. Afin de «coller» au plus près au nouveau découpage électoral, le comité central du Front national a décidé samedi de procéder à l'établissement de structures de circonscriptions. Conclusion de M. Le Pen : «Nous n'avons pas du tout l'intention de nous préparer des radieux de la Méduse».

Raisons de cet optimisme ? Les arrangements de M. Chirac sur le chemin gouvernemental, M. Barre qui distille la «glose», M. Giscard d'Estaing qui refait surface, voilà pour les responsables du Front national autant de motifs d'encouragement à considérer avec sérieux les chances de M. Le Pen de se hisser au second tour de l'élection présidentielle.

M. Chirac victime du «socialisme rampant», MM. Barre et Chirac d'accord tous deux pour s'arrimer au centre en multipliant les préférences vers la gauche, voilà encore pour M. Le Pen et ses amis autant de raisons les incitant à conclure que, face à cette dérive générale vers la gauche de la classe politique, le Front national est «la seule fenêtre qui s'ouvre vers la vraie droite».

Conséquences : le Front national s'entend sagement relâcher son effort sur les thèmes qui lui sont

A l'extrême droite

M. Le Pen demande des éclaircissements à M. Giscard d'Estaing

chers. Une grande campagne sur le code de nationalité, pour rappeler la majorité RPR-UDF à ses promesses, a été engagée.

Elle se conclura, à la rentrée de la session de printemps du Parlement, par deux grands rassemblements : le 2 avril à Paris, au Zénith, et deux jours plus tard à Marseille. Parallèlement les militants vont être conviés à s'engager plus avant «dans une politique de main tendue» sur le terrain à l'égard des électeurs RPR-UDF.

«Incontournable», ce mot est devenu magique pour le Front national. Réunis samedi à Paris, ses conseillers régionaux se sont vivement félicités que «dans neuf régions les coalitions minoritaires RPR-UDF aient dû faire voter leurs propositions de diminution de la pression fiscale et de remise en cause de l'interventionnisme économique régional». Et d'annoncer qu'ils se montreraient tout aussi vigilants l'an prochain.

Savants dosages

Incontournables, les cinq députés du Front national, dont M. Le Pen, le seront encore au sein de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Certes, M. Le Pen s'est réjoui de voir M. Stasi «ce paragon de l'immigration outrancière» écarté de sa présidence. Cependant, il n'a guère apprécié l'«amalgame» opéré par M. Giscard d'Estaing au cours de «L'heure de vérité» du 11 février «entre le Front national, l'extrême droite, l'antisémitisme et le racisme». Dans une lettre expédiée le vendredi 13 février, M. Le Pen demande à l'ancien président de la République de bien vouloir préciser sa pensée et de «lever toute ambiguïté». Il a annoncé samedi qu'il ferait de cette réponse la condition

pour voter en sa faveur. «Nous n'avons pas à faire en permanence la preuve que nous ne sommes ni xénophobes ni antisémites», a dit M. Le Pen, qui a également prévenu que «le moment vient». Il s'empêcha à l'égard de M. Barre quelques éclaircissements utiles, «se courtoisie» ne pouvant à l'en croire servir très longtemps de paravent.

L'optimisme de M. Le Pen peut enfin s'expliquer par la remise en ordre qu'il vient d'opérer au sein de sa formation pour tenter de mettre un terme à la rivalité entre «anciens et modernes». A force de savants dosages, celle-ci semble aujourd'hui bien acceptée. Pour «compenser» la promotion de «modernes» — M. Bruno Mégret à la tête de l'état-major de campagne, MM. Olivier d'Ormesson et Jean-Marie Le Chevallier à la direction du comité de soutien — c'est un «ancien», M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, qui sera épaillé par deux secrétaires nationaux, l'un issu de la vieille garde, M. Michel Collinet, l'autre issu des «dons», M. Jean-Pierre Schermann.

L'état-major de campagne installé avenue Marceau, à Paris, a fait également l'objet d'un délicat dosage puisqu'aux côtés de M. Mégret, Collinet (chargé des manifestations), Schermann (action militante) se retrouvent MM. Bertrand Anthony, alias Romain Marie (formation), Pierre Coyrac (propagande), François Bachelot (actions «catégorielles»), Jean-Claude Martineau (contingents «idéaux») et Le Chevallier (finances). Un directeur de la communication a également été nommé en la personne de M. Jean-Jacques Mourreau, jusqu'alors chargé des relations avec la presse à la CGC.

D. C.

L'installation des conseils départementaux de la gauche

M. Olivier Stirn veut développer une politique de «première force» autour du PS

Un représentant des anciens combattants et un des médiums contre le conseil de l'ordre ; un barbi et un sculpteur ; deux anciens PSU et un MRG ; un ancien radical valésien et un ancien maire UDF ; un étudiant qui ne veut «plus jamais» et une responsable des familles monoparentales, etc. Le conseil départemental de la gauche et des forces de progrès du Rhône est né le vendredi 13 février. Il compte trente-trois membres — dont quatre du PS — et un président universitaire, M. Philippe Lucas, ancien président de l'université Lyon II. Les parlementaires socialistes (notamment MM. Charles Hernu et Jean Popereau), n'ont pas été conviés pour «éviter d'être pesants», affirme le

premier secrétaire fédéral du PS, M. Yvon Deschamps.

M. Olivier Stirn, député PS de la Manche et délégué national à l'ouverture auprès du premier secrétaire, a annoncé qu'une douzaine de structures départementales étaient déjà constituées et qu'il espérait que toute la France serait dotée de conseils semblables «avant le mois de juin». Il a souhaité l'émergence d'une politique de «première force», autour des idées du PS, capable de réunir les «cultures» communistes ou réformistes.

M. Stirn, en compagnie de M. Brice Lalonde, membre du Conseil national de la gauche, avait récemment installé un autre conseil départemental de la gauche et des forces de progrès, dans les Alpes-Maritimes, cette fois. Le conseil comprend vingt-quatre membres, dont neuf socialistes, deux radicaux de gauche, deux communistes critiques — dont M. Henri Fiszbin, député des Alpes-Maritimes et également membre du Conseil national de la gauche —, un gaulliste de gauche, le général François Binoche, un écologiste, un représentant du Mouvement des démocrates européens, et diverses personnalités, dont M. Jean Delafosse, ancien président du Crédit lyonnais.

Le PS est représenté par MM. Jean-Hugues Colonna, député des Alpes-Maritimes, Max Gallo, député européen, ses six conseillers régionaux et le président de la fédération des élus socialistes et républicains. L'absence la plus notable dans ce conseil est celle de mouvement écologiste des Verts. (Correspondant rég.)

«Un élu rouennais quitte le PS pour le CDS». M. Paul Tandy, conseiller municipal de Rouen, élu sur la liste du PS, a annoncé, le dimanche 15 février, qu'il rejoindra le CDS, dont M. Jean Lecanuet, maire de Rouen et sénateur de Seine-Maritime, a été le président. Adhérent aux Jeunesses socialistes dès 1947, M. Tandy a déclaré à l'AFP qu'il avait pris cette décision «après six mois de réflexion», car, selon lui, le PS a «perdu cette doctrine humanitaire» et «est le marqueur de la décadence» et «le marqueur de la décadence» au sein du PS. Il juge que le CDS et M. Lecanuet ont «les qualités de cœur» qu'il attendait mais il garde «une grande estime à M. François Mitterrand, socialiste et humaniste».

Une élection cantonale

AUDE : canton de Castelnaudary-Sud (second tour).

Inscr., 10 307 ; vot., 7 339 ; suffr. expr., 7 042. MM. Gérard Arduin (PS), c.m. de Castelnaudary, 3 603 ; ELU ; Jean Belloc (RPR), c.m. de Castelnaudary, 3 439.

[M. Arduin a remporté cette élection partielle en dépit d'un ballottage qui lui était défavorable au terme du premier tour. En recueillant 51,16 % des suffrages, il a battu de plus de 2 points le résultat réalisé par les candidats PS et PC dimanche dernier (48,90 %). Il a bénéficié d'un bon report des voix communistes, ainsi que d'une meilleure mobilisation des électeurs (28,79 % d'abstentionnistes contre 34,59 % au premier tour). Le Parti socialiste retrouve donc le siège qu'il avait perdu, en 1982, avec l'élection au premier tour de M. Jean-Pierre Cassat, maire (RPR) de Castelnaudary. M. Belloc a été élu conseiller régional le 16 mars 1986, démissionnant depuis le 16 mars 1986, dernier, M. Cassat s'était démis de son mandat de conseiller général pour se mettre en conformité avec la loi relative au non-cumul des mandats.

En recueillant 48,93 % des suffrages, M. Belloc a été élu conseiller régional le 16 mars 1986, démissionnant depuis le 16 mars 1986, dernier, M. Cassat s'était démis de son mandat de conseiller général pour se mettre en conformité avec la loi relative au non-cumul des mandats.

En recueillant 48,93 % des suffrages, M. Belloc a été élu conseiller régional le 16 mars 1986, démissionnant depuis le 16 mars 1986, dernier, M. Cassat s'était démis de son mandat de conseiller général pour se mettre en conformité avec la loi relative au non-cumul des mandats.

L'incarcération du président du Parti des forces nouvelles

La déconfiture de « Vinci »

Inculpé de banqueroute et abus de biens sociaux, le président du Parti des forces nouvelles (extrême droite) (1), M. Michel Vinciguerra, trente-trois ans, dirigeant de plusieurs sociétés dans les Vosges, a été incriminé le 9 février à la prison de Remiremont. Son ami et associé, M. Michel Spaeth, vingt-six ans, que les gendarmes n'avaient pas réussi à interpellier, a annoncé qu'il se présenterait le lundi 16 février, devant le juge d'instruction de Saint-Dié, M. Motte. Bien qu'officiellement cette affaire ne soit considérée que comme « purement économique », certains enquêteurs se demandent à quoi ont pu servir les sommes emportées par le président du PFN.

SAINT-DIÉ
de notre envoyé spécial

A Saint-Dié, on la surnomme déjà « démolition Motte ». Le tout jeune juge d'instruction, M. Motte, n'est guère fluet. Aux journalistes locaux habitués à plus de civilité, elle oppose, depuis une semaine, un silence tout juste amical et se borne à répéter aux curieux qu'elle est tenue par le secret de l'instruction. Franche écolonne de l'école supérieure de la magistrature, cette jeune femme roussie sentait à carreaux à des airs de solennelle. Et c'est presque par malice qu'elle soustrait à la curiosité de tous l'objet de tant d'interrogations : M. Michel Vinciguerra, président du PFN, inculpé quelques jours plus tôt de banqueroute et abus de biens sociaux.

De mémoire de Déodat, on n'avait jamais vu ça : escorté par une dizaine de gendarmes sous l'œil rigide d'un berger allemand, le prévenu n'a pas été interrogé dans le cabinet du juge mais dans un cabinet généralement utilisé pour stocker les vieilles archives. De M. Vinciguerra, on n'aperçoit donc que le haut d'un crâne très dégarni. Il ne filera pas grand-chose de leur enquête, dit le maître sous mandat de dépôt. Et ce, malgré les réminiscences de l'avocat qui l'assiste, M. Pierre Courau, qui ne comprend guère cet acharnement : « Il ne faut pas prendre un canon de 75 pour déverrouiller une porte ». M. Vinciguerra n'est, estime-t-il, que le président d'une petite association régie par la loi de 1901 (on parle ici du PFN) qui regroupe une dizaine d'adhérents, et on ne peut lui reprocher qu'un peu de frottement de papier. Mais on a affaire, à un très jeune magistrat, souligne-t-il, et je ne serais guère surpris qu'elle soit bientôt démantelée.

Un pauvre entrepreneur décapité ?

Beaucoup de bruit pour peu de chose, donc ? Ce n'est pas sûr. Car, si pour M. Courau le PFN n'est qu'une petite association et son président un simple entrepreneur en difficulté, M. Vinciguerra, dans la région, n'est pas une personnalité sans importance. Ancien militant l'Ordre nouveau, ce Bastiais a fait les études de chimie sur le continent, avant de s'installer en Alsace.

Entré au PFN en 1976, il est un temps responsable du comité de soutien à Mme Marie-France Garaud en 1981, se présente en juin de la même année dans la deuxième circonscription des Alpes-de-Haute-Provence, puis à Dragageon, en 1983, sous étiquette du PFN. Il est ensuite élu président de la collégiale du mouvement en 1984. « Par sa dureté », de l'extrême droite, il a, selon ses amis, « de très larges épaules », au propre et au figuré. « Très calme, très intelligent », disent les mêmes, il participe, bien sûr, au très discret congrès de son parti au mois de décembre dernier, sur une péniche au bord du Rhin, lieu symbolique de la nécessaire réconciliation de l'Europe. « On avait cherché un village français qui se serait appelé Berlin, mais, faute de l'avoir trouvé, on a choisi le Rhin », explique le porte-parole du mouvement, M. Francis Bonnet, employé municipal à la mairie d'Hyères.

Enseignant quelque temps dans un lycée technique, M. Vinciguerra croit avoir le don des affaires. Il en a en tout cas le goût. Fleuron de son petit empire, la société ADF chimie, qui exploite un brevet de traitement de polyuréthane, n'est qu'une des entreprises qu'il concourt à créer. On en cite aujourd'hui une petite dizaine, implantées dans la région : la Compagnie vosgienne des polyuréthanes, Top service reprographie, Plastica, Kitano, Reproconcept, EPM Industrie ; mais aussi Polytech à Mont, en Belgique, Spaeth GmbH à Kiel, en RFA.

« Michel n'apparaît jamais comme gérant de ces sociétés », explique l'un de ses proches, M. Didier Roche, vingt-trois ans, qui partage les opinions du président du PFN et travaille avec lui depuis plusieurs mois. Représentant régional du Comité de défense des commerçants et artisans - le néo-podiste CDCA - M. Michel Vinciguerra n'est pourtant pas un chef d'entreprise heureux. ADF Chimie et très vite la Compagnie vosgienne des polyuréthanes, battent de l'aile, ce qui lui vaudra de goûter au tribunal de commerce.

Ainsi, créée avec un capital social de 50 000 francs en décembre 1984, la SARL Compagnie vosgienne des polyuréthanes (CVP) est en cessation de paiement le 14 février 1986, et la liquidation judiciaire est prononcée le 12 novembre dernier par le tribunal de commerce de Saint-Dié, qui explique en des termes sans appel qu'« il n'existe aucune possibilité de présenter un plan de redressement permettant d'apurer le passif », qu'il apparaît donc au tribunal que « l'entreprise n'est plus viable » et qu'« aucune solution de redressement n'est plus possible ».

A Lubin, à quelques kilomètres de Saint-Dié, le syndicat intercommunal avait fourni des locaux à la CVP : aujourd'hui, ces anciens locaux sont aujourd'hui vides, tel M. Pariset, des établissements de transports Danzas, qui déplore de jamais récupérer les 138 000 francs de factures impayées. « Des chefs d'entreprise accablés à la faillite, il y

en a tous les jours, s'indigne M. Didier Roche. Je m'attendais plutôt à voir M. Nucchi inculpé ! On parle de trente sociétés bidon, de 20 millions à 30 millions de francs de trous : c'est déconcertant. « Vinci » a toujours agi en conscience. Son but était de sauver les emplois. Qu'il y ait eu des erreurs de gestion, oui, et

guerra en détention et de faire rechercher M. Spaeth ? Motus, on vous l'a déjà dit. En tout cas, outre un carnet d'adresses, les gendarmes, au cours des perquisitions aux différents points de chute des deux hommes, ont saisi des caisses de documents. En revanche, de comptabilité, point. Alors, on s'inscrit à

Liquidation judiciaire, créances impayées : le petit empire de Michel Vinciguerra s'est effondré. Si des sommes ont été détournées, il faudra bien déterminer à quoi elles ont servi.

nous les avons reconnues devant la justice. Mais je trouve scandaleux que la presse fasse ses choux gras de l'affaire en prenant prétexte de l'appartenance politique de Michel.

Pauvre entrepreneur dépassé, incapable de faire face ? Voir. Gardé à vue, une première fois, le 28 novembre dernier par les gendarmes de Saint-Dié en compagnie de son ami Michel Spaeth, M. Vinciguerra avait été libéré au bout de vingt-quatre heures. Des témoins s'en souviennent, un mystérieux inconnu ne cessait d'appeler les gendarmes en son nom de relâcher les deux hommes.

Ces derniers se seraient presque faits menaçants en désignant deux membres du gouvernement dont la photo était affichée : « Attention, eux, ce sont nos copains... » Ainsi nargués, les gendarmes n'ont pas lâché les deux amis, sûrs de tenir quelque chose d'important.

Quels nouveaux éléments deux mois plus tard ont convaincu M. Motte de placer M. Vinci-

guerra en détention et de faire rechercher M. Spaeth ? Motus, on vous l'a déjà dit. En tout cas, outre un carnet d'adresses, les gendarmes, au cours des perquisitions aux différents points de chute des deux hommes, ont saisi des caisses de documents. En revanche, de comptabilité, point. Alors, on s'inscrit à

« On peut vous dire que ça fume sous les kèpis », s'amuse un observateur. Au bout, une question de bon sens : d'où venait cet argent et où allait-il ? M. Vinciguerra, M. Spaeth, leurs compagnons, M. Dominique Spédel et Dominique Sublon (elles ont elles aussi été entendues par les gendarmes), ne menaient pas grand train. Si, au-delà d'une mauvaise gestion, des sommes ont été détournées, il faudra bien, estiment les enquêteurs, que l'information judiciaire détermine leur usage.

Une curieuse « colonie de vacances »

Dans ce contexte, il n'est guère surprenant que l'on s'intéresse à une autre société du tandem Vinciguerra-Spaeth : la Société civile immobilière de la Louvière. Enregistrée devant notaire le 6 novembre 1984, cette société,

dont le capital social est de 10 000 francs (grâce notamment aux apports d'ADF Chimie et en leur nom propre de M. Vinciguerra, de M. Spaeth et de M. Spédel), a démarré ses activités avec l'achat, pour une somme de 252 000 francs, d'une ferme située au lieu-dit la Louvière, au-dessus du village de La Croix-aux-Mines (aujourd'hui l'UCB - Union crédit bâtiment, qui a permis l'achat, cherche d'ailleurs à récupérer son dû). La Louvière n'était apparemment pas la première pierre d'un patrimoine immobilier. Elle a servi pendant deux ans de lieu de rendez-vous à de bien étranges séminaires.

Bien malin celui qui, en plein hiver, arrivera à découvrir cette vieille bâtisse perdue quelque part dans la forêt vosgienne. On aura beau s'enfoncer dans la neige jusqu'aux genoux, la Louvière reste hors d'atteinte, et ce n'est sans doute pas le moindre de ses charmes.

Dans les villages environnants on en a vu, des jeunes gens en tréfilis, le cheveu bien court, descendant boire un verre au café. On en a entendu, des discussions qui faisaient plus penser à un entraînement au tir qu'à la chasse au lièvre. On a même vu flotter la croix celtique en haut d'un mât. A l'intérieur de la maison, que certains curieux admettent, dans le plus grand secret, avoir visitée, il n'y avait certes pas un stock d'armes, comme la rumeur en a couru : « C'était tout propre, pas un mégot ne traînait, mais c'était plein de lits comme pour une famille très, très nombreuse... » Cette « colonie de vacances » a vite attiré l'attention des gendarmes et des policiers, convaincus d'avoir découvert un camp d'entraînement de l'extrême droite. Mais comment faire ici une « descente-surprise » ? « On repêrera tout de suite les voitures des gen-

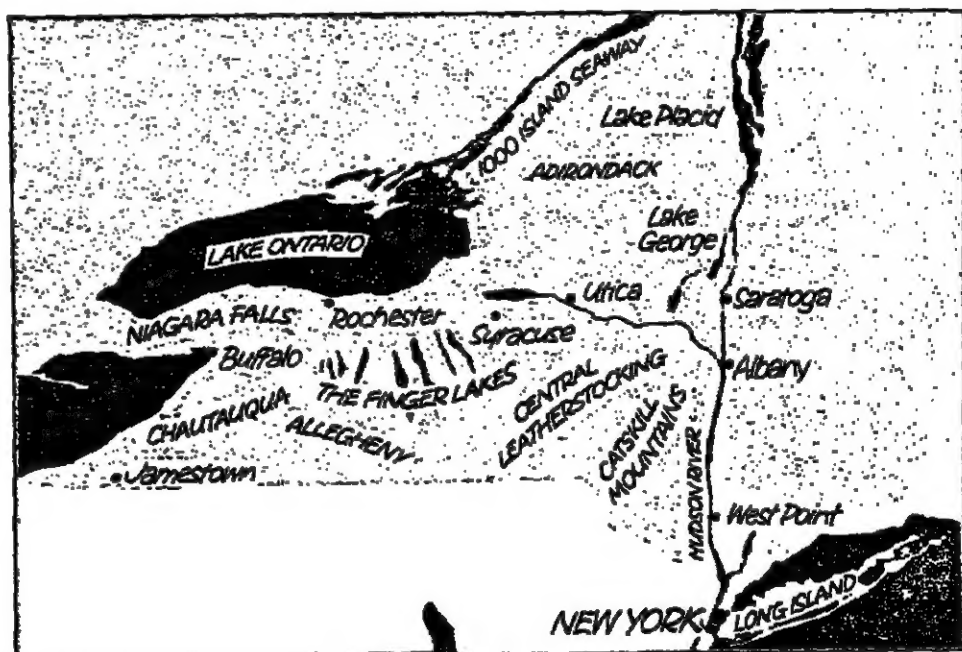
darmes, se souvient M. Didier Roche. Et on s'amusait même à détériorer le chemin pour leur rendre la tâche plus difficile. »

La légende veut qu'un policier se soit en vain déguisé en chercheur de champignons pour surprendre les ébats de ces sportifs épris de solitude. Ces rumeurs ne démontent guère les proches du PFN. « Bien sûr, il y avait des rencontres là-haut, reconnaît M. Didier Roche. Oui, Jean-Gilles Malliarakis et des hommes du MNR (Mouvement nationaliste révolutionnaire) se sont joints à nous. Oui, nous hiérarchisons notre drapeau. Et alors, ce n'est pas illégal ! Il y a des jeunes qui aiment aller dans les boîtes à Saint-Tropez. La Louvière était faite pour des jeunes proches de la nature qui veulent échapper aux tracas de la vie quotidienne et marcher dans les bois. Cela non plus n'est pas illégal. » Le raisonnement du jeune homme est impeccable et tout comme sa fidélité à son ami aujourd'hui emprisonné : « Si Michel est en prison, c'est parce que c'est un « facho », mais, par les temps qui courent, en France, être en prison est un honneur. » On ne sait si l'intéressé partage cette opinion...

AGATHE LOGEART.

(1) Le Parti des forces nouvelles (PFN) a été créé en 1974 par des dissidents du Front national. Aux élections européennes de 1979, sa liste pour l'Eurodroite, conduite par M. Jean-Louis Tassin, avait recueilli 1,31 % des suffrages exprimés. Sa tentative de suppléer le Front national ayant échoué, cette formation d'extrême droite s'est peu à peu désagrégée, ses fondateurs ralliant d'abord le Centre national des indépendants et paysans, puis le RPR. Depuis 1984, le PFN est organisé pour l'essentiel autour de deux pôles régionaux, Alsace-Provence et Strasbourg. Il revendique aujourd'hui quatre cents adhérents.

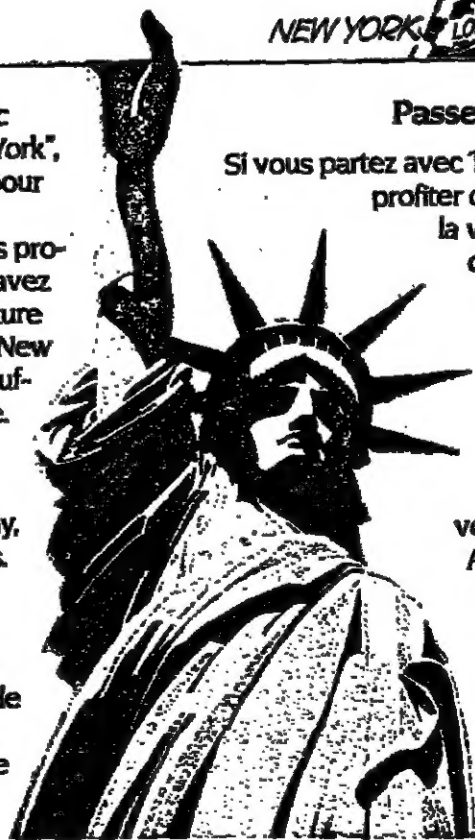
Avec TWA, New York c'est beaucoup plus que New York.



C'est tout simple : il suffit de partir avec TWA, la compagnie officielle de « I ♥ New York », pour la ville de New York et d'en profiter pour visiter l'Etat de New York. Avec « Passeport pour New York » que vous propose TWA - Flaneries Américaines, vous avez une visite de la ville de New York, une voiture Hertz pendant 7 jours pour visiter l'Etat de New York, des cadeaux et des prix à gagner. Il suffit d'être 2 personnes minimum par voiture.

New York c'est une ville.
Une ville trépidante : la 5^e Avenue, la Statue de la Liberté, Central Park, Broadway, les restaurants, les boîtes de nuit, les bars. C'est ça New York.

New York c'est un pays.
De la frontière canadienne jusqu'à Long Island, c'est encore New York, l'Etat de New York avec des sites extraordinaires, tels que les Chutes de Niagara, la Vallée de l'Hudson, et tant d'autres. C'est encore cela, l'Etat de New York.



Passeport pour New York.

Si vous partez avec TWA avant le 15 avril, vous pouvez profiter de « Passeport pour New York » et de la voiture gratuite. Il vous suffit ensuite de faire valider votre « Passeport pour New York » à des points précis de votre parcours. A la fin du voyage, grâce au bon nombre de timbres, vous recevrez des cadeaux et vous aurez droit à participer à un concours qui pourra vous faire gagner un autre voyage aux USA avec TWA - Flaneries Américaines et Hertz. Renseignez-vous vite chez votre agent de voyages. Demandez-lui des renseignements sur le merveilleux programme TWA-Flaneries Américaines « Passeport pour New York ». Et bon voyage.

Transporteur officiel I ♥ NY

TWA

Le procès de Klaus Barbie pourrait s'ouvrir le 19 mai

M. Pierre Truche, procureur général près la cour d'appel de Lyon, a fait savoir à la fin de la semaine dernière qu'il proposerait l'ouverture du procès de Klaus Barbie devant les assises de Rhône à la date du mardi 19 mai. Cette information a été rendue publique par l'un des avocats des parties civiles, le bâtonnier Bernard du Granrut, à l'issue d'une réunion consacrée à la préparation matérielle des débats. Ce n'est, pour l'instant qu'une indication, la date définitive du procès devant être fixée par le président de la cour d'appel de Lyon et par celui de la cour d'assises qui établissent le rôle des affaires devant être soumises à cette juridiction. En tout état de cause, aucune date ne peut être arrêtée avant que soit schématisé le supplément d'information dont la chambre criminelle de la Cour de cassation a confié soin à la chambre d'accusation de Paris en sujet de la constitution de partie civile d'une victime de Barbie, M. Luc Leleux.

Expulsé de Bolivie en février 1983, Klaus Barbie, ancien chef du service IV à la Gestapo de Lyon de 1942 à 1944, est inculpé de crimes contre l'humanité pour une série de faits retenus par l'accusation et concernant des actes commis aussi bien contre des juifs que contre certains résistants. Agé de soixante-trois ans, Barbie est actuellement hospitalisé à Lyon, où il a subi le 5 février une opération de la prostate.

L'Humanité assignée en diffamation sur la demande de M. Pasqua

Une citation à comparaître devant la dix-septième chambre du tribunal de Paris le 10 avril vient d'être délivrée par le parquet au directeur de publication de l'Humanité et à M. Claude Cabanes pour « diffamation publique envers l'administration publique ». Elle vise un article et un éditorial de M. Cabanes publiés dans le numéro du 9 décembre 1986 du quotidien communiste concernant les manifestations lycéennes et étudiantes dans lesquelles les auteurs évoquaient la « violence d'Etat » et se demandaient comment on saurait « qui a ordonné les charges sauvages et qui a recruté les voyous abrutis dans les cours de police, leur sale travail terminé ».

Cette citation a été délivrée sur ordre du ministre de la justice sur la demande du ministre de l'Intérieur, M. Claude Pasqua. M. Cabanes était poursuivi pour des propos tenus pendant l'émission de Michel Polac « Droit de réponse ».

حکومت اسلامی

سكنا من الاحل

Société

L'incarcération d'un jeune homme pour recel de malfaiteurs

Les amitiés dangereuses

Depuis deux mois, Jean-Marie Engelen, trente-quatre ans, employé de banque, présent bon père de famille, a un réveil. Le 29 décembre, des policiers sont venus l'arrêter. Une perquisition, un interrogatoire, une inculpation pour recel de malfaiteurs notifiée par un juge d'instruction, et notre homme se retrouvait à la maison d'arrêt de Pontois.

Privé de réveil — ce dont tout homme bien constitué finit par se remettre, — Jean-Marie Engelen se voyait alors privé des visites de sa femme durant un mois et, pour faire bon poids, privé du droit d'aller à la bibliothèque de la prison et de participer aux activités sportives entre détenus. Ce n'est pas fini. Employé d'une banque de la région parisienne, celle-ci lui fait rapidement savoir qu'après quinze ans de bons et loyaux services son contrat de travail est rompu. Cela s'appelle des mesures conservatoires.

Jean-Marie Engelen n'est pas un dangereux terroriste, mais il a visiblement eu le tort, au regard de la justice, d'être venu en aide à un jeune couple d'Italiens, en août 1985. A cette époque, Susanna Mattel et Roberto Soraggi cherchaient à se loger. Comme ils n'offraient pas les garanties nécessaires, Jean-Marie Engelen leur a donné son nom d'appartement, à Engien-les-Bains, qui leur est destiné. Roberto Soraggi, une petite vie tranquille, tandis que sa compagne, infirmière à Florence, lui rend de fréquentes visites avec leur enfant de dix-huit mois.

Mais voilà ! Le 24 décembre, les enquêteurs du service de police judiciaire de Versailles s'interviennent. L'appartement d'Engien-les-Bains, découvert, est perquisitionné. Susanna Mattel, Roberto Soraggi et un de

leurs amis, Roberto Gemignani, sont arrêtés. En résumé, les deux hommes sont des rascapés des années de plomb italiennes, c'est-à-dire de la vague du terrorisme qui a frappé durement, pendant une dizaine d'années, la péninsule italienne.

Faux papiers

Recherchés par la justice de leur pays, lassés de la violence à laquelle ils ont participé dans le passé, ils se sont réfugiés en France. Leurs papiers sont donc des faux. La police découvre, en outre, dans leur refuge plusieurs documents d'identité d'origine douteuse. Cela leur vaut la prison, y compris pour Susanna Mattel, pourtant nullement recherchée en Italie, et dont les papiers sont parfaitement en règle ; y compris pour Jean-Marie Engelen, décrit par ses copains employés de banque comme un « démocrate, plutôt écolo et pas du tout de l'anvers d'un type soutenant le terrorisme ».

Ce petit feuilleton ne serait pas tout à fait complet si l'on omettait de dire que le 20 janvier 1985, A. cette époque, Susanna Mattel et Roberto Soraggi cherchaient à se loger. Comme ils n'offraient pas les garanties nécessaires, Jean-Marie Engelen leur a donné son nom d'appartement, à Engien-les-Bains, qui leur est destiné. Roberto Soraggi, une petite vie tranquille, tandis que sa compagne, infirmière à Florence, lui rend de fréquentes visites avec leur enfant de dix-huit mois.

A quoi les choses tiennent !

LAURENT GRELSAMER.

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

Avec pour marraine la charmante princesse de Galles, lady Diana, tout exprès venue en compagnie du prince Charles pour assister au baptême, le dernier-né de la famille l'Airbus, l'A-320, a fait une entrée remarquée dans le monde de l'aéronautique. Certes, la réception de ce samedi 14 février n'a pas eu le faste des grandes fêtes que le surintendant Fouquet donnait en son château de Vaux, mais ce n'en fut pas moins. Même si le château et ses jardins avaient été remplacés par un immense hangar, et si les rares plantes vertes du décor surprenaient un peu dans cet univers de métal.

Mais, le polyglotte vedette de la télévision, Léon Zitrone, avait été requis pour animer la soirée. Mustique d'un disciple de Jean-Michel Jarre, effets spéciaux lasers, dispositions géométriques et un millier d'invités administratifs. On attendait Houston et ce fut... Toulouse-Blagnac, avec l'entrée superbe du premier exemplaire de l'A-320, blanc immaculé, paraissant glisser sur une mer de nuages que fabriquaient en coulisses les accessoiristes. Pour un temps, lady Di perdit la vedette, jusqu'à ce qu'elle monte sur une passerelle pour baptiser au champagne le nouveau-né. Houdra, bravo, fin du troisième acte et départ précipité vers les aéroports et destinations de l'aéroport.

Un tel faste peut surprendre pour le lancement d'un nouvel appareil. D'autres viendront, qui ne commencent sans doute pas le même luxe médiatique. Mais un peu de publicité tapageuse n'était pas inutile à un moment où les succès de l'Airbus agacent les Américains. Voilà en effet un avion qui n'a pas encore volé — il le fera dans quelques jours — et que seize compagnies aériennes ont déjà choisi. Plus de 250 commandes, 156 options, et 20 intentions d'achat supplémentaires. Quel constructeur aéronautique ne souhaiterait un pareil succès ?

Comment s'étonner, dans ces conditions, que le premier ministre, M. Jacques Chirac, ait tenu à être

L'inauguration de l'Airbus A-320 à Toulouse

Sur une mer de nuages

de la fête en présence des ministres responsables de l'aéronautique civile des pays qui participent au programme A-320: MM. Martin Granger (République fédérale d'Allemagne), Geoffrey Pattie (Royaume-Uni), Michel Feito (Espagne). C'était le moyen de montrer la solidarité de l'Europe face aux récentes attaques américaines accusant les Européens de trop subventionner leur industrie aéronautique.

Il est vrai que les gouvernements européens leur accordent des facilités sous forme d'avances remboursables, et pas toujours intégralement remboursées. Mais elles ne sauraient être comparées, selon M. Chirac, aux aides dont bénéficient leurs homologues américains (le Monde daté 15-16 février). Aussi le chef du gouvernement s'est-il flatté du succès de cette industrie européenne « naissante », qui devait « affronter une concurrence déjà fermement établie et disposant, par le biais de vastes contrats militaires, de ressources immenses pour dominer le marché civil ».

Depuis, les Américains ont atténué leurs attaques, acceptant de se concerter avec les Européens dans le cadre du GATT, « instance appropriée pour ce type de question ».

D'autres créneaux

Mais, a ajouté le premier ministre, il ne peuvent en aucun cas accepter que ces discussions soient « un prétexte pour maintenir des positions dominantes préjudiciables à l'intérêt de tous ». La fermeté du ton mettra-t-elle un terme à ce comportement « peu libéral » ? Sans doute, pour cette fois. Mais on peut parier que de pareilles mésaventures recommenceront chaque fois qu'un monopole américain sera sur le point d'être entamé, comme en témoignent les attaques, récentes, contre la fusée européenne Ariane et contre la société Eurodif, qui vend dans le monde entier de l'uranium enrichi.

C'est pourquoi l'Europe doit être prête « à prendre l'offensive », en créant, comme avec l'A-320, des appareils compétitifs, mais en

s'engageant aussi sur d'autres créneaux, comme celui, plus difficilement rentable, des long-courriers. Avec le projet d'un gros-porteur quadricouloir long-courrier, de deux cent soixante places, l'A-340, et avec celui d'un bi-couloir moyen-courrier d'environ trois cents places, l'A-330, « nous avons aujourd'hui la chance historique de le faire », a dit M. Chirac, même si, de l'avis des spécialistes, « le marché du premier est étroit », et celui du second « pas sûr ».

« Je forme des vœux pour que le programme de l'A-340 soit lancé », a ajouté le premier ministre, tout en faisant remarquer que « pareille occasion ne se représenterait pas avant vingt ans ». Une opportunité qui apporterait un surcroît d'activité à l'industrie aéronautique française et lui donnerait quelque trente mille emplois — contre seize mille personnes aujourd'hui — dans le milieu des années 90.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

DÉFENSE

M. Chirac: « Le projet d'un avion de combat est engagé »

« S'il y a eu quelques malentendus sur le Rafale, quelques malentendus dans les propos d'un certain impatience, je dois vous dire que ce programme sur l'avion de combat futur (ACF) est tout à fait engagé. A l'occasion de sa visite à Toulouse, le premier ministre a rappelé que le premier exemplaire de cet appareil, qui doit équiper les forces françaises, sera livré en 1996 à l'armée de l'air, comme prévu ».

Reste qu'avant de lancer un pareil programme, pour lequel un groupe d'intérêt économique vient d'être récemment créé, il faut préparer, a dit M. Chirac, les décisions qui doivent conduire à une définition du prototype. Quelques 2 mil-

liards de francs ont été inscrits cette année dans la loi de programmation pour financer, principalement, le développement du moteur SNECMA M 88 qui équipera l'appareil. Pour le reste, il faudra attendre la remise, au début de mars, du dossier technique et économique que la firme Dassault doit présenter au ministre de la Défense. C'est à partir de ce rapport que pourront être précisées certaines options relatives à la « survivabilité » et à un système d'armement de ce futur avion pour lequel le gouvernement français espère une coopération étrangère.

M. Chirac a déclaré qu'il n'était pas en mesure de donner des pré-

sions sur ce point, en soulignant toutefois que « les partenaires éventuels du Rafale n'étaient pas ceux auxquels on pensait ». S'agit-il alors des Norvégiens, des Danois, des Belges ou des Néerlandais, avec lesquels des contacts auraient été pris ? A ces associés, le premier ministre a tenu, par prudence, à faire savoir que « le coût de l'ACF serait moitié de celui, estimé, de l'avion futur européen (EFA) envisagé par les Allemands, les Espagnols, les Britanniques et les Italiens ».

J.-F.A.

(1) Procédé permettant à un avion de combat d'être moins repéré par les radars. Les Américains disposaient pour l'instant d'un tel avion.

EN BREF

● Une bombe désamorcée près de la FNAC d'Anancy. — Un démineur a été légèrement blessé en désamorçant dans la soirée du samedi 14 février une bombe qui avait été découverte dans le couloir de l'immeuble voisin de la FNAC, rue Vaugelas, en plein centre d'Anancy (Haute-Savoie). Avertis par un voisin de la présence d'un paquet suspect, les policiers n'ont pas trouvé d'inscription revendicative.

● Un receveur des impôts inculpé de corruption. — M. Pierre Costa, receveur des impôts du 14^e arrondissement de Paris, a été placé, le samedi 14 février, sous mandat de dépôt par M^{me} Marie-Louise Lherault, juge d'instruction, sous l'inculpation de corruption passive de fonctionnaire. Le receveur, contre une somme de 5 000 F, avait promis à un commerçant, qui avait reversé en retard la TVA, de réduire la pénalité encourue de 25 % à 10 %.

● Le meurtrier d'un voleur de voiture écroué à Rouen. — Un officier de marine de trente-sept ans, M. Gérard Cloarec, a été écroué, dimanche 15 février à la prison de Rouen, après avoir avoué qu'il avait tué un jeune homme de dix-neuf ans, Laurent Brouck, dans la nuit de mercredi à jeudi (le Monde du 14 février). Il a été inculpé de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

● Remise en liberté du chauffeur de taxi meurtrier de ses agresseurs. — Le procureur de la République de Bobigny (Seine-Saint-Denis) a levé, samedi 14 février, la mesure de garde à vue dont était l'objet M. Jean-Claude Boulard, cinquante-deux ans, chauffeur de taxi parisien, qui avait tué la veille, avec un Smith et Wesson 357 magnum, deux jeunes gens qui tentaient de le dévaliser (le Monde daté 15-16 février). Contrairement à la première version des faits, le chauffeur n'a pas été blessé au bras par le revolver à grenaille de l'un des agresseurs, mais par sa propre arme. Cette nouvelle version ne remet pas en cause, selon les enquêteurs, la volonté de la légitime défense.

RELIGIONS

Rencontre de musulmans, de chrétiens et de juifs à Cordoue

Le difficile dialogue des enfants séparés d'Abraham

Une Rencontre abrahamique internationale, réunissant une trentaine de personnalités musulmanes, chrétiennes et un représentant du judaïsme, a eu lieu du 12 au 15 février, à l'initiative de l'Institut pour le dialogue des cultures, dirigé par M. Roger Garand, sous la présidence de M. M'bow, directeur général de l'UNESCO. Aucune déclaration commune n'a pu être adoptée.

CORDOUE
de notre envoyé spécial

« L'Islam nous pénètre » : le titre s'élevait sur toute la couverture, illustrée par un poignard, de l'hebdomadaire *Camello* 16. Froids des mois, choc des poètes : le colloque « abrahamique » s'ouvrait sur une sorte de provocation de la presse espagnole. Une chausse-trappe de plus pour une rencontre de musulmans, juifs et chrétiens qui, sous cette forme, n'avait jamais eu lieu.

La dernière « utopie » de Roger Garand, esprit attrape-tout, philosophe marxiste converti à l'islam, est de créer à l'échelle universelle une sorte de « nouvelle Cordoue », du nom de cette ville qui du IX^e au XIII^e siècle, fut à la fois la capitale de l'Andalousie musulmane et le symbole de l'âge d'or judéo-espagnol. Elle vit naître ou s'illustrer quelques-uns des penseurs, écrivains, savants qui, comme Maimonide, Averroès, Ibn Arabi, sont parmi les plus respectés dans ces trois traditions religieuses ayant Abraham pour référence commune.

Le colloque de Cordoue risquait de retomber comme un chapeau de paille, moins pour des difficultés de financement, surmontées grâce aux amitiés de Roger Garand dans les pays musulmans (1) qu'en raison du caractère très personnel de l'opération et du grand nombre des défections.

Abus de terme ? Cette rencontre entre les trois grandes religions monothéistes a réuni, en tout et pour tout, autour d'une vingtaine de musulmans venus d'Algérie, du Maroc, d'Arabie saoudite, d'Iran, du Sénégal, une seule personnalité

juive française, M. Emile Montti, peu actif dans les institutions de sa communauté, invité à titre personnel, ainsi qu'une douzaine de représentants des religions chrétiennes (2).

Un faux événement ? En dehors de toute réelle représentativité, ce

En raison des blocages politiques et religieux le dialogue reste en grande partie illusoire

colloque de Cordoue n'en a pas moins démontré qu'une ébauche de dialogue était possible entre des personnalités indépendantes se réclamant de traditions religieuses qui ont eu si souvent maille à partir dans l'histoire.

A Assise, le 27 octobre dernier, en priant pour la paix avec les représentants de douze grandes confessions, le pape avait ouvert une voie. Avant cette réunion de Cordoue, d'autres rencontres plus officielles au sein du Conseil oecuménique des Eglises ou du Conseil mondial des religions pour la paix avaient déjà attesté du progrès de l'idée selon laquelle il n'y aura jamais de paix entre les nations sans paix entre les religions.

Abraham, père de tous les croyants, unanimement vénéré, mais personnage périphérique par rapport à Moïse, Jésus ou Mahomet, est une référence commune, non conflictuelle, pour établir une sorte de nouvelle éthique commune. Une éthique de réconciliation pour les trois grandes religions monothéistes divisées en elle-mêmes et entre elles. Une éthique de survie pour un monde dont tous les participants de cette réunion de Cordoue ont répété qu'il allait à la catastrophe.

Déboîler les idoles

Mais si cette rencontre abrahamique a rappelé aux croyants leurs responsabilités particulières, son principal mérite aura été, paradoxalement, de montrer, en dehors des vœux pieux et des bonnes intentions, l'extrême du champ des convergences possibles.

Il aura suffi qu'un bout de trois jours le représentant juif,

M. Montti, prononce pour la première fois le nom d'Israël et demandât un moment de recueillement « à la mémoire de toutes les victimes du conflit libano-syrien » pour que l'opinion immédiatement se ralliât à son geste.

De même, l'ayatollah Javadi, membre du Conseil de surveillance de la révolution iranienne, a-t-il « révoqué » Abraham, vainqueur de tous les faux dieux de son temps : « Il faut détruire à la hache les idoles du monde moderne : l'expansionnisme militaire, le sexe, la luxure, l'hypocrisie, la technologie industrielle ».

Autant que les raisons politiques, de réels obstacles théologiques limitent et rendent quelque peu illusoire toute tentative de rapprochement, même marquée du sceau d'Abraham. Dans chacune des trois religions, a dit Hans Küng, dans l'une des interventions les plus lucides, il existe des « points non négociables » : pour les juifs, c'est la Terre de Dieu (Israël) ; pour les chrétiens, c'est le Fils de Dieu (Jésus-Christ) ; pour les musulmans, c'est le Livre de Dieu (le Coran), considéré comme l'ouvrage sacré par excellence car il récapitule et englobe toutes les autres traditions monothéistes.

Zones d'ombre

Est-ce à dire que toute tentative de dialogue est vaine ? Que ce soit en Amérique latine — et Mgr Helder Camara, chaleureusement entouré par les musulmans, est venu en témoigner — ou dans d'autres régions du monde, des croyants ont montré leur capacité à mener, au nom de leur foi, des actions de libération, quitte, parfois, à recréer d'autres formes d'oppression.

L'une des convergences les plus surprenantes s'est ainsi faite sur le thème de la théologie chrétienne de la libération et de l'option préférentielle pour les pauvres. « Mais, est-

ce que la théologie de la libération se pratique chez vous ? », a demandé inopinément le Père Elacuria, du Salvador, à ses interlocuteurs des pays musulmans.

Malgré les explications embarrassées du cheikh Abu Saoud, répondant que les pays musulmans pratiquaient surtout « la libération de la théologie », la question des libertés et des droits de l'homme a été presque complètement occultée. Y compris celle des libertés religieuses — pour les minorités chrétiennes dans les pays musulmans et pour les minorités musulmanes dans les pays chrétiens — ce qui est un comble pour des participants se présentant avant tout comme des « hommes de foi ».

« Si nous ne sommes pas des utopistes, nous ne serons jamais dignes d'Abraham et de nos prophètes », a répété Roger Garand, au terme d'un colloque qui aura en fait mal à surmonter ses ambiguïtés de départ. Il servira au moins, par la bonne volonté mise en œuvre autour que par les zones laissées dans l'ombre, de révélateur aux grandes communautés monothéistes.

HENRI TINGO.

(1) Le coût de ce colloque privé a été de 700 000 dollars (4 millions de francs environ). M. Garand a expliqué que son financement avait été assuré par « des hommes pieux musulmans », par la municipalité de Cordoue, par le Conseil mondial des moines (50 000 dollars), par la Ligue islamique mondiale (50 000 dollars). L'écriture lui-même a versé le prix Feytaud, qu'il a reçu l'an dernier en Arabie saoudite pour l'ensemble de son œuvre (700 000 F).

(2) Le théologien catholique Hans Küng, Mgr Helder Camara, le métropolite orthodoxe Damaskinos, le Père Michel Lelong, un représentant du Conseil oecuménique des Eglises. Le Secrétaire général pour les relations avec les non-chrétiens l'évêque français n'avait pas envoyé de représentant. Du côté juif, le rabbin Elmer Berger, connu pour ses positions marginales dans la communauté juive américaine, avait été annoncé, mais n'est pas venu. Beaucoup de participants se sont désolés par le déséquilibre des représentations.

Un Français sur trois est partisan de renoncer à l'arme nucléaire

Selon un sondage réalisé, à la fin de l'été dernier et au début de cette année, en France, en Italie, en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale sur la défense en Europe, les Français sont, en règle générale, les plus nombreux à ne pas avoir d'avis sur les thèmes examinés et à se déclarer sans opinion. Commentant dans le quotidien *Libération* du lundi 16 février les résultats de ce sondage européen, le ministre de la Défense, M. André Girard, estime, tout en exprimant « les risques de l'indifférence », que « cela pourrait être le reflet du consensus politique actuel ».

Au total, en France, une minorité significative (32 %) apparaît pour que le pays renonce à son armement nucléaire et 60 % des Français interrogés désapprouvent la décision de certains Etats européens d'abriter sur leur sol des missiles nucléaires américains. Une nouveauté, note *Libération*, vient du fait que 70 % des Italiens, 35 % des Britanniques et 25 % des Français interrogés estiment qu'une défense européenne commune pourrait n'être fondée que sur des forces classiques, excluant les armes atomiques.

D'autre part, 35 % des Français, mais seulement 19 % des Allemands, souhaitent une défense européenne commune indépendante des Etats-Unis. Une majorité des Européens interrogés (58 % des Allemands, 48 % des Britanniques, 46 % des Italiens et 35 % des Français) souhaite que leur pays ne s'engage pas, aux côtés des Etats-Unis, dans le développement d'un bouclier spatial antimissiles (l'initiative de défense stratégique).

L'enquête européenne a été réalisée de novembre 1986 à janvier 1987, par BVA pour la France sur un échantillon de neuf cent quatre-vingt-trois personnes.

PROMENADE CULTURELLE

ECS
ENSEIGNEMENT PRIVE A DISTANCE

A LA DECOUVERTE DU MONDE

pour occuper vos loisirs apprendre et connaître...

Beaux-arts • Musique
Littérature • Cinéma
Histoire • Techniques
etc.

Documentation gratuite sur demande
ECS
1 rue Théard - 75003 Paris
Tél. : 11 46 34 21 99

SKI NORDIQUE : les championnats du monde

Victoire à l'italienne

A l'occasion de la quatrième journée des championnats du monde de ski nordique, le 15 février, l'italien Marco Albarello a provoqué une énorme sensation en remportant la médaille d'or des quinze kilomètres, devant le Suédois Thomas Wassberg, vainqueur des trente kilomètres, et le Soviétique Mikhail Davitov, qui

efface ainsi la mauvaise impression laissée par les représentants de l'URSS depuis le début des compétitions. Marco Albarello rejoint dans la légende des sports de neige transalpins Franco Nones, qui avait remporté un exploit de la même teneur lors des Jeux olympiques de Grenoble en 1968, sur la distance de trente kilomètres.

OBERSTORF
correspondance

La victoire de Marco Albarello a stupéfié les cadres techniques des formations les plus importantes, car le comportement des Italiens vient troubler comme jamais la hiérarchie établie depuis des décennies. Par exemple, le palmarès du quinze kilomètres, depuis la reprise des championnats du monde en 1950 à Lake Placid (Etats-Unis), ne comprend que deux noms, sur la plus haute ligne, de représentants extérieurs aux quatre pays souverains (Suède, Finlande, Norvège, Union soviétique) : Gerhard Grimmer, Allemand de l'Est, en 1974, et Josef Lussacek, Polonais, en 1978.

Les Championnats du monde disputés il y a deux ans à Seefeld (Autriche) avaient cependant mis la puce à l'oreille de beaucoup quant aux prétentions italiennes, car Maurizio De Zolt (leader de l'équipe à trente-six ans) et ses compagnons avaient quitté le Tyrol avec trois médailles.

Le succès de Marco Albarello n'est donc, après tout, qu'une suite logique à une progression qui doit, apparemment, beaucoup à la science.

A Seefeld, les premiers succès italiens avaient suscité des réactions indignées de plusieurs entraîneurs suédois. Ils accusaient notamment les fondeurs transalpins d'avoir procédé à des transfusions sanguines afin d'améliorer artificiellement leurs capacités. Maurizio De Zolt avait introduit le doute en réagissant assez mollement aux allégations promues au cours d'une conférence de presse. Dimanche 15 février, après l'arrivée de Marco Albarello, la rumeur a de nouveau circulé. Dans un premier temps, le nouveau champion du monde s'est borné à déclarer que des essais de cette nature avaient été effectués cinq années auparavant, mais avec des résultats tellement peu probants que l'idée avait été abandonnée.

Une préparation méthodique

Le champion du monde a préféré souligner les incidences heureuses de sa préparation méthodique au sein de l'équipe depuis que le « professeur » Francesco Conconi, responsable de l'Institut de biochimie à l'université de Ferrara, réalise un suivi médical sur la base de tests scientifiques.

Ce personnage n'a rien de mystérieux. Au contraire, il est très connu dans le monde du sport. Il a participé de très près avec son équipe, à la préparation du record du monde cycliste de l'heure établi par Francesco Moser. Il sait, tout aussi régulièrement, que les fondeurs, le champion du monde du 10 000 mètres en solitaire, Alberto Tomba. Il semble que sa parfaite maîtrise des phénomènes d'endurance soit à la base de l'efficacité de ses travaux. En tout cas, l'émergence du miracle italien correspond à son « entrée en fonctions » dans le ski de fond, après les Jeux olympiques de Sarajevo en 1984.

La réussite des skieurs de fond alimente une petite polémique au sein de la famille italienne de la neige. La presse nationale, fortement représentée à Oberstdorf, commence à établir une comparaison avec l'échec de l'équipe féminine de ski alpin à Crans-Montana. Cette dernière dispose d'un budget annuel de 500 millions de lires, soit 100 millions de plus que la somme dont bénéficient les disciplines nordiques dans leur ensemble. De là à suggérer une incursion du « professeur » Conconi chez ces dames, il n'y a qu'un pas que ne saurait franchir l'émiment universitaire en véritable homme de fond.

HANDBALL : avant le mondial

Les rebonds d'une crise

L'équipe de France de handball a remporté, samedi 14 février, devant le MAI de Moscou et le Dynamo de Berlin, la deuxième édition du challenge Georges-Maranne, organisée par l'US Ivry. Une bonne préparation pour les tricolores, qui disputent à partir de mardi, en Italie, le championnat du monde du groupe B.

Avec cinq victoires pour autant de rencontres, l'équipe de France de handball a réalisé le parcours parfait dans le challenge Georges-Maranne dont le final a eu lieu samedi au Palais omnisports de Paris-Bercy. Ce succès, dans un tournoi relevé, aura surtout remis en confiance des tricolores qui disputent à Belgrade (Italie), mardi, face à l'URSS, leur premier match du championnat du monde du groupe B.

Le handball français de haut niveau sort, en effet, d'une période de turbulence. En décembre, les regards se braquent d'abord vers les Pays-Bas, où l'équipe de France féminine (neuvième lors du dernier mondial B), qualifiée de dernière minute, participe sans préparation spécifique aux championnats du monde du groupe A. L'affaire tourne à la catastrophe : l'équipe termine avant-dernière. Pis, en cours de tournoi, Jean Férigac, le directeur technique national, met à la porte de la sélection deux titulaires indiscutables pour manque de gravité à la discipline. Au retour, l'entraîneur Jean-Paul Martinet se voit reprocher ses médiocres résultats, malgré l'importance des moyens mis à sa disposition depuis

trois ans (notamment la disponibilité permanente d'un groupe espoirs et seniors à l'INSEP) ainsi que son incapacité à diriger son groupe de joueurs. Il préfère démissionner par « honnêteté professionnelle ». C'est désormais un triumvirat mixte (deux femmes et un homme) qui encadre la sélection féminine.

En décembre toujours, les instances fédérales font connaître leurs projets pour l'équipe de France masculine. L'objectif est double : dans un premier temps, accéder au groupe A, à la faveur du mondial B de 1989 qui se jouera dans notre pays ; dans un second, terminer au moins à la sixième place de ce groupe A l'année suivante et gagner ainsi son billet pour les Jeux olympiques de Barcelone. Pour l'atteindre, la fédération présente un programme de préparation principalement élaboré par Daniel Costantini, l'entraîneur des Français, inspiré de l'exemple du volley-ball, ce plan prévoit de rassembler les internationaux dans des stages de plusieurs mois. Mais les clubs, qui seraient pénalisés par ces mesures, s'y opposent.

Reste Daniel Costantini, qui ne se satisfait pas totalement de ce pacte. « Les clubs n'ont pas encore acquis un niveau assez élevé et les joueurs ne s'y entraînent pas suffisamment. Notre équipe dispose d'un fort potentiel qui masque ses vraies faiblesses. Il faut accélérer le travail, fonder si nous voulons vraiment atteindre nos objectifs ».

Invité à poursuivre sa mission au-delà du prochain mondial italien, Daniel Costantini ne sait pas encore s'il voudra appliquer une politique à laquelle il n'adhère pas complètement.

PATRICK DESAVIE.

AUTOMOBILISME : le rallye de Suède

Une japonaise sur la neige

Vainqueur du rallye de Suède au volant d'une Mazda 323 turbo à quatre roues motrices, la Finlandaise Timo Salonen, champion du monde 1985 avec Peugeot, a apporté à la marque japonaise un premier succès en championnat du monde des rallyes.

Nettement dominés par les Lancia Delta 4WD pour l'ouverture de la saison au rallye de Monte-Carlo, les Mazda 323 ont mis à profit le terrain totalement enneigé sur les vingt-sept épreuves spéciales (410 kilomètres) qui privilégient la motricité par rapport à la puissance, pour réaliser l'exploit du championnat après le doublé de la firme italienne.

La victoire de Mazda en Suède est aussi celle du constructeur Michelin qui s'impose pour la quatrième année consécutive avec un pneu spécialement mis au point pour ce rallye.

Longtemps en tête du rallye de Suède, le Suédois Mikael Ericsson (Lancia Delta 4WD) a perdu le commandement dans la dix-septième spéciale, où il a

coché une trentaine de secondes à la suite d'un tête-à-queue, et a fini deuxième à 23 secondes, devant son coéquipier Juha Kankkunen, troisième à 1 mn 48 secondes.

Ce duel entre marques est complété par la quatrième place d'Ingvar Carlsson (Mazda) et la cinquième rang pour Markku Alen (Lancia). Stig Blomqvist, recordman des victoires en Suède (sept à dix), se contente de la sixième place avec la Ford Sierra 4 X 4.

Après le succès de Toyota, Nissan et Mitsubishi dans les épreuves africaines du championnat du monde, cette première victoire japonaise sur le continent européen marque une nouvelle étape de l'offensive commerciale des constructeurs du pays du Soleil Levant.

Il complète la réussite du moteur Honda en formule 1 et le nouvel investissement de Nissan dans le championnat du monde d'endurance.

G. A.

SKI ALPIN : Coupe du monde

Sans espoirs !

A la reprise de la Coupe du Monde, le festival suisse de Crans-Montana s'est poursuivi. Victoires les 13, 14 et 15 février de Vreni Schneider (géant et spécial de Megève-Saint-Gervais), de Corinne Schmiedhauser (spécial de Flabli), et, hier soir, de Pirmin Zurbriggen (géant de Tignes). Seul le Suédois Ingemar Stenmark a réussi au Markstein (Voorges) à tirer son épingle du jeu : il a remporté, sous la neige et dans le brouillard, la quatrième-vingt-cinquième victoire de sa carrière.

MEGEVE
De notre correspondant

Revenons sur leurs « terres » à l'occasion d'un slalom géant disputé à Megève et d'un slalom spécial pour la Saint-Gervais, les skieuses françaises défilées aux championnats du monde de Crans-Montana ont décroché une quatrième place en géant, grâce à Catherine Quittet, et une sixième position en slalom avec Dorothea Mogora. Les Suissesses n'ont laissé échapper aucun des deux titres, remportés avec détermination par Vreni Schneider, déjà couronnée en géant quelques jours plus tôt sur les pistes de Crans-Montana.

La passion de valsaire qui continue d'habiter l'équipe suisse, grande triomphatrice des championnats du monde, a, depuis longtemps, abondamment les rangs des skieuses françaises. Portée par un grand nombre de spectateurs, venus en voisins de Notre-Dame-de-Belleville, Catherine Quittet n'a, d'ailleurs, à aucun moment, l'impression, sur les pentes du Jallat, à Megève, de vouloir véritablement se confronter à ses adversaires. 85 centimètres seulement la séparent de Vreni Schneider, à l'issue de la première manche, où elle se classe troisième. Les premières et deuxième marches du podium étaient alors à sa portée. Cependant, elle ne donna pas l'impression de vouloir enfin triompher. Emile Allais, triple champion de ski en 1937 à Chamrousse, qui lui prodigua après le premier parcours ses encouragements et voulait lui transmettre sa fougue restée intacte à l'âge de soixante-quinze ans, ne regrette comme seule réponse qu'un :

« On verra bien... ». A l'issue de la seconde manche, Georges Coquillard, président du comité alpin de la Fédération française de ski, dut lui reprocher de n'avoir pas lutté jusqu'au bout. « On ne se relève que 15 mètres après la chute », dit-il à la jeune skieuse le responsable fédéral, qui voyait s'échapper une occasion de revanche après les décevantes championnats de Crans-Montana.

Georges Coquillard avait renouvelé, deux jours auparavant, sa confiance dans l'encadrement des skieuses et des skieurs. Pourtant, il pouvait, une nouvelle fois, constater que l'équipe féminine, privée notamment depuis cette saison d'une « locomotive », la Grenobloise Perrine Pellen, ne parvenait pas à reprendre son souffle. « Il est difficile de réactiver des filles en ski de compétition. Perrine Pellen aurait dû logiquement tirer des jeunes. Cela ne s'est pas véritablement produit. Il est difficile aujourd'hui de les motiver pour la compétition. C'est un problème de société. »

Les responsables de la FFS vont se retrouver, du 20 au 22 février, vers les épreuves des championnats de France, qui devraient être le dernier coup d'adieu aux Jeux olympiques de Calgary ? « Venez les voir courir. Ce sont des jeunes qui vont travailler dans la perspective des Jeux olympiques de 1992. Il n'y a peut-être pas une masse de skieuses de très haut niveau, mais une dizaine au moins sont excellentes, surtout chez les garçons », affirme Georges Coquillard, qui reste encore convaincu que la France pourra bientôt remonter la pente.

C. F.

Stenmark pense à Calgary

Qu'est-ce qui fait courir Ingemar Stenmark ? A trente ans, le Suédois a remporté au Markstein la quarantième victoire de sa longue carrière en slalom spécial, au total la quatre-vingt-cinquième en Coupe du monde. Un record, que même Pirmin Zurbriggen n'est pas prêt d'égaliser puisqu'il n'en compte que vingt, à vingt-cinq ans !

Le slalomneur de Taernaby avoue s'entraîner beaucoup moins depuis qu'il s'est marié, pourtant, il éprouve toujours autant de plaisir à skier. Même s'il a été très discret aux derniers championnats du monde à Crans-Montana, ses résultats en Coupe du monde (quatrième au classement général) prouvent qu'il est toujours performant. Assez en tout cas pour créer la surprise lors d'une course parti-

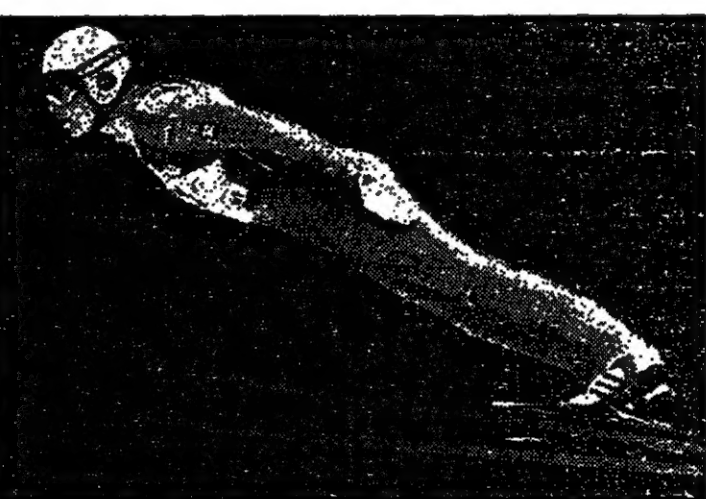
culière. Dans ces conditions « ingos » et « H » l'intention de se retirer l'an prochain après un dernier coup d'adieu aux Jeux olympiques de Calgary ?

Médaille d'or du spécial et du géant en 1980, il n'avait pu défendre ses titres à Sarajevo : il avait pris une licence B qui l'autorisait à avoir des contrats publicitaires mais qui l'excluait ipso facto des Jeux. Or la Fédération internationale de ski a dû céder devant les faits : elle a supprimé la licence B, toutes les équipes ayant de plus en plus ouvertement recours au sponsoring. Stenmark est donc redevenu un champion comme les autres, mais avec des skis il reste un slalomneur d'exception.

A. G.

SAUT A SKI : le titre à Felder

L'envol des poids lourds



Depuis le début des années 80, le saut à ski était dominé par le Finlandais Matti Nykanen (54 kilos), considéré comme un plus léger que l'air. Moins assidu à l'entraînement, le champion olympique a perdu son titre à Oberstdorf. Le 15 février, c'est le recordman de vol à ski (191 mètres), Andreas Felder (69 kilos) qui a mis un terme à l'hégémonie du Finlandais, qui s'est classé dix-neuvième : avec des bonds de 110 mètres et 112,5 mètres, l'Autrichien est devenu champion du monde au trampoline de 90 mètres devant le Norvégien Vegard Opaas et son compatriote Ernst Vettori. Le dernier titre mondial autrichien avait été remporté en 1982 par Armin Kogler au trampoline de 70 mètres.

Les résultats

Athlétisme

CROSS DE L'EQUIPE
Le Britannique Tim Hutchings a remporté, dimanche 15 février au Parc du Tremblay (Val-de-Marne), le championnat cross de l'équipe devant le Portugais Rego et le Français Arpin. Chez les femmes, la Lyonnaise Annette Sergent a dominé la Suissesse Corinne Buerki et la Belge Veronique Collard.

RECORDS DU MONDE
La Soviétique Lioubova Kireukhina a battu, dimanche 15 février à Moscou, le record du monde en saut de 600 mètres en 1 mn 25 s 46. La Bulgare Yordanka Donkova a amélioré dimanche 15 février à Sofia, le record du monde du 60 mètres haies en 7 s 74. La Soviétique Igor Latorov a battu le record mondial du 1 000 mètres en saut en 2 mn 18 s.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Nationale I
(2^e phase, 4^e tour retour)
Limoges b. Châlons 94-78
Villeneuve b. Vichy 107-95
RCP Paris b. Vichy 89-80
Montauban b. Saint-Etienne 96-86
Orléans b. Tours 116-61
*Auxerre b. Mulhouse 114-88
Classement. — 1. Orléans, 43 ; 2. Limoges, 36 ; 3. RCP Paris, 37 ; 4. Villeneuve, 36.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
Poule 1
Toulon b. Montpellier 9-3
Amilly et Nîmes 13-13
*Graulhet b. Narbonne 15-9
*Béziers b. Brive 21-12
*Clermont b. Rouen 21-9
Classement. — 1. Brive, 37 ; 2. Toulon, 36 ; 3. Clermont, 35.

Poule 2

*Racing b. Agen 9-0
*Toulon b. Pau 36-16
*Bayonne b. Valence 14-12
Biarritz b. *Nîmes 34-9
*Lourdes b. Perpignan 12-10
Classement. — 1. Toulon, 41 ; 2. Racing, 34 ; 3. Agen, Lourdes, 33.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(32^e journée)
Français Volants b. Chamonix 5-2
Gap b. Vry-Écomme 7-4
Rouen b. Grenoble 9-7
Amiens b. Briançon 8-3
Mont-Blanc et Villard-de-Lans 4-4
Classement. — 1. Mont-Blanc, 62 ; 2. Fr. Volants, 44 ; 3. Gap, 40.

Tennis

TOURNOI DE MEMPHIS
Le Suédois Stefan Edberg a remporté, dimanche 15 février à Memphis, les championnats américains en salle en battant en finale l'Américain Jimmy Connors contraincé à l'abandon par une blessure au genou au cours du deuxième set (6-3, 2-1).

Ski nordique

CHAMPIONNATS DU MONDE
DE BIATHLON (Laka-Placid)
L'Allemand de l'Est Frank-Peter Roestch, vainqueur du 10 km et du 20 km, et l'Espagnol de RDA, victorieux du relais 4 x 7,5 km, ont remporté toutes les médailles d'or des championnats du monde de biathlon à Laka-Placid (Etats-Unis). Dans le relais, la France a terminé septième.

La nouvelle mort



LE S.I.D.A. - par J.-P. Cassuto, A. Pesce et J.-F. Quaranta.

A l'aube du XXI^e siècle, la raison humaine s'est révélée aussi fragile que lors des grandes peurs médiévales. Le S.I.D.A. inconnu, menace, effraie. Voici un "Que Sais-Je ?" qui décrit l'histoire, la symptomatologie, le virus, les thérapeutiques actuelles et celles de demain. "Que Sais-Je ?" N° 2332.

Autres Nouveautés : LA POÉTIQUE, d'Henri Sukany, n°2311 • MÉTHODE DE L'ETHNOLOGIE, de Jean Servier, n°2313 • LE MONOPOLE, de Jean Magnan de Bornier, n°2324 • LE THÉÂTRE AU XIX^e SIÈCLE, de Patrick Berthier, n°2327 • LE DROIT DE LA PUBLICITÉ, de Jean-Jacques Biolley, n°2340.



COLLECTION "QUE SAIS-JE ?"
L'encyclopédie au format de poche.

Culture

MUSIQUES

Jean-Philippe Laffont chante « Falstaff » à Lyon

Baryton vole !

« Happy birthday ! » Au soir de son trente-sixième anniversaire, Jean-Philippe Laffont chantait pour la première fois Falstaff à l'opéra de Lyon. Il y a treize ans, cet ex-haltérophie toulousain entamait sa formation auprès de Louis Erlo, dans la Flûte enchantée à l'Opéra-Studio. Papageno a pris du poids. Et il se pourrait que sa carrière s'envole.

« Je me suis cassé le genou, j'ai abandonné le sport, j'ai commencé des études de médecine, et je suis entré au conservatoire de Lyon, dit Jean-Philippe Laffont. Je pensais alors qu'il n'y avait que moi et les oiseaux. Depuis, je laisse les oiseaux où ils sont et je suis qu'il existe d'autres barytons, devant lesquels je dois encore m'incliner. Mais j'avais eu une enfance choyée, mon premier chagrin — la mort subite de mon père — ne date que de l'an dernier. J'étais surpris, je me croyais invulnérable. Quand Louis Erlo me faisait un compliment, je savais de jolies et j'allais tout casser. Je ne me crois pas tout à fait stupide mais, sans blague, j'ai cassé à l'époque des bancs et des portes d'ascenseur de l'Opéra-Studio.

« Je dois ma carrière à Denise Duplêz. Elle m'a enseigné l'opéra de Paris. Elle ne se met pas en avant. Mais, contrairement à ce que j'en dis habituellement de ses professeurs, je lui dois tout ce que je fais de bien, tout le mauvais me concerne. Dès que j'ai un moment, je prends encore le train ou l'avion et je vais me faire contrôler par elle.

« Falstaff, elle me l'a aussi fait travailler. Je sais quel est le danger : j'ai tendance à me laisser aller à ma truculence naturelle, je me concentre plus volontiers sur



l'expression corporelle que sur la ligne vocale. Donner la priorité à l'acteur est dangereux pour le chanteur.

« Savoir s'étonner est une des qualités que Denise Duplêz m'a données. On m'a proposé Valentin dans Faust à l'Opéra de Paris. J'ai refusé : le rôle m'assomme, je n'y aime pas ma voix. Pour le Vaisseau fantôme, qu'on m'a aussi proposé, je ne suis pas encore armé, mais je ferai probablement Rigoletto dans deux ans, avec Gardiner, et Guillaume Tell aux Champs-Élysées, en alternance avec José Van Dam, ce qui est loin de me vexer : je viens d'enregistrer Sémiramis de Rossini en « live » pour Erato. J'en suis presque honteux. Samuel Ramey le chante comme personne, c'était à lui de le graver.

« Il faut trouver sa carrure, nos droits à l'erreur sont comptés. Jusqu'alors, je me suis surtout limité aux opéras de Mozart : ils ne sont pas si faciles à chanter. Mais je crois que j'ai évité de me retrouver en concurrence avec mes aînés, comme Bruns ou Bacquier. J'ai mené une carrière parallèle, qui m'a permis d'incarner des personnages hauts en couleur, de garder ma voix en bon état, de forger ma résistance.

« Avec Falstaff, le virage est là : je vais devoir répondre aux attentes. Voilà cinq semaines que je chante le rôle une fois par jour sans me fatiguer. Je crois même que je pourrais le répéter deux fois dans la même journée. Après la première représentation, j'ai eu mal aux épaules et aux reins, j'étais vidé nerveusement, mais j'ai quitté ma loge et j'ai essayé, pour voir, un exercice de sons filés. Pianissimo, pour que ce soit plus difficile. J'y suis arrivé : cela a été ma récompense.

« Quand un chanteur français est invité à l'étranger, on attend de l'avoir entendu pour lui faire confiance. Quand un Américain arrive, tout le monde sait qu'il est prêt. J'ai chanté Escamillo aux arènes de Vérone. J'avais quinze kilos de moins à l'époque, sans cela je n'aurais pas pu passer entre les cornes du taureau. A la première répétition, tout le staff était là, j'ai passé une véritable audition. Après seulement, ils m'ont serré la main pour me souhaiter la bienvenue.

Propos recueillis par ANNE REY.

Prochaines représentations : le 17 février et les 3, 5, 7, 9 et 11 mars, à 8 h. et 11 h. à Lyon ; le 15 à Mâcon ; les 20 et 21 à Saint-Étienne.

Un cycle Janacek à Orléans

La réconciliation

Un centre d'action culturelle voué aux arts contemporains, des enjeux politiques, mais la musique, même contemporaine, amène la réconciliation.

« Orléans aime-t-elle Janacek ? », comme l'y invitent ardemment les inscriptions d'un cycle de quatre concerts (1) consacré au compositeur morave ? Au vu de la centaine de mélomanes présents au premier rendez-vous de la série, suffisant à consoler Guy Elsmann — le premier biographe français du cantor de Brno et l'animateur enthousiaste du Mouvement Janacek — de tels fous parisiens d'œuvre mémoire, c'est déjà oui : un peu, beaucoup, passionnément, à la folie ? Peut-être : découvrez Josef Palenicek, comment Orléans n'aurait-il pas mieux aimé Janacek ?

Mieux qu'un compatriote, Palenicek apparaît comme un frère de race du maître tchèque ; mieux qu'un spécialiste, il en est l'héritier. Rien de plus logique : sans doute est-ce au piano, son confident, qu'on touche du doigt le Janacek le plus intime, le plus librement accordé à sa double passion de chanteur nationaliste et d'inventeur d'une prosodie typiquement personnelle.

Mais nul autre pianiste ne pousse comme Palenicek cette logique jusqu'à son terme ultime, sans qu'il sache trop ce qu'il fait plus admirer, de la conviction formelle qui élucide d'emblée le labyrinthe ténébreux de cette musique, sans rien tempérer de ses rudesses, meubler de ses suspens, résoudre de ses écarts ; ou de l'intense communion spirituelle qui sait cueillir à fleur de texte ses orages, ses abattements et jusqu'à ses doutes.

Dans les brumes ou Sur le sentier recouvert, c'est Janacek lui-même qu'il nous semble entendre venir et nous rejoindre en cette salle admirablement déshabillée d'un conservatoire

provincial, semblable peut-être à ceux qu'il aime en Moravie, si loin dans le siècle et dans l'Europe, il s'agit à l'instar : dissipés la brume, par la grâce d'une interprétation totalement limpide, retrouvée le sentier, par celle d'une lecture intégralement poétique.

Ce bel hommage à Leon Janacek, remettant soudain Orléans au centre même de l'Hexagone, éclaire aussi sous un jour quelque peu paradoxal le vif débat politico-culturel qui agite depuis une décennie la ville de la Pucelle — et de Jacques Douffaigne.

Grande cité de France selon les uns, capitale régionale pour les autres, la vocation d'Orléans était un des thèmes centraux dans la longue querelle qui a amené la mairie à substituer à l'ancien CAC (Centre d'action culturelle, animé jusqu'en 1984 par Irène Hajer) un autre CAC (Centre d'arts contemporains, repris l'année suivante par Claude Malric). Lequel investit cette fois d'une mission essentiellement locale, n'en organise pas moins — conjointement avec le conservatoire et les JMF — ce cycle Janacek qui renoue comme par inadvertance avec les vastes ambitions qui avaient naguère créé la controverse !

Dix-huit mois après, le choix — inévitablement politique, mais non partisan peut-être — de Claude Malric (assuré du jeune compositeur par Josef Palenicek, et du plasticien Jean-Pierre Pincemin) semble avoir ramené quelque sérénité à Orléans.

Rédéfini tant dans ses objectifs (il ne s'agit plus désormais de compléter par une création moderne le panorama culturel de la ville) que dans son esthétique (la nouvelle avant-garde fait les yeux doux au patrimoine artistique), c'est au CAC réconcilié avec la vie locale qui pousse aujourd'hui ses pions : une programmation modeste mais de qualité, un système de compagnie chorégraphique en résidence, (Bagnouet succédera bientôt à Assa), des Journées cinématographiques — indépendantes — dont le succès ne se dément pas (dix-huit mille entrées en novembre dernier) et un intéressant projet de coproduction de disques compacts, à raison de deux par an, avec Radio-France et Harmonia Records.

Jusqu'au jour où ce nouveau CAC « local » retombera, par sa seule dynamique, dans les travers « universalistes » de l'ancien ?

DANIEL DE BRUYCKER.

(1) A la salle de l'Institut du conservatoire d'Orléans, mardi 17 février : l'Ensemble instrumental de conservatoire (Sinfonietta, Sonate pour violon et piano, Mládí et Capriccio pour piano et sept instruments) ; le 24 mars : l'Orchestre de chambre tchécoslovaque (Suite opus 3, Idylla, ainsi que des œuvres de Martinů, Hindemith et Bartók). Un cours d'interprétation par Josef Palenicek, ce lundi 16 février, sera enregistré par France-Musique pour l'émission « Leçon de musique ».

Concert de l'itinéraire à Beaubourg

Créations et reprises

Malgré d'extrêmes problèmes de trésorerie, l'itinéraire parvient à organiser des concerts et à servir la musique contemporaine.

Pour un créateur, le fait d'être joué n'est pas tant une satisfaction d'amour-propre, sans parler de gloire, qu'une leçon dont il tirera bénéfice dans ses prochaines œuvres. On ne saurait donc juger l'activité d'un ensemble spécialisé à la quantité, nécessairement infinie, de chefs-d'œuvre qu'il révèle chaque saison, mais aux occasions qu'il offre à de jeunes compositeurs de présenter dans les meilleures conditions les fruits de leur imagination devant un auditoire averti.

A ce point de vue, le premier concert de l'itinéraire, au Centre Georges-Pompidou, était assez exemplaire. Le programme réunissait les œuvres de deux aînés, Claude Vivier (1948-1983) et Gérard Grisey (né en 1948), et de deux cadets, Marie-Hélène Fournier (née en 1963) et José-Augusto França (né en 1958). Deux configurations et deux promesses. De Claude Vivier, on a pu ainsi redécouvrir les Trois airs pour un opéra imaginaire, créée ici même par l'itinéraire en mars 1983 et chantée avec une grande intensité par Toni Solera.

Composés sur des paroles de pure invention, ces airs sont, en fait, de longues vocalises colorées par le libre jeu des voyelles et des consonnes, dont l'évolution est celle d'une mélodie sensuelle, sans notion de continuité. Les trois airs, qui marquent, de l'un à l'autre, une progression dans le tragique, suivent chacun à leur manière le principe d'une homophonie globale à l'intérieur de laquelle les passages sont d'un instrument à un autre, les superpositions de timbres étranges, créent une atmosphère irréelle, pesante parfois comme des lames d'acier qui prendraient la chanteuse à la gorge.

Partiels de Gérard Grisey est une œuvre plus connue, presque un classique. Créée en 1976 par l'itinéraire, elle a fait l'objet d'un enregistrement malheureusement épuisé (Erato). Pourtant, cette nouvelle audition, sous la direction d'Yves Prin, a confirmé qu'il s'agit d'une des partitions marquantes des quinze dernières années. On appelle « partiels » les sons constitués d'un son musical complexe ; on les entend très bien lorsqu'on écoute sauter une cloche, et cela produit des harmoniques qui ne sont ni tout à fait « justes », ni tout à fait « fausses ». L'idée de Gérard Grisey est donc d'entraîner l'auditeur à l'intérieur d'un son dont la fondamentale et les partiels sont confondus à autout d'instrument. Tel est du moins le point de départ, car le compositeur n'est pas un maître d'école et son propos dépasse la démonstration. La fin — les musiciens rangent bruyamment leurs instruments en échangeant leurs impressions sous les regards impassibles du chef et réjouit du public — est toujours aussi surprenante. Tout en gardant la marque de l'époque où elle a été conçue, l'œuvre a bien vieilli, signe que cette fin n'était pas aussi gratuite qu'on pouvait le penser alors.

Faith, de M.-H. Fournier, pour ensemble instrumental, et Synapses, de J.-A. Mammis, pour orgue et dispositif électroacoustique, souffrent naturellement de la comparaison. Ce sont des œuvres prometteuses, mais la première donne l'impression, malgré des moments réellement aboultis, de chercher la matière de son propos. Dans la seconde, en dépit des effets de dédoublement de l'instrument soliste, d'éloignement ou de rapprochement du son, on se demande si l'on n'obtiendrait pas un résultat musical plus tangible avec trois cornes sans transformations électroacoustiques. Mais c'est avant la porte de promesses technologiques qui exercent actuellement une fascination certaine.

GÉRARD CONDÉ.

La semaine du mélomane

Le mélomane qui s'y est pris trop tard pour acheter ses places assise une furive lagrime en songeant qu'il va manquer l'Éclair d'amour, avec Pavarotti (à l'Opéra de Paris les 16, 18, 22, 24 et 27 février), espère en trouver pour les représentations où l'illustre ténor ne chantera pas les 3, 5, 7, 12 et 18 mars et les concerts en concert qu'il ne peut pas aller applaudir. Margareta Zimmermann, accompagnée par M. Guarni, dans des mélodies de Brahms, Messener, Granados, Rachmaninov et Mahler, lundi, au Théâtre de l'Athénée (tel. : 42-67-27), ou qu'on lui offre un abonnement pour les quatre concerts, tout différents, de la Camerata Academica du Mozarteum de Salzbourg, dirigée par Sándor Végh, au Théâtre de la Ville, les 17, 18, 20 et 21 février (tel. : 42-74-11-44).

Sinon, il ira écouter, gratis, mardi, au grand auditorium de Radio-France, les œuvres chorales de Ligeti : à 18 h 30, la Messe de la Pentecôte de Messiaen, par L. Thiry, à 20 h 30, et des chants bouddhiques du Japon à 22 h 30. Ce sera une excellente préparation aux concerts Japon du XX^e siècle (Noda, Takemitsu, Ishyama, etc.). Messiaen, que l'ensemble intercontinental présentera les 20 et 21 février à 20 h 30 au Centre Pompidou (tel. : 42-78-79-95).

S'il lui reste une soirée de libre, le mélomane a le choix, au Théâtre musical de Paris (tel. : 42-61-19-83), entre le Scottish Chamber Orchestra et les chœurs de la Chapelle royale, direction Philippe Herreweghe (Messe en ut mineur, Thomas, de Mozart), le 18, l'Orchestre symphonique de San Francisco, avec Isaac Stern (Bartók, Mozart, Prokofiev et Brahms) le 19, ou l'Orchestre de chambre de Vienne, dirigé par Philippe Entremont, avec une belle brochette de chanteurs (airs de concert de Mozart) le 19 et le 21.

G. C.

Epaissieurs

Jean-Philippe Laffont ne s'est pas remboursé le ventre d'un oreiller pour incarner à Lyon le rôle de Sir John Falstaff. Il a seulement doublé ses repas, grossi de 15 kilos (le Quand j'en pèse 97, je suis sec comme une table...) et endossé crânement le complet gris perle ajusté des souteneurs napolitains. Créée non sans chahivari en mars 1982, « réalitée » pour cette reprise par Gilles Nérou, fils de l'ancien directeur du TEP, cette mise en scène de Denis Llorca transpose en effet Shakespeare dans les années 80.

Références cinématographiques obligées : Mrs Quilby (Bernadette Manca di Nissa), le melon et les bas rayés de Giulietta Masina dans la Strada, Nanette (Catherine Dubouché), la jupe à godets de Natalie Wood dans le Fils dans le sang, Piola (René Schirer) drague en Vespa comme dans Rosellini, Fenton, Docteur Célus et Berdolfo (Thierry Dran, John Fryett, Steven Cole) semblent sortis d'un Américain à Paris, Ford (Pierre-Yves Le Moigt), des Demoiselles de Rochefort, et sa

ferme Alice (Julia Faulkner), est permanente comme Rita Hayworth dans Gilda...

Laffont, lui, a la présence épaisse d'un Reimu, les entrachats brusquement défilants d'un Noiret dans Que la fête commence, de Tavernier. Sans vulgarité, vocalement sans efforts, rien qu'en jouant sur les nuances, l'articulation et la tension rythmique, il fait croire pendant deux actes à un Falstaff de boulevard, macho et roublard. La troisième acte, avec sa mise en scène de patronage, ne lui permet pas, hélas ! de trouver à point nommé un peu d'épaisseur, d'humanité non caricaturée.

Prise de rôle aussi pour John Eliot Gardiner : il n'avait jamais dirigé Falstaff. Chaque détail de l'orchestration se détache sous sa direction dans une transparence si méticuleuse que l'air semble un peu raréfié. Son Verdi est presque plus mozartien qu'on ne pouvait le souhaiter. Vraiment pas épaïs.

A. R.

Le retour de Sylvain Cambreling

Dutilleux et son double

Un de nos meilleurs jeunes chefs, Sylvain Cambreling, que la Monnaie de Bruxelles a eu l'intelligence de nous dérober, est revenu à l'Orchestre de Paris pour un concert où sa maîtrise et sa maturité se sont affirmées.

Maigre comme un échassier, avec le visage quelque peu ascétique d'un jeune cadre dévoré par son entreprise, Sylvain Cambreling ne laisse rien au hasard, dénote les combinaisons rythmiques les plus complexes, confort et libère les plus belles sonorités et le lyrisme dionysiaque de ses musiciens.

Avec eux, il a donné une interprétation véritablement enthousiasmante de la deuxième symphonie (1959) d'Henri Dutilleux, qu'on entend si peu malgré sa splendeur. Initiée le Double, elle repose sur un dispositif instrumental qui oppose et unit tour à tour un petit ensemble (quatuor à cordes, trio

d'anches, trompette, trombone, clavier, célasta et timbales) au grand orchestre, ce qui accroît à l'extrême la subtilité de l'écriture.

L'œuvre jaillit des profondeurs mystérieuses autour d'une sorte d'interrogation existentielle, dans ce léger trait ascendant de clarté qui ponctue l'œuvre à diverses reprises, et s'éclaire, zébré d'éclairs en un discours torrentiel.

Une admirable méditation, une sorte d'état immobile de rêves profonds, qui se développe en épisodes graves et poétiques, précède le final d'une lumière grise, plus libérée et moins dogmatique que le mouvement initial, qui va s'achever en un grand tableau plein de mystère, d'une profonde tendresse, où l'auteur semble abandonner son œuvre à regret, sans conclusion, comme ramené à l'épigramme de son existence.

Apparavant, Sylvain Cambreling avait donné une très belle interprétation de l'Ouverture de Guillaume Tell, de Rossini et du Poème de l'amour et de la mer, de Chausson, grande page de pur lyrisme, chantée par Christiane Ede-Pierre.

JACQUES LONCHAMPT.

NOTES

Les airs de concert de Mozart au Châtelet

C'était une idée séduisante du TNP que de présenter l'intégrale des airs de concert de Mozart, étant donné la passion qui entoure actuellement ses opéras. Elle n'est cependant pas sans danger car tous ne sont pas de la même qualité, et quelques-uns ont du mal à passer la rampe sans être soutenus par un spectacle et une intrigue. Pour la même raison, les interprètes sont accablés à être sublimés, portant tout le poids de l'attention du public.

Certains chanteurs ont aisément triomphé, comme la merveilleuse Sylvia McNair, au premier concert. Samedi soir, l'atmosphère était plus massacrée avec une Edith Marchis à la fois moins fraîche et lumineuse qu'à l'accoutumée, et un honorable Harry Dworkin qui manquait quelque peu de grâce et de diversité expressive. Seule la jeune Sherry Greenwald manifestait un véritable tempérament dramatique, avec une voix forte, encore un peu sauvage, dans une air d'opéra sérieusement impressionnant d'un Mozart de douze ans.

Une soirée grise due aussi à la direction mécanique, certes précise, mais dénuée de sensibilité, de Lawrence Foster à la tête de l'orchestre de chambre de Lausanne.

Mais les prochaines étapes de ce cycle seront sans doute plus heureuses avec Yvonne Kenny et Kristina Laki (le 19 février), Margaret Marshall et Philippe Langridge (le 20 février), Lella Cuberli et Anthony Roloff-Johnson (le 21 février), Felicity Lott et Teresa Zylla-Gara (le 21 mars).

J. L.

Mantronix au Rex-Club

On se souvient de la vague amurfi qui a déferlé sur la France il y a deux ans : tout à coup, dans la rue, notre belle jeunesse, prise de soudains frénétiques, ondulant sur la tête et les jambes aux rythmes saccadés d'une musique électroacoustique que distillaient d'énormes ghetto-blasters posés à même le trottoir. C'était le mouvement hip-hop, venu des Etats-Unis (New-York, Washington, Chicago) avec sa culture de rue (les graffiti), ses chefs de file (Africa Bambaata, Herbie Hancock recylé pour l'occasion), son style (electro-funk et rap), ses slogans (unity, paix), ses mots de passe (fresh, cool), sa philosophie (santé de corps et

d'esprit), son uniforme (Adidas et K-Way). Avant même qu'elle ait eu le temps de réaliser, l'industrie du sportswear avait fait un boom. C'est en France, grâce à Sydney et son émission (« Hip-Hop »), que le mouvement avait pris le plus d'ampleur. Et puis... plus rien.

Voici donc la seconde génération hip-hop, venue cette fois encore des Etats-Unis. Mais c'est l'Angleterre à présent qui subit le raz de marée (hip-parades occupés et stades envahis). Nouveau chef de file incontesté, Run DMC a trouvé une formule impareable en mixant electro-funk et hard-rock. Leur challenge, Mantronix, est un duo constitué de Mantronix, le DJ qui produit et mène la musique à partir de ses platines, et M.C. Tee, le rapper qui écrit et chante les textes. Alors, au-delà du phénomène social et de la performance visuelle, c'est toujours la même chose : à moins d'être pris d'une poussée d'urticaire, on a du mal à suivre en salon les dérapages des platines et les tempos hypnotiques des sequencers.

A. W.

* Ce lundi 16 février, Rex-Club, 20 h 30. Disco chez Virgin.

Patrick Sébastien à l'Olympia

Vedette populaire du music-hall et de la télévision, Patrick Sébastien a su construire une aventure parallèle à celle de Thierry Le Luxon. Au jeune chansonnier disparu en novembre dernier, Sébastien a été seulement redoublé du fait d'avoir élevé l'imitation au rang d'un genre autonome. Pour le reste, tout les a toujours différenciés, et d'abord le physique et le choix des modèles.

Patrick Sébastien n'a pas le goût de la caricature ni celui de l'humour dévastateur. Certes, il lui arrive de prendre la voix de Jacques Chirac ou de Charles Pasqua. Pourant députés, ministres et présidents ne font pas à vrai dire partie de son univers. Il aime d'abord les acteurs, et il restitue leurs tics sonores, leurs gestes bien sûr, mais surtout leur sensibilité. Les textes fouillés qui font appel à l'émotion sont imprégnés de cet amour pour les « gens de la famille », Raimu, Raymond Devos, Michel Boujenah, Simone Signoret.

Le spectacle de Sébastien à l'Olympia le montre en pleine possession de ses moyens, dans son royaume : la tendresse.

C. F.

* Olympia, 20 h 30.

**Le paysage audiovisuel
de l'an 2000**

GERARD LE FÈVRE

**le
choc
des
télés**

IP

IP édition / **ROBERT LAFFONT**

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 16 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20.38 Cinéma : A nous les garçons ! □ Film français de Michel Lang (1984), avec Claire Vernier, Roland Girard, Amélie Prévert, Henri Guybet, Blanche Ravalec, Sophie Carle, Valérie Allain.
22.15 Magazine : Acteur studio. Émission de Frédéric Mitterrand et Marthe Joussaud. Invités : Paolo Conte et Guy Marchand.
23.30 Journal.
23.50 Magazine : Première page. Médias et communication.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20.30 Série : Les cinq dernières minutes. Tendre pigeon.
22.15 Documentaire : Mégalo-mégapoles. 2 émissions d'une série de quatre : Dégât à Moscou. Un reportage difficile à nous montrer l'habitat et la vie quotidienne des Moscovites.
23.00 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20.38 Cinéma : Vivre pour vivre ■ Film français de Claude Lelouch (1967), avec Yves Montand, Annie Girardot, Claude Berling, Irène Tunc.
Un homme et deux femmes en proie aux difficultés de l'union conjugale et extraconjugale. Lui est reporter de télévision, ce qui donne un ton moderne. Le mélo sentimental selon Lelouch, bien servi par la virtuosité technique et des acteurs populaires. C'était tout de même il y a vingt ans.
22.45 Journal.
23.10 Documentaire : Inventaire des campagnes.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Les Professionnels ■ Film américain de Richard Brooks (1966), avec Burt Reynolds, Les Marvin, Robert Ryan, Jack Palance, Claudia Cardinale, Ralph Bellamy.

22.30 Flash d'informations. 22.35 Étoiles et laits. 23.55 Les K.O. de Canal Plus. 0.05 Basket professionnel américain. 1.10 Cinéma : Les Diables ■ Film anglais de Ken Russell (1971), avec Oliver Reed, Vanessa Redgrave, Michael Gothard, Gemma Jones, Dudley Sutton (v.o.).

LA « 5 »

20.30 Cinéma : Le bourgeois amoureux est arrivé ■ Film français de Jean-Luc Godard (1978), avec Jean Carmet, Michel Galabru, Pierre Mondy. Trois joyeux compères sont chargés par un patron de bistrot d'aller chercher le bon-jour nouveau attendu par les clients, car la livraison prévue a été dérangée dans un accident sur la périphérie. Odyssée comique, inspirée d'un roman de René Fallet. Quelques idées de mise en scène, mais la part des acteurs est prépondérante. 22.10 Série : Kojak. 23.20 Série : Supercopier. 0.10 Série : La chaudière éternelle. 1.10 Série : Kojak. 2.05 Série : Star Trek.

TV 6

20.30 Série : Les comédiens. 21.20 Série : Les super-sensibles. 22.35 6 Toes.

FRANCE-CULTURE

20.30 Cinéma psychanalytique de Freud. L'homme aux loups. 21.30 Musique : Latitudes. Gamelan de Bali. 22.30 La nuit sur un plateau. Auteurs de l'architecture Jean Nouvel.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Remue-ménage sur Apollo. Concert (donné le 13 février, salle Pleyel) : Suite de danses, de Bartók ; Danses macabres pour piano et orchestre, de Liszt ; Concerto pour piano et orchestre n° 5 en sol majeur, op. 55, de Prokofiev ; Symphonie n° 7 en ré mineur, op. 70, de Dvorak, par l'Orchestre national de France, dir. Myung Whun Chung, sol. Michel Beroff, piano ; à 22.30, Un duo échappé d'un opéra incertain : à 22.45, Des œuvres rares : deux pièces pour piano à six mains de Rachmaninov ; à 23.08, La vie passionnée et romantique de Louis-Ferdinand Bourgeois ; à 23.20, Une œuvre générale pour un chef d'orchestre : à 23.45, Document rare et inédit. 24.00 Les nuits parisiennes. Adagio non accepté.

Mardi 17 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

14.40 Feuilleton : Issara (32^e épisode).
15.15 Scooby-Doo : Vite la place ! Infos magazine : Dessins animés (Supered, Pils position. Les origines du pays de l'arc-en-ciel) ; Dames belissimes : Punky Brewster trouve un foyer ; Bricolage ; Variétés : La vie des Beatles.
17.25 Feuilleton : Huit, ça suffit.
18.20 Feuilleton : Pour les jeunes. De Patrick Dewa.
18.40 Jeu : La roue de la fortune.
19.05 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.40 Cocorico-cocorico.
20.00 Journal.
20.30 Loto sportif.
20.35 Feuilleton : Dalles.
21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. Pour attraper un rat.
22.15 Documentaire : Nouveaux mondes. Les Philippines : naissance d'une nation ? 1. Le retour de l'homme au blanc.
23.15 Journal.
23.35 Magazine : C'est à lire. Spécial Simpson.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

14.35 Magazine : Ligne directe. Enquête : C'est pour toi bien (2^e partie).
15.35 Feuilleton : Lili, petit à petit.
16.05 C'est encore mieux l'après-midi. Avec Julie Pietri, Marie Azéma, Viviane Reid.
17.35 Récré A2.
18.05 Feuilleton : Aïm A2 : Les maîtres de l'univers.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Actualité régionale.
19.40 Le nouveau théâtre de Boulevard.
20.00 Journal.
20.30 Cinéma : Notre histoire ■ Film français de Bertrand Blier (1984), avec Alain Delon, Nathalie Baye, Michel Galabru, Geneviève Fontanel, Sabine Haudepin, Gérard Darmon.
Un homme à la dérive, alcoolique, rencontre dans un train une femme qui s'offre à lui. Lorsqu'elle descend, il la suit jusqu'à chez elle. Il entre dans un monde obscur. Bertrand Blier n'est pas tellement fait pour la tendresse.
22.20 Magazine : Cinéma-Cinéma. Tourage du dernier film de Wim Wenders : Reportage sur Errol Flynn, au travers de cent soixante photos d'amateurs inédites. Interviews de Jean-Pierre Lutz, Michel Serrault, Lino Ventura.
23.10 Série : Johnny Staccato. Le retour.
23.40 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

14.30 Magazine : L'art en tête (rediff.).
15.00 Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.
15.50 Les métiers d'avenir.
16.00 Documentaire : Les grandes villes. Varsovie.
16.50 Documentaire : Les médias-peintres.
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
17.25 Dessin animé : Lucky Luke.
17.30 Série : Zorro.
18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.
18.20 La cuisine des juniors.
18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
18.57 Juste ciel ! Petit horoscope.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.15 à 19.35, actualités régionales.

19.55 Dessin animé : Ulysse 31.

20.04 Jeux : La classe.
20.30 D'accord, pas d'accord.
20.35 Cinéma : Pendez-les haut et court ■ Film de Tod Soler (1966), avec Clint Eastwood, Roger Stevens, Ed Begley.
Accusé à tort d'avoir volé du bétail et tenu à la dernière minute d'un lynchage, un homme se fait shérif pour punir légalement ceux qui ont voulu le tuer. Une peinture intéressante du West Coast et la présence de Clint Eastwood sont à porter à l'actif d'un film par ailleurs trop soumis à l'influence du western italien.
22.25 Journal.
22.50 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

15.15 Cinéma : Pils sanglante ■ Film américain de Michael Ritchie (1980), avec Michael Caine, David Warner, Angela Pouch McGregor, Frank Middleton, Jeffrey Frank. 17.05 Culture : 19.55 Série : Les maîtres de l'univers. 18.05 Dessins animés. 18.15 Jeu : Les affaires sont les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 Flash d'informations. 19.55 Feuilleton : Objectif mal. 20.40 Starquest. 20.35 Cinéma : La Gabelle du roi ■ Film français de Jean-Michel Riou (1981), avec Jean-Claude Bouillon, Roger Hanin, Pauline Lafont, Jacques Villaret, Eddy Mitchell, Christophe Bourseiller, Jean-Pierre Bauri. 22.00 Flash d'informations. 22.10 Cinéma : Excelsior ■ Film américain de John Boorman (1981), avec Nigel Terry, Helen Mirren, Nicholas Clay, Charlie Light, Paul Giamatti, Nicol Williamson. 23.30 Cinéma : Les Compagnons de la mercurie ■ Film français de Jean-Pierre Mocky (1966), avec Claude Rich, Michel Serrault, Francis Blanche, Paola Pitagora, Catherine Darcy, Michaël Bayard. 1.55 Magazine hebdomadaire : Chânes. 2.35 Série : Mr. Coo.

LA « 5 »

14.35 Série : Bereth. 16.30 Série : K 2000. 17.25 Série : Star Trek. 18.15 Série : Supercopier. 19.10 Série : Happy Days. 19.35 Série : Star Trek. 20.30 Cinéma : Jerry chez les chaussons ■ Film américain de Frank Tashlin (1964), avec J. Lewis, Ol. Farrel. Un jeune homme qui n'a pu devenir médecin veut comme infirmier dans une clinique psychiatrique de luxe. Il a une manière bien particulière de remplir son service. Un compromis hasardeux entre l'univers de Jerry Lewis, auteur, et le style loufoque, poussé à la folie, de Tashlin. Le scénario s'effondre dans les anecdotes. On retient une bonne mesure de gags débraillés (oh ! la course finale !). 22.05 Série : Kojak. 23.05 Série : Supercopier. 0.00 Série : La chaudière éternelle. 0.55 Série : Kojak. 1.50 Série : Star Trek. 2.45 Série : K 2000.

TV 6

14.00 6 Toes. 17.00 Synthèse 6. 19.00 NRJ 6. 19.40 Série : Max la rousse. 20.10 Feuilleton : Le temps des capucins. 20.30 Cinéma : la Tulipe noire ■ Film français de Christian-Jaque (1964), avec Aline Delon, Véra Lili. En 1789, dans la Roussillon, un jeune aristocrate joue au justicier malgré par intérêt personnel. Blessé, il fait venir de Paris, pour le remplacer, son frère jumeau, dont tout le monde ignore l'existence. D'après un roman d'Alexandre Dumas, une plaisante imitation des aventures de Zorro, à la veille de la Révolution française. 22.20 6 Toes.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Journal du corps. L'homme, la santé et la mer ; Folies ; Tabac. 21.30 Musique : Les mardis de la chanson. Méloïe en flûte. 22.30 Notes magiques. La nuit et le moment ; Robert Le Vigan. 0.10 Du jour au lendemain.

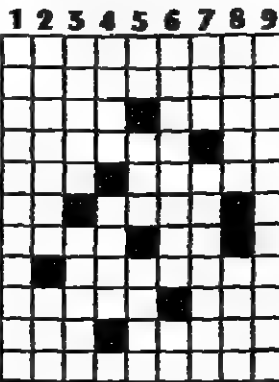
FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : Messe de la Pentecôte ; Dystopie ; Apparition de l'Église éternelle, de Messiaen, par Louis Thury, orgue ; à 22.30, 1^{er} concert tempéré : chants liturgiques bouddhiques du Japon. 24.00 Les solistes de France-Musique. Poissons d'or : Jan Sibel.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4422



HORIZONTALEMENT

1. Entre dans les ordres après une simple prière. — II. Une opération qui peut se faire sur une grande échelle. — III. Faire le ménage. Le sommet de la « folie ». — IV. Mis au pas en serrant la vis. Négation. — V. S'exprime comme une sorte d'élan. Plan de sauvegarde. — VI. Cité dans le passé. Travail pour obtenir de brillants résultats. — VII. Vite la victoire d'un coq sur une aigle. A la mode. — VIII. Donne une certaine force ou contrôle de la pensée. — IX. Parcels à de la brasse. Personnage de choix. — X. Coin de terre à retourner. Qualificatif au pluriel pour des sujets singuliers. — XI. Se dit d'une gorge étranglée.

VERTICALEMENT

1. Un homme qui est toujours dans de bonnes dispositions. — 2. Queue de « chat ». Bon vouloir. — 3. Une petite douceur ou un petit désagrément. N'est pas à donner à têter aux enfants. — 4. Plein d'esprit. Une adaption du pas de l'oise. — 5. Tranche de melon. Pronom. Cheville tordue. — 6. Tomber du ciel. Symbole. — 7. Principe chinois. « Bonquet » de fleurs. — 8. Chef-lieu de la Savoie. Lit breton. — 9. A l'habitude de finir tout ce qu'elle commencent.

Solutions du problème n° 4421

Horizontalement

I. Bistrot. Ténia. — II. Irritable. Inn. — III. Rais. Séliciens. — IV. Ais. Lis. Ici. — V. Glacière. Sa. — VI. Eller. Se. Semak. — VII. Étique. Roste. — VIII. M. M. Un. — IX. A. Serrins. Est. — X. Reg. Le. — XI. Tair. Vengeance. — XII. St. H. Nieu. — XIII. Nécessaires. — XIV. Eton. Eté. Som. Al. — XV. Tan. Are. Raseuse.

Verticalement

1. Virage. Marriot. — 2. Railleuses. Eta. — 3. Brisait. Gascon. — 4. Lie. Céans. Rien. — 5. Ut. Virtuel. — 6. Tas. Réviser. — 7. Obéissance. Elite. — 8. Ill. Réunionite. — 9. Réale. Ein. — 10. Cl. Tête. Usa. — 11. Triseras. Amos. — 12. Amer. Enlène. — 13. Nini. Asie. Cas. — 14. Inscrites. Ea. Aa. — 15. An. Tente. Lait.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 14 février 1987 :

UN DÉCRET

● Du 10 février 1987 portant modification des limites territoriales de communes et de cantons (département de la Moselle).

DES ARRÊTÉS

● Du 27 janvier 1987 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans douze départements.
● Du 29 décembre 1986 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes.
● Du 28 janvier 1987 fixant la liste des candidats autorisés à participer aux épreuves d'accès au cycle préparatoire au second concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 15 février 1987 :

DES ARRÊTÉS

● Du 22 janvier 1987 organisant à titre expérimental le brevet professionnel Transport par unités de contrôle capitalisables.
● Du 6 février 1987 relatif aux modalités d'attribution du diplôme national du brevet aux candidats des classes de troisième des sections internationales de collèges et de troisième des établissements franco-allemands.

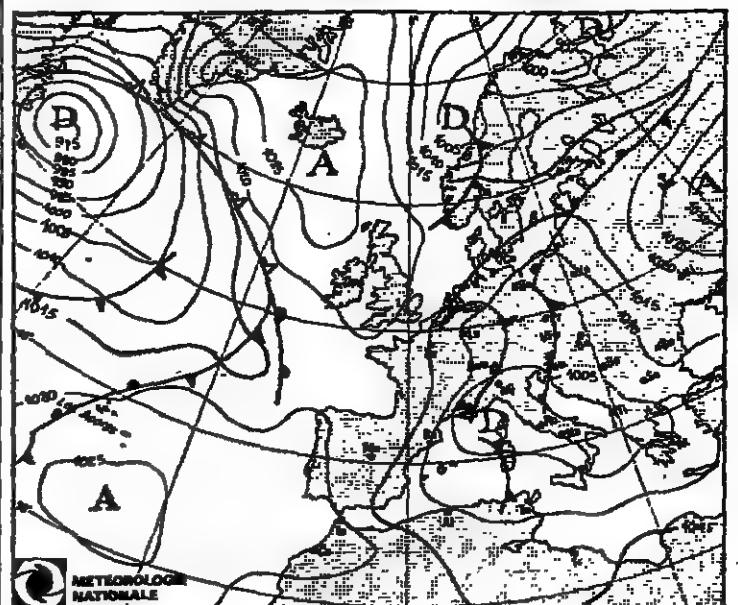
● Du 2 février 1987 portant agrément d'un accord relatif à l'indemnisation de chômage partiel dans les industries chimiques.
● Du 20 novembre 1986 relatif à l'application de la mention « Mort en déportation » sur les actes ou jugements déclaratifs de décès.

SUR MINITEL

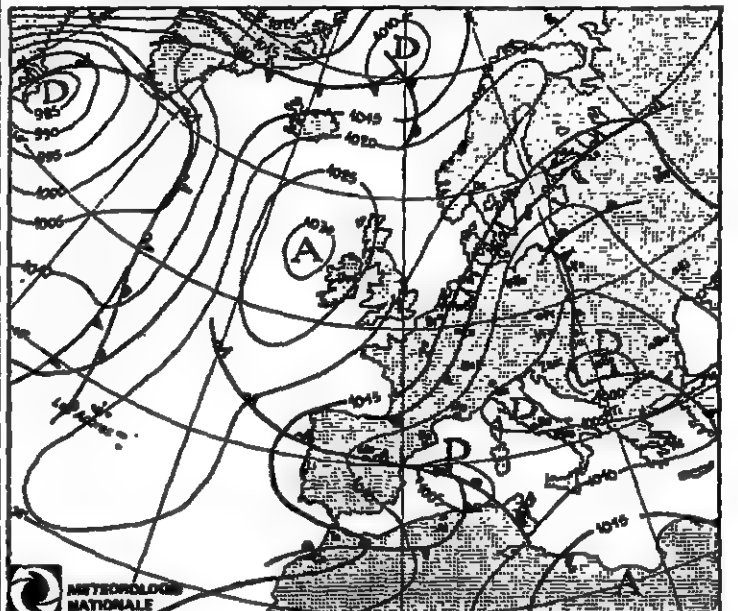
Prévisions complètes
Météo marine
Temps observé Paris, province, étranger
36.15 Tapes LEMONDE puis METEO

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 FÉVRIER 1987 À 0 HEURE TU

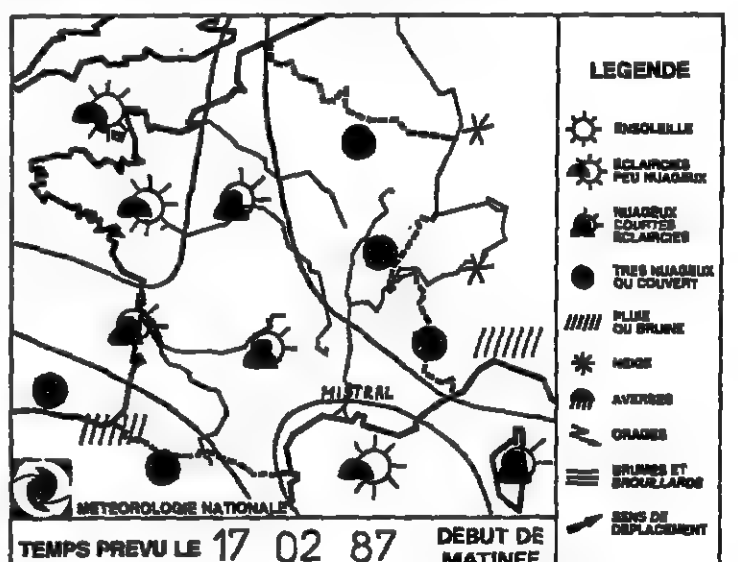


PRÉVISIONS POUR LE 18 FÉVRIER À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 16 février à 0 heure et le mardi 17 février à 24 heures.
La poursuite de l'advection d'air froid en altitude maintient une situation maussade avec persistance de fortes humidités sur le pays.
Mardi, le temps peu ensoleillé ne concernera plus qu'une petite portion du territoire : d'une part, les régions littorales du Languedoc à la Provence avec du mistral et de la crasse d'altitude ; d'autre part, l'arrière-pays ; d'autre part, les régions du Cotentin, Bretagne et pays de Loire.
Partout ailleurs, les nuages resteront abondants. Cette grille sera accompagnée de chutes de pluie et de neige métriques du nord du pays à l'est du Bassin parisien et au nord des Alpes.

Puls ces précipitations progresseront vers l'ouest, venant concerner l'ensemble du Bassin parisien et le Massif Central. Elles devraient rester faibles. Par ailleurs, un peu de pluie pourra être observée sur l'ouest des Pyrénées.
Les températures minimales seront positives sur les côtes seulement avec 1 à 3 degrés sur celles de Méditerranée, 0 à 2 degrés sur celles de la Manche et de l'Atlantique. A l'intérieur, on relèvera -1 à -3 degrés, localement -4 degrés dans l'Est. Les maximales atteindront 8 à 11 degrés sur le littoral méditerranéen, 5 à 8 degrés sur les côtes atlantiques, 3 à 6 degrés près de la Manche, en direction et dans le Sud-Ouest, 1 à 3 degrés du Nord à la Touraine, 0 à 3 degrés du Nord-Est aux Alpes.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé									
Valeurs extrêmes relevées entre le 15-2 à 6 h TU et le 16-2-1987 à 6 h TU					le 16-2-1987				
FRANCE					ÉTRANGER				
ALGER	14	7	N	2	TOULOUSE	6	2	D	1
BARCELONE	12	2	P	1	PARIS	10	2	D	1
BRESCIA	8	2	N	2	ROMA	10	2	D	1
BUDAPESTE	4	0	C	1	VIENNE	10	2	D	1
CASABLANCA	10	0	C	1	AMSTERDAM	17	11	N	1
CHANGHAI	4	1	N	1	ATHÈNES	15	10	N	1
COPENHAGUE	4	1	N	1	BANGKOK	32	24	N	1
DUBLIN	4	1	N	1	BANGKOK	14	1	D	1
GENÈVE	6	3	C	1	BERLIN	9	3	P	1
LILLE	3	0	C	1	BRUXELLES	2	0	C	1
LONDRES	3	1	A	1	LE CAIRE	22	13	D	1
LYON	6	1	C	1	COPENHAGUE	1	3	C	1
MARSEILLE	9	5	D	1	DELHI	21	16	D	1
NANCY	2	0	C	1	DELHI	26	14	C	1
NANTES	8	3	D	1	DENVER	18	9	D	1
NICE	16	7	O	1	GENÈVE	5	1	C	1
PARIS	10	0	C	1	HONGKONG	24	19	D	1
PERDRIAN	12	5	D	1	ISTANBUL	18	8	N	1
REIMS	7	3	D	1	JERUSALEM	20	6	N	1
STRASBOURG	5	0	C	1	LE CAIRE	15	12	C	1
					LONDRES	6	1	N	1

* TU = temps universel, c'est-à-dire par la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Votre grand rendez-vous

Salon International de l'Agriculture

8-15 mars 1987

Paris - Porte de Versailles

CENEA 19, bd Henri IV - 75004 Paris

Tél : (1) 4271.88.44

سكن من الامم

Le Carnet du Monde

Naissances

Dik
et
Ahli MYSEERS,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Marie-Cybele, Amelika,
Paris, le 13 février 1987.

Fiançailles

On nous prie d'annoncer les fiançailles de
M^{lle} Lyndee GALL,
fille de M. François-Pierre Gall et de
M^{me}, née Anne de Wabert de Geolis,
avec
M. Charles-Henri BURGELIN,
fils de M. Jean-François Burgelin et de
M^{me}, née Berthe du Mesnil du Buisson.

Décès

On nous prie d'annoncer le décès de
M. Chabat MIZRAHI,
ministre officier,
survenu le 14 février 1987, dans sa
quatre-vingt-neuvième année.

De la part de:
M^{me} Victor Mizrahi,
M^{me} et M^{me} Marcel Mizrahi,
M^{me} et M^{me} Jacques Tachszler,
ses enfants,
Jacky, Claude, Joëlle, Sylvie,
Béatrice et Carole,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille.

Et nous rappelons le souvenir de
M^{me} Béatrice Mizrahi,

son épouse, décédée le 4 novembre
1986, dans sa quatre-vingt-neuvième
année.

On se réunira devant le cimetière de
Pantin, le mardi 17 février 1987, à
14 heures.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

82, avenue Niel,
75017 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de
M. Henri MOEUVS,

survenu à Paris, le 11 février 1987, dans
sa quatre-vingt-deuxième année.

De la part de:
M^{me} Henri Moevus,
M^{me} Jeanne Moevus,
M^{me} Gertrude Wachtel et son fils
Rémy.

M^{me} Sally Heimich et ses enfants,
M^{me} Yvette Gutman,
sa famille en France,
Les familles Wachtel et Jaslowicz
(Israël).

Les familles Fuks, Goldberg,
Czernowski et Zauer (Belgique).
Ainsi que les amis de Bukovine,
ont la très grande peine d'annoncer le décès de

Jakob WACHTEL,
à l'âge de soixante-dix-sept ans, le
11 février 1987.

Et rappelons un souvenir de ceux qui
l'ont connu leur chère

Franka,
décédée le 31 décembre 1977.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur envoi de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

Remerciements

Seyssel Tallieres, Lyon, Paris.
Les familles Lagueron
et Echasson.
Tous les parents et alliés,
dans l'impossibilité de répondre indivi-
duellement, remerciant toutes les per-
sonnes, qui par leur présence, leurs mes-
sages et leurs envois de fleurs, se sont
associés à leur douleur, lors du décès de

M. Georges LAUVERGEON.

Anniversaires

Il y a un an, le 15 février 1986,

Armand RANDAZZINI
nous quittait.

Une pensée est adressée à ceux qui
l'ont connu et aimé.

Soutenances de thèses

Hôpital Purpan à Toulouse, mer-
credi 18 février, à 11 heures, M. Fran-
çois Donat soutient sa thèse vétérinaire:
« Dépouillement statistique d'une
enquête sur micro-ordinateur : applica-
tion à une étude sur les rapports
alimentation-production en élevage laiti-
er ».

Université Paris-VII, lundi
23 février, à 10 h 30, 13, rue de Sa-
ntuil, salle 304 C. M. René Ailhaud :
« Psychanalyse et cybernétique ».

Université Paris-I, vendredi
6 mars, à 14 h 30, salle 308, M. Charles
Bloch : « Structures politiques de l'Alle-
magne contemporaine et place de l'Alle-
magne dans le monde ».

Université Paris-I, vendredi
6 mars, à 14 heures, amphithéâtre 102,
M. T. Wignessan : « Étude comparative des
littératures nationales (et de) officielles
de la Malaisie et de Singapour depuis
1941 ».

Université Paris-I, vendredi
6 mars, à 14 h 30, salle 308, M. Charles
Bloch : « Structures politiques de l'Alle-
magne contemporaine et place de l'Alle-
magne dans le monde ».

Université Paris-I, vendredi
6 mars, à 14 heures, Amphithéâtre 102, M.
T. Wignessan : « Étude comparative des
littératures nationales et/ou officielles de
la Malaisie et de Singapour depuis
1941 ».

Université Paris-IV, vendredi
6 mars, à 14 heures, salle Louis-Liard, M.
Brigitte François, née Sappéy :
« Au temps du romantisme : le cas
Boely (1785-1858). Contribution à
l'étude de la musique de chambre et de la
musique de chambre en France ».

Université Paris-I, samedi 7 mars,
à 14 h 30, amphithéâtre Targot, M^{me}
Claude Moatti : « Science juridique,
politique et société à Rome aux deux
derniers siècles de la République ».

Université Paris-I, samedi 7 mars,
à 14 h 30, Amphithéâtre Targot, M^{me}
Claude Moatti : « Science juridique, politique
et société à Rome, aux deux derniers
siècles de la République ».

Université Paris-I, samedi 7 mars,
à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Gil-
bert Gardes : « Le monument public
français, l'exemple de Lyon ».

Université Paris-I, samedi 7 mars,
à 14 heures, salle L. Liard, M. Gilbert
Gardes : « Le monument public fran-
çais, l'exemple de Lyon ».

Les familles Fuks, Goldberg,
Czernowski et Zauer (Belgique).
Ainsi que les amis de Bukovine,
ont la très grande peine d'annoncer le décès de

Jakob WACHTEL,
à l'âge de soixante-dix-sept ans, le
11 février 1987.

Et rappelons un souvenir de ceux qui
l'ont connu leur chère

Franka,
décédée le 31 décembre 1977.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur envoi de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

Francophonie

Un échec de la cohabitation

M. de Saint-Robert quitte le Commissariat général de la langue française

L'écriture et le politologue Philippe de Saint-Robert qui, à l'initiative de M. Mitterrand, avait été nommé en mars 1984 commissaire général de la langue française, quitte le 28 février cette fonction.

Il avait été placé à la tête du Commissariat (nouvelle structure du Haut Comité de la langue française créé en 1966 par Georges Pompidou, premier ministre du général de Gaulle) par M. Pierre Mauroy, le chef du gouvernement ayant la tutelle de cet organisme chargé de coordonner la politique linguistique de Paris, en France et hors de France. Le premier ministre de trois ans de M. de Saint-Robert était « éventuellement reconductible une fois ».

Le premier ministre, Jacques Chirac, n'a pas fait jouer cette clause et les vœux de l'Élysée n'y ont rien fait.

M. Bernard Billot, conseiller référendaire à la Cour des comptes, ancien directeur de cabinet du maire de Paris, a été présenté pour remplacer M. de Saint-Robert.

Avec cette personnalité s'en va, peut-on dire, un « ancêtre » de la cohabitation. Par le choix de ce gaulliste indépendant, mais qui avait publiquement choisi M. Chirac au premier tour et M. Mitterrand au second tour de l'élection de 1981, le chef de l'État, bravaient alors les prévisions socialistes, avait voulu en 1984 à la fois montrer que le français et la francophonie étaient, par excellence, des thèmes devant échapper à la politique partisane et faire un clin d'œil à la cohabitation, qui pointait à l'horizon.

Le maire de Paris avait paru se féliciter de cette décision, saluant la nomination de ce « gaulliste de bonne souche, donc incontestable et décisif ». Cet encouragement à l'action et la sympathie complice de M. Mitterrand ne devaient pas être suffisants pour faciliter l'entreprise du commissaire général. Ses moyens restèrent dérisoires (environ 15 millions de francs par an pour les engagements, somme diminuée encore par le gouvernement Chirac), et il n'est jamais parvenu, notamment à l'époque où M. Fabius se trouvait à Matignon, à obtenir le soutien que la haute administration oppose souvent lorsqu'il est question de politique du français. On le vit notamment lorsque le Commissariat général tenta, pourtant avec l'accord de l'Élysée, d'enrichir la loi Bas-Lauriol de 1975 sur l'usage public du français en France (prospective, enseignement, publicité, etc.).

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Des frictions s'ensuivirent, la principale victime étant bien sûr le projet de centre terminologique francophone par définition internationale. La politique linguistique, au contraire, est avant tout hexagonale. En l'absence de délimitation précise, le Commissariat général fut mis « en tant que de besoin » à la disposition du secrétariat d'État de M. Michaux-Cherry.

Éducation

Le conflit sur les directeurs d'école

Le SNI appelle au « renforcement de l'action »

Le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEGC) tiendra, lundi 2 mars, jour de retour des vacances d'hiver pour la zone comprenant la région parisienne, un bureau extraordinaire destiné à « définir les modalités précises de la poursuite de l'action de refus du décret relatif aux maîtres-directeurs ». Dénonçant « le système du ministre de l'Éducation nationale à l'égard d'une profession, son mépris pour le syndicat qui la représente, sa conception de l'indivisibilité gouvernementale », le SNI appelle « à la poursuite et au renforcement de l'action ».

D'autre part, la « coordination des instituteurs en lutte » a réagi à la publication de la première note de service permettant l'application des décrets sur les maîtres-directeurs (le Monde du 14 février) en rappelant que la perspective d'une « grève générale » de l'éducation sera à l'ordre du jour des assemblées générales d'instituteurs qu'elle appelle à tenir du 9 au 14 mars. La « coordination nationale » se réunira le 14 mars pour lancer éventuellement ce mot d'ordre.

De son côté, M. Monory a annoncé qu'il recevra mardi 17 février les représentants de la « coordination des directeurs d'école », favorable à son texte. Ce groupement, qui affirme avoir recueilli 500 signatures à Paris, demande au ministre « non seulement de ne céder à aucune pression, mais aussi de prendre des mesures en faveur des directeurs de proximité et d'améliorer le système de décharge » de classe.

Incendie au ministère. — Un incendie s'est déclaré, dimanche 15 février, vers 17 h 30, dans l'hôtel particulier du ministre de l'Éducation nationale, 46, rue de Bellesseuse à Paris (7^e arrondissement). Une enquête est en cours.

L'ESSEC et le concours. — M. Dominique Xardel, directeur de l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales), nous demande de publier cette précision, à la suite de notre article « Autocritique des grandes écoles » paru dans le Monde du 12 février : « S'il est vrai que l'ESSEC révisait à un certain nombre d'évolutions qui lui paraissent aujourd'hui nécessaires, il doit être clair que le concours d'entrée en première année, réservé aux candidats issus des classes préparatoires, demeure l'élément essentiel de son recrutement dont elle n'a qu'à se féliciter ».

Les lycées à section bilingue lancent un appel pour le développement de l'enseignement du français

BAD BERGZABERN
de notre envoyé spécial

La vérité sort de la bouche des enfants : à entendre les jeunes Allemands de la section bilingue de collège de Bad-Bergzabern déclarer le plus naturellement du monde du Beaumarchais et offrir une représentation d'une rare fraîcheur du *Mariage de Figaro*, on pouvait se demander, dimanche 15 février, si les gouvernants n'inventent pas eux-mêmes les difficultés en ce qui concerne l'apprentissage de la langue du voisin dans leur pays.

Le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, avait accepté de parrainer ce premier congrès des lycées allemands à option française renforcée pour manifester son soutien à l'enseignement de cette langue en République fédérale. L'enthousiasme communicatif des élèves de Bad-Bergzabern pour leur école contrastait singulièrement avec le style compassé des représentants de l'ambassade de France et du ministre fédéral de l'Éducation au cours des discussions de samedi. Les adolescents démontraient qu'avec un peu de bonne volonté il n'est pas une barrière linguistique qui tienne.

As moment on l'on parle tant de coopération franco-allemande, les organisateurs de ce congrès voulaient faire connaître leur expérience. Le secrétaire général de la fédération des chambres de commerce ouest-allemandes, M. Choser, était venu rappeler que l'enseignement des langues correspond aussi à des besoins économiques. Il est en effet paradoxal que la France et la RFA, chacune étant pour l'autre le premier partenaire commercial, aient négligé ces dernières années la langue du voisin dans leur système éducatif.

Fiers de l'expérience accumulée depuis 1969, les responsables des vingt-quatre lycées à section bilingue franco-allemande existant en RFA se plaignent d'être trop souvent oubliés par les pouvoirs publics. Malgré les encouragements officiels, la pratique se heurte, comme souvent dans les affaires européennes, au manque de souplesse des administrations concernées. La compé-

tence des Laender, en RFA, pour toutes les questions d'éducation compliquait singulièrement la situation en diluant les responsabilités.

Mais les ministères français se font guère mieux. L'échange de professeurs, par exemple, continue ainsi de se heurter à des difficultés qui laissent rêver dans l'Europe de 1987 : différence des qualifications exigées de part et d'autre, montant des primes d'expatriation des agrégés français, crainte des syndicats d'enseignants, qui songent avant tout à défendre l'emploi de leur propre adhérents.

Les responsables des sections bilingues font valoir la diversité de leur recrutement contre le reproche d'élitisme qui leur est parfois fait, et

ont la conviction de donner à leurs élèves une chance supplémentaire sur le marché du travail. Rien ne serait toutefois plus dangereux pour eux que de servir d'allié à des pouvoirs publics qui, par ailleurs, n'entreprendraient rien en faveur de l'enseignement du français en général.

Comme l'a fait remarquer un professeur, moins le français est enseigné, plus le recrutement de ces sections est difficile. D'où leur appel pour demander à tous les Laender d'introduire l'enseignement du français le plus tôt possible, quel que soit le système scolaire en vigueur. Un appel auquel se sont joints les parents d'élèves, qui ont décidé de se constituer en association.

HENRI DE BRESSON.

Catastrophes

A La Réunion

Neuf morts ou disparus, des dizaines de millions de francs de dégâts après le passage de Clotilda

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre correspondant

La forte dépression tropicale Clotilda s'éloigne définitivement de La Réunion ce 16 février, mais le premier bilan du passage du cyclone sur l'île est impressionnant : neuf personnes mortes ou disparues, des centaines de familles sinistrées, de nombreuses routes emportées ou endommagées par les eaux, cent cinquante mille personnes encore privées d'eau potable, quarante mille d'électricité et dix mille de téléphone. Selon la direction de l'équipement, les dégâts occasionnés aux routes, aux endiguements des rivières ainsi qu'aux infrastructures portuaires et aéroportuaires s'élèvent à plus de 60 millions de francs, sans compter les nombreux chemins communaux détruits ou à réparer.

L'agriculture locale a également payé un lourd tribut à Clotilda : cultures maraîchères dévastées, champs de géraniums couchés, bétail mort de froid ou emporté sous les eaux. La circulation, entre le chef-lieu et le reste de l'île est rétablie, mais elle reste très difficile surtout en direction de l'est où se trouve le Port-des-Galets, porton économique du département. Pour assurer l'approvisionnement des commerces et des entreprises, la préfecture organise des convois de camions sur la route littorale à quatre voies, où les risques de chutes de rochers sont réels.

A l'est de Saint-Denis, les radices traversant La-Rivière-des-Pluies sur lesquels passent les routes reliant le centre-ville à l'aéroport de Gillot ont été emportés sur plus de 30 mètres. Selon la direction départementale de l'équipement (DDE), plusieurs semaines seront nécessaires pour la réfection du réseau routier. « C'était pire que Hyacinthe », raconte un Dyonisien sinistré par la montée des eaux.

En 1980, le cyclone Hyacinthe avait inondé l'île pendant quinze jours. La dépression Clotilda, elle, a apporté de fortes précipitations, mais elle a été accompagnée de vents extraordinairement violents (170 à 200 kilomètres-heure) les plus forts enregistrés sur l'île depuis 1962. Un conseiller du ministre des DOM-TOM est arrivé dimanche à Saint-Denis pour évaluer l'ampleur des dégâts et déterminer les moyens

à mettre en œuvre aux fins de réparation.

Dans des messages adressés à la population réunionnaise, le président de la République et le premier ministre ont souligné que la solidarité nationale jouerait à plein en la circonstance. Aucun problème sanitaire n'est à signaler pour le moment, de même l'approvisionnement de la population ne souffre pas de difficultés majeures. La parfaite maîtrise du plan ORSEC a d'ailleurs permis aux habitants de l'île de faire des provisions pendant les moments de répit laissés par Clotilda. Ce 16 février, de timides rayons de soleil tombent sur Saint-Denis, les premiers à percer la masse nuageuse depuis une semaine.

ALIX DJOUX.

Collectes pour les sinistrés

Secours catholique, 108, rue du Bac, 75007 Paris, CCP 737 G Paris.

Secours populaire français, 11, rue Froissart, 75003 Paris, CCP 23 33 S Paris.

L'initiative de M. Michel Debré, député de la Réunion : Trésorier-payeur général de la Réunion, rue Amiral-Lacaze, 97400 Saint-Denis, compte 8000-00 H. Maison de la Réunion, 1, rue Vignon, 75008 Paris (pour les dons de vêtements et de denrées). Préférer « pour la Réunion » quelle que soit l'œuvre.

JEU GAGNANT N°7

LOTO SPORTIF

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 ATLETICO MADRID	SEVILLE	10 COVENTRY	CHELSEA
2 BARCELONA	ATHLETIC BILBAO	11 LIVERPOOL	LEICESTER
3 CADIX	VALLADOLID	12 LUTON	ASTON VILLA
4 MAJORQUE	REAL MADRID	13 MANCHESTER UNITED	WATFORD
5 FC BARCELONE	MURCIA	14 NOTTINGHAM FOREST	

Le Monde CADRES

U.I.E SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE

recherche pour des projets industriels temps réel menés par les premières Sociétés Françaises dans le cadre de différents contrats en région parisienne et à l'étranger :

INGÉNIEURS

de préférence d'écoles : **SOFT/HARD**

- EXPERTS QUALITÉS LOGICIELS
- SOLAR - FL16 - ASS - FORTRAN - RYSED
- MITRA - 625/625 - TEMIS - MMT2
- VAX - MICROVAX - VMS
- M. 88000/ETHERNET
- SERIE 1 - EDX/EDL
- MINI 6 / DPS6 - VIDEOTEX
- IBM PC - WINDOW - LOTUS 1.2.3
- EXPERTS EN BUREAUTIQUE

Ecrire U.I.E. - 52, Chausée d'Antin - 75008 Paris
téléphone 48.74.36.23

Importante société transports maritimes

Recherche pour son siège social

UN DÉMARCHEUR

- Jeune diplômé débutant ESCAF
- Anglais, allemand courant. Déplacements fréquents
- Franco et étranger.

Adressez v. photo, prétentions
au MONDE PUBLICITE, sous le n° 8 347,
5, rue Montessuy, 75007 Paris.

PERNOD

Une opportunité de carrière ouverte et évolutive

La réussite de notre Société, c'est notre Marketing, nos usines modernes, nos méthodes de gestion informatisée mais aussi notre Administration performante.

Nous recherchons un jeune Cadre HEC, ESSEC, IEP ou équivalent, disposant d'un fort potentiel et d'une première expérience réussie de 2 ans acquise en entreprise.

Son parcours : Son premier poste se situera au sein du Secrétariat Général dont il secondera le Chef de Service. Il témoignera d'une grande ouverture d'esprit pour s'adapter à des activités polyvalentes concernant le droit des sociétés, mais aussi des domaines tels que le droit de la consommation et de la publicité, la fiscalité, l'immobilier, les assurances.

Il aura de nombreux contacts, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise et devra se faire admettre tant par la rigueur de ses études, le caractère concret de ses propositions que par ses qualités relationnelles.

Sa réussite lui offrira de réelles perspectives d'avenir tant au sein de la Société que du Groupe.

Lieu de travail : Créteil (94)

Ecrire sous réf. MY 315 AM

Discrétion absolue

Membré de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Directeur général

Une PME performante en forte croissance (fabrication, commercialisation, installations de systèmes de manutention automatisés) leader sur le marché français et jouissant d'une forte notoriété basée sur son matériel, ses installations et son service.

Pour succéder à son Directeur Général, nous recherchons un MANAGER doté d'une large envergure et d'une réelle compétence de gestionnaire à dominante financière.

Ses missions :

- gérer et préparer le développement en s'appuyant sur un personnel technique et technico-commercial très qualifié,
- mettre en place les structures susceptibles de faire face de façon efficace à ce développement, compte tenu du nombre croissant des entreprises clientes (banque, assurances, industries, distribution...),
- poursuivre un management qui privilégie le climat social, le contact humain et la participation.

Son profil : De formation supérieure : Mines, ECP, HEC... ou équivalent, âgé de 35 à 40 ans et ayant dirigé avec succès un centre de profit dans le secteur industriel.

Ses qualités de gestionnaire, son réel intérêt pour la participation et la concertation, associés au souci de la qualité et du respect des délais seront les atouts de sa réussite.

Maîtrise de l'anglais ou de l'allemand.

Poste à Paris.

Rémunération motivante + intéressement.

Ecrire sous réf. SE 319 AM

Discrétion absolue

Membré de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Notre Holding (60 sociétés - C.A. : 800 MF - 1 100 salariés, filiale d'un Groupe d'envergure internationale, recherche :

Chef du personnel, futur Directeur des Ressources Humaines

Vous développerez la fonction en lui donnant toute la dimension : élaboration d'une politique de ressources humaines, définition d'une politique d'encadrement, salariale et de communication interne, conseil auprès de la hiérarchie, coordination de tous les aspects techniques de la fonction (formation, administration de la paie, etc.).

Votre lieu de travail : dans un environnement agréable, à 30 km à l'Ouest de Paris, près de Saint-Germain-en-Laye.

Votre formation supérieure, votre maîtrise de l'ensemble de la fonction, vos qualités de dynamisme et de contact font de vous un professionnel avisé.

Vous souhaitez à présent élargir vos responsabilités dans un poste évolutif.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, C.V., photo et prétentions), s/réf. CSM/LM, à notre Conseil, qui vous garantira la plus stricte discrétion.

Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Chep Nous sommes le leader mondial des services liés à la manutention avec la gestion de parc de palettes, conteneurs et racks mobiles - les célèbres fourmis bleues de l'entreprise - Le "pool" CHEP fait de plus en plus d'adeptes grâce à son savoir-faire et à la qualité de ses prestations : 750 clients en France, 2.500.000 palettes générant près de 10 Millions de mouvements par an sur plus de 8.000 points de stockage. Cette croissance nous fait créer une nouvelle division et nous recherchons notre

directeur des opérations

Sous l'autorité du Directeur Général, il prend en charge le service Clients, la gestion des Actifs et l'information. Sa fonction le situe donc au cœur du système CHEP et il en est la cheville ouvrière. Il est chargé de coordonner l'organisation, d'établir les procédures et de développer les services informatiques adéquats aux prestations vendues et conformes aux résultats escomptés. Vous êtes donc tout à la fois architecte, bâtisseur, contrôleur-qualité, sécurité et audit du système. Nous souhaitons recruter pour ce challenge un candidat d'excellente formation (Grandes Ecoles d'Ingénieur ou de Commerce), familier des problèmes d'organisation, doté d'une expérience de contacts et négociations auprès des Clients, à l'aise dans l'analyse et le fonctionnement de systèmes complexes et contraignants, sachant animer et motiver ses collaborateurs. Cette fonction requiert la pratique de l'Anglais et comporte de fréquents déplacements à partir de notre Siège à Clichy. Rémunération très motivante + voiture de fonction.

Adressez votre dossier (C.V., lettre man. en précisant salaire actuel et prét. + tél. pers.) sous la réf. 51 B à :

Hervé Le Bout Consultants

11, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 42 45 38 39



Le Groupe des Ciments Français - C.A. de 5,4 milliards de F, effectif 6.400 personnes, 11 cimenteries, recherche pour le département "Distribution-automatismes" de la Direction des réalisations et interventions industrielles :

Jeune ingénieur électricien

Supélec - IEG...

Il s'intégrera dans une équipe chargée de la conception et de la réalisation des installations électriques en cimenterie en France et à l'étranger (élaboration des devis, rédaction des cahiers des charges et spécifications techniques, appels d'offres, choix des fournisseurs, passation des commandes, suivi des chantiers, mise en route et suivi des installations). Le candidat recherché devra avoir une bonne connaissance des matériels MT/BT, des automatismes d'ateliers à base d'automates programmables et éventuellement, de métrologie industrielle. Une première expérience de 1 à 2 ans de Travaux Neufs et/ou entretien dans les domaines de la distribution électrique, force motrice, automatisme ou électronique ; serait appréciée - sans exclure des candidats débutants à fort potentiel. Complément de formation assuré si nécessaire - Intéressantes perspectives d'évolution de carrière - anglais courant, espagnol souhaité - déplacements de courte durée en France et à l'étranger. Lieu de travail GUERVILLE (4 Kms de Mantes-Le-Jolie) au Centre Industriel et Technique Les Technodés.

Merci d'adresser votre manuscrit, CV détaillé et rémunération souhaitée sous la référence 73852/M, à Madame CLERE, SAE-CEGOS, Tour Chénoues, 92516 BOULOGNE CEDEX.

séle
CEGOS

Dans le cadre du développement de ses activités d'exploitation, le groupe HERVET renforce ses équipes de gestion commerciale et recherche

- pour son agence centrale de NEUILLY S/SEINE (réf. 201)

Exploitant clientèle de particuliers

classe VI

pour assurer le suivi et le développement d'une clientèle de bon niveau

- pour chacune de ses succursales de TOURS (réf. 202) et d'ORLÉANS (réf. 203)

Exploitants clientèle de particuliers

classe V, VI

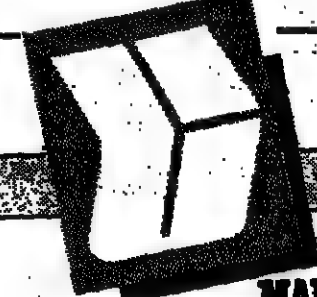
pour leur confort, outre la gestion et le développement d'un portefeuille, l'animation de l'équipe commerciale chargée des particuliers.

Homme de contact et de négociation, vous avez, au cours de votre expérience de l'exploitation bancaire d'au moins 6 années, apporté la preuve de votre technicité et de votre rigueur en matière de gestion, mais également de votre dynamisme commercial.

Votre culture générale et votre formation supérieure sont des atouts aussi précieux que votre connaissance du marché local.

Nous vous remercions d'adresser votre manuscrit, C.V., photo et prétentions - en précisant la référence du poste choisi - à BANQUE HERVET, Département du Personnel et des Relations Sociales, 127, avenue Charles-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

BANQUE
HERVET



1^{er} fabricant d'éléments préparés pour travaux finis, société française du groupe International MARK Inc. ; 3 usines, 5 milliards de francs de C.A., 88 % de volume à l'export. Une croissance soutenue - 1100 personnes, 24 ans d'âge moyen.

DES STATISTIQUES AU MARKETING

Nous recherchons pour notre service Planification Opérationnelle notre

MARKET AND SALES PLANNING MANAGER HT

(Responsable de la Planification Marketing et Vente)

225 000 F +

La mission : Analyser les données des ventes et leur évolution. Modéliser et interpréter. Appuyer les supports d'aide à la décision aux départements Marketing et Ventes. Animer une petite équipe jeune et motivée.

Le profil : Formation supérieure de type Economie, Mathématiques, Statistiques ou Ecoles de Commerce. Une expérience dans un service d'analyse de données sera un atout.

Vos qualités de Manager, votre aptitude à convaincre à tous niveaux, votre sens de l'initiative vous permettront d'évoluer au sein de la société ou du groupe en France ou à l'étranger.

Le salaire est motivant en fonction de l'expérience.

Le poste est à pourvoir dans un environnement agréable, proche d'Orléans, à 1 h 30 de Paris.

Envoyez à COMPTES PUBLICITE sous réf. 20940

20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra à notre Conseil.

unisabi

Le contrôle dans un laboratoire n'a pas de secret pour vous...

Notre groupe pharmaceutique, à forte notoriété, couvre l'ensemble du marché de la spécialité de prescription à la dermo-pharmacie. Nous recherchons le responsable de notre laboratoire de contrôle.

Vous avez pour mission de vérifier, au moyen d'analyses physico-chimiques et bactériologiques, la conformité des matières premières et des produits finis. Dépendant du Directeur de la production, vous dirigez 20 personnes, souvent formées sur le tas. Vous organisez leur travail, vous les animez : c'est une de vos tâches essentielles.

A 28-30 ans, vous avez un diplôme de pharmacien ou l'équivalent et êtes à l'aise en anglais. Votre carrière pourrait avoir débuté dans un laboratoire de contrôle. Aujourd'hui, vous voulez prendre des responsabilités. C'est ce que nous vous offrons. Pour cela votre aptitude à conduire une équipe est certaine.

Bien sûr, vous aimez la Bourgogne puisque vous y habitez.

Adressez votre manuscrit, CV, photo et rémunération sous référence F07 005 M à notre Conseil :

55 rue de Lyon 75012 PARIS

RÉSOUDRE
LES PROBLÈMES D'AVENIR

55 rue de Lyon

صحة من الاجل

**Le Monde
CADRES**

Promotion Stimulation

Le groupe Bernard Julhiet a de nouveau "réussi" en 1986 et développé ses points forts : Etudes, Conseils, Formation, Recrutement, Marketing direct, Commercialisation, Promotion des ventes.
Debut 87, nous souhaitons notamment "mettre l'accélérateur" sur les activités de Promotion-Stimulation.
- Par l'intégration de nouveaux directeurs de clientèle.
- Par la mise sur le marché de nouveaux produits hors médias traditionnels.
Professionnel de la promotion, votre activité s'exerce plutôt en agence ou chez l'annonceur, peut-être même avez-vous créé une société spécialisée que vous souhaitez développer.
Le Groupe Bernard Julhiet s'intéresse à votre compétence, votre engagement, votre tempérament commercial, votre esprit de conquête, votre tenacité.
Le Groupe vous apporte la formidable dynamique de ses 200 collaborateurs et de ses 8 unités complémentaires.
Merci de prendre contact avec nous au plus tôt en nous faisant parvenir par courrier votre CV (avec photo), vos suggestions, vos idées à Groupe Bernard Julhiet - 1 rue de Berri 75008 Paris - sous réf. PR 87 M.
Bien sûr une totale confidentialité vous est assurée.



GROUPE BERNARD JULHIET

Membre de Syntec

RESPONSABLE DES MEDIAS PERMANENTS HF

créez une identité visuelle

au sein de la Direction de la Communication d'une importante banque française et internationale

Vous serez chargé :
de définir, créer, faire évoluer et assurer le suivi de fabrication des différents supports de communication (conception et montage de stands, enseignes, logos, cadeaux institutionnels et promotionnels, chéquiers...) en cohérence avec la politique d'image de notre banque (dans toutes ses utilisations) et en fonction des impératifs commerciaux.
Diplômé de l'Enseignement Supérieur,

vous justifiez d'une solide expérience acquise en Agence ou chez l'Annonceur. De plus, vous serez à même de mettre en pratique vos qualités d'animateur auprès d'une équipe.
Connaître le milieu bancaire serait un plus.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, s/réf. 4561/LM, à MEDIA P.A. - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Est-ce que j'ai une tête à faire toute ma vie le même métier ?

"La banque, le crédit, les chiffres, pour moi c'est plus qu'un job... Un sport. Donc une passion. A condition toutefois de ne pas tourner en rond, de changer de rôle, de poste, de métier... A 30 ans environ, votre formation supérieure - E.S.C. assortie d'une spécialisation marketing - et votre expérience vous permettent de maîtriser et d'appliquer les techniques modernes de marketing bancaire. Vous connaissez également les produits de placement et vous êtes doté de qualités pédagogiques et d'animation.

Nous vous proposons de devenir notre **RESPONSABLE PROMOTION** pour la vente de nos produits de placement. Des études de marché à la stratégie commerciale, du choix des cibles à celui des objectifs, des argumentaires à la formation des vendeurs, vous saurez aider le réseau, concrètement, à coordonner et optimiser son action.
Alors, adressez-nous votre candidature, vous évoluerez avec nous.



LA HENIN
A chacun son patrimoine

Banque La Henin - Service Recrutement - 14, rue de la Ville l'Evêque - 75008 PARIS.



INGENIEUR

C'EST AU PIED DU MUR QU'ON VOIT LE... CONSULTANT

Nous pensons que tout consultant, femme ou homme, doit s'engager dans l'action qu'il préconise. Faute de quoi, il n'est guère qu'un "conseiller"...

Cette conviction fonde notre spécificité. Et explique le succès constant de SMC Internationale que les Directions Générales consultent depuis 20 ans déjà.

Sans souci de prospection, à l'écoute des entreprises, nos consultants consacrent toute leur énergie aux problèmes de nos clients. Leur rôle : déceler les origines de déperdition que recèle l'entreprise considérée, au cours d'une étude de quelques semaines sur le terrain.

Ensuite, accord sur un programme de travail en commun : à ce stade, un solide réalisme et le goût du dialogue sont indispensables. Car, pour chaque problème, il s'agit de proposer une solution concrète, précise, chiffrée.

Après la stratégie, l'action, puisque "c'est au pied du mur...". Notre consultant devient alors - pour l'ensemble et jusque dans le détail - le "moteur du changement".

Engagé sur des résultats tangibles et capable d'aller "au charbon", il doit alors mobiliser, convaincre encore... pour transformer les mentalités. Car la mission de ce meneur d'hommes s'achèvera quand le changement de celles-ci aura permis de vaincre les déperditions. Pas avant.

Votre honnêteté intellectuelle et votre sens de l'engagement vous portent vers cette philosophie. De formation ingénieur ou équivalent, vous avez une première expérience industrielle. C'est l'essentiel.

Prêts à vous accueillir, nous saurons vous donner tout complément de formation nécessaire et guider vos premiers pas dans ce métier passionnant.

Pour information complémentaire, appelez notre "Contact-téléphone" au (1) 42 61 82 81 (8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi, 10 h à 13 h le samedi) ou adressez votre candidature à SMC Internationale 6, rue des Frères Caudron, 78140 Velizy-Villacoublay.



SMC Internationale
6, rue des Frères Caudron - 78140 VELIZY.

**Contact-téléphone
(1) 42 61 82 81**



Le groupe des Ciments Français - CA de 5,4 milliards de F - Effectif 5400 personnes, recherche pour la Direction des Systèmes Informatiques :

Un ingénieur ou universitaire

Pour assurer le développement de logiciels systèmes dans un environnement IBM PC AT (réseaux locaux, télématique, interfaces...)

Spécialisé dans la programmation système, il disposera des outils les plus modernes de développement et d'analyse logique sur micro-ordinateur. Une première expérience de 1 à 2 ans serait appréciée : mais ce poste peut également convenir à un débutant très motivé. Connaissances des micro-processeurs et de la programmation composants VLSI ainsi que des systèmes de communication - Langages C et assembleur - Sens de l'organisation et du travail d'équipe - Bonne connaissance de l'anglais - déplacements France et étranger. Formation complémentaire assurée. Lieu de travail GUERVILLE (4 km de Mantes-La-Jolie) au Centre Industriel et Technique - Les Technodes. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération souhaitée sous la référence 73850/M à M. CLERE, S&C-CEGOS, Tour Chénou-Beaux - 92156 BOULOGNE CEDEX.

séle **CEGOS**
INFORMATIQUE

Fabricant de matériel d'équipement pour l'aviation, leader sur son marché, recherche

UN ACHETEUR PRINCIPAL

familiarisé avec l'outil informatique, il connaît bien les produits aéronautiques, mécaniques et électriques.

Il sait négocier des marchés - programmes annuels et possède 10 ans d'expérience dans la fonction Achats.

Position CADRE. Résidence : Région RHÔNE-ALPES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 28471 à Hervas Contact - 11, rue Président Carnot - 69002 Lyon, qui transmettra.

Larousse

**DIRECTEUR
ARTISTIQUE ADJOINT**

Vous assisterez le directeur artistique dans l'animation de ses équipes (40 personnes environ) au niveau : mise en page, illustrations, photo, documentation.
Analyser le contenu spécifique des projets, dialoguer avec des spécialistes de toutes les disciplines, constituer les autres aspects de votre travail, où vous aurez à mettre à contribution et votre culture générale et votre créativité.
Grand professionnel graphiste et typographe, vous avez une expérience de la conception graphique éditoriale des grands ouvrages et savez « manager » une équipe.
Ce poste basé à Paris est à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, lettre manuscrite et prêt.) s/réf. MO à LAROUSSE, Direction du Personnel, 17, rue du Montparnasse, 75296 Paris Cedex 06.



**LA CHAÎNE DES HOTELS ARCADE
(GROUPE PULLMAN INTERNATIONAL HOTELS)**
recherche pour son important développement en FRANCE et à l'ETRANGER

CHARGE D'AFFAIRES

Intégré à la Direction du service développement, vous êtes responsable de la recherche, conception, justification, montage et suivi de la réalisation des nouvelles unités.
Cette mission implique une bonne formation supérieure, un haut degré d'initiative, des qualités de négociateur et un bon esprit d'analyse et de synthèse. Les candidats âgés de 30 ans minimum devront justifier d'une première expérience dans le montage et le suivi d'opérations similaires. L'anglais est indispensable et de fréquents déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Adressez candidature, photo et prétentions à PULLMAN INTERNATIONAL HOTELS Service Recrutement - 12, rue Portalis 75008 PARIS.

Société de services, filiale d'un groupe important, spécialisée dans le conseil et l'assistance aux collectivités locales, recherche pour sa Direction Régionale de Montpellier un

**Chef des services
administratif et juridique HF**

Responsable d'une équipe (5 personnes), il devra assurer le conseil juridique et administratif aux sociétés locales et le suivi des problèmes liés au droit des sociétés, droit administratif et fiscal, droit du travail.
Juriste de formation, niveau DESS ou Doctorat, il devra justifier d'une expérience de 5 ans minimum au sein d'une équipe de Direction en entreprise et/ou en cabinet conseil.
Goûts du conseil et sens des contacts sont indispensables.
Le Groupe offre des possibilités d'évolution de carrière.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 5183, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

Le Monde CADRES

Consultant senior en management-marketing dans les Services Publics

Le Département Service Public de BERNARD JULHIET CONSEILS souhaite renforcer son activité dans ce secteur et plus spécialement dans le domaine des collectivités territoriales. Nos références actuelles, nos collaborations suivies avec des organisations telles que le Ministère de la Culture, la RATP, les Télécommunications, des Collectivités locales..., nous ont permis d'acquérir image, notoriété et compétences reconnues.

Vous avez besoin de vous impliquer fortement dans une activité en pleine croissance comme la nôtre et de rejoindre une équipe avec laquelle vous pourrez développer des prestations dans les domaines du management, du marketing stratégique et opérationnel, du diagnostic commercial-marketing, de l'assistance opérationnelle dans la mise en place de nouvelles méthodes et/ou d'outils de développement/communication.

Comme nous, vous avez une trentaine d'années ou un peu plus, et bien sûr, outre votre formation supérieure, vous avez un sens aigu de la communication, une grande exigence de qualité, une volonté permanente de la nouveauté et de l'efficacité. Une expérience du conseil en milieu public serait un atout certain.

Si vous souhaitez rejoindre l'un des principaux groupes de conseils français (200 collaborateurs, + de 100 MF de CA) merci d'écrire (en joignant CV + photo) à Bernard Julhiet Conseils - 28 boulevard de Bellevue 92500 Rueil-Malmaison, sous référence SP 87/1M.



BERNARD JULHIET CONSEILS

Membre de Syntec

CHALLENGES AMBITIEUX POUR COMMERCIAUX SANS FRONTIÈRES

ES.S.E.C. - H.E.C. - E.S.C.P. ou GRANDES ECOLES D'INGENIEURS

Selon votre expérience et vos aspirations, nous vous proposons l'une des responsabilités suivantes :

RESPONSABLE COMMERCIAL EUROPE DU NORD ET DE L'EST

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience réussie de vente, si possible de produits industriels. Vous prendrez la responsabilité du développement commercial de nos produits électroniques sur une partie de l'Europe :

- Définition de la politique de distribution adaptée à chaque pays.
- Prospection et mise en place de réseaux de distribution et actions de développement des réseaux existants, selon les pays concernés.

REF.87580/LM

RESPONSABLE PRODUITS EXPORT

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'une Grande Ecole d'ingénieur, vous possédez 4 à 6 ans d'expérience réussie de vente ou marketing de produits industriels, si possible dans un environnement international :

- Vous serez Chef de produits pour toutes nos gammes T.V., vidéo, hi-fi... vous analyserez l'évolution des besoins sur les marchés export et participerez, en relation avec les différents départements concernés du Groupe, aux définitions des gammes.
- De plus, vous assurerez au plan international, la responsabilité des ventes, de l'un de nos produits.

REF.87561/LM

Pour ces deux postes basés à PARIS, les nombreux déplacements nécessaires à la conduite de ces missions supposent la PARFAITE MAÎTRISE DE L'ANGLAIS ET DE L'ALLEMAND.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée) en précisant bien la référence du poste choisi à SELEGOM 226, rue du Faubourg Saint Honoré 75006 PARIS

**THOMSON
GRAND PUBLIC**



GROUPE SAUQUET

3500 personnes

10 usines

2 Milliards C.A.

2 Objectifs permanents :

- La QUALITE de nos produits et de nos services.
- L'INNOVATION, symbole du dynamisme de nos marques leader : SAUQUET-CASSEGRAM GRACIET.

La DIVISION LEGUMES du Groupe leader en France sur le marché de la Conserve de Légumes sous la marque CASSEGRAM recherche

Directeur d'usine (PARIS NORD)

Notre unité (180 permanents dont 5 cadres) transforme plus de 50 000 tonnes de légumes et programme d'importants investissements (23 MF en 1987) dans le cadre de son développement et de sa modernisation. Son directeur actuel étant appelé à de nouvelles fonctions au sein de notre Groupe, nous souhaitons intégrer son remplacement.

Agé au minimum de 35 ans, de formation ingénieur de préférence ENSIA ou AGRO, ce nouveau Directeur devra posséder une expérience réussie de la Direction d'un Centre de profit autonome dans le secteur Agro-Alimentaire. Dépendant du Directeur de la Division, ce péron d'usine sera totalement responsable du fonctionnement de son unité sur le plan technique (investissement, qualité, délais...), économique (approvisionnement, coûts, stocks...) et humain (relations sociales, communication, formation...).

Merci de nous adresser votre dossier sous n° 1821M ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 36-15 code CV PLUS sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.R.L. 12, rue de Pontfieu - 75006 PARIS

Nous sommes une société allemande, de notoriété internationale dans le domaine de la chimie appliquée au bâtiment avec, pour centre de gravité, les peintures destinées aux façades.

Nos produits, encore peu représentés sur le marché français, connaissent à l'échelle internationale un grand succès auprès des branches spécialisées.

Dans le cadre de l'extension de nos activités en France, nous recherchons pour notre société de vente en création, située en banlieue parisienne, un

DIRECTEUR DES VENTES

Le candidat retenu se verra confier la promotion et la vente de nos produits auprès des architectes sélectionnés et des offices d'urbanisme et créera ainsi la base de l'expansion future de la société.

Pour relever le défi et remplir cette fonction intéressante, le candidat devra posséder une expérience dans le secteur du bâtiment ou des peintures, et avoir fait ses preuves dans la vente. La bonne maîtrise de l'allemand est demandée.

La rémunération sera fonction des exigences particulières requises pour cette fonction.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 8 342 M
LE MONDE PUBLICITE
3, rue Montessuy, 75007 PARIS.

COPREMOA

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

ayant une expérience prouvée dans le marketing research quantitatif et qualitatif développer ses compétences dans le domaine socio-culturel. Pratique courante de l'anglais indispensable.

Ad. lettre manuscrite + C.V. à
COPREMOA
14, rue Milton, 75009 Paris.

Recherchons

ACHETEURS

prêt à porter, sportswear, bonneterie, lingerie, lingerie de maison.

Env. C.V. + photo s/vr 2244,
LE MONDE PUBLICITE
11, rue de Montessuy, Paris-7.

Collège privé cherché
SURVEILLANT as-temps.
Téléphone : 67-63-46-35.

Enseignement d'enseignement technique privé Paris

recherche

UN DIRECTEUR

Ce poste peut convenir à diplômé d'enseignement supérieur technique, sciences, mathématiques.
Sélections ré. exigées.

Adresser C.V., photo, références sous le n° 8 349 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue Montessuy, Paris-7.

Une importante société française (rattachée à un groupe leader européen) dont le management est résolument fondé sur la décentralisation et la responsabilisation, offre un poste évolutif de

Responsable de projets études générales

Il assurera la conduite de projets (études et réalisations) concernant des domaines très variés : organisation, investissement, prospective, études de prix... Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école, ayant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle (études générales, organisation, ingénierie), témoignant d'un bon "esprit marketing", imaginatif et réalisateur et ayant des capacités de "terrain".

Ce poste ouvre des perspectives d'évolution de carrière dans le groupe à des fonctions opérationnelles.
Poste basé à Lille

Ecrire sous réf. RD 318 AM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PERNOD

dans le cadre de la modernisation de ses outils industriels crée le poste d'

Adjoint au chef de service production

Nous recherchons un jeune ingénieur AM disposant d'une première expérience (2 ans environ) acquise en Production ou Méthodes.

Le titulaire du poste participera à la mise en place d'un projet d'un haut niveau d'automatisation et d'informatisation impliquant un investissement important (16 millions) et concernant un atelier (stockage - distribution...).

Il sera responsable de l'animation et de la formation du personnel utilisateur de systèmes modernes de manutention informatisée et de l'adaptation des conditions de travail à de nouvelles structures très élaborées permettant de développer qualité et performances.

Il sera l'interlocuteur de nombreux services à l'intérieur de la société et aura des relations avec les fournisseurs.

La réussite dans ce poste implique des qualités pédagogiques, un esprit d'innovation, d'ouverture, ainsi qu'un bon contact humain et le goût du terrain.

De larges perspectives d'évolution s'ouvrent à un candidat désireux de faire carrière en Production.

Lieu de travail : Créteil (94)

Ecrire sous réf. LX 314 AM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



CHIMIE

PRODUITS FILTRANTS ET ISOLANTS

Une grande société chimique, filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, offre deux postes évolutifs au sein d'un important département agissant en France et à l'exportation.

• Adjoint chef de département

Il collaborera étroitement avec le Chef du département et assurera des responsabilités concernant l'ensemble des activités :

- marketing : connaissance des marchés, politique des prix, promotion et publicité,
- établissement des budgets et des programmes de ventes et suivi des réalisations,
- appui aux différents réseaux de ventes,
- suivi de l'administration des ventes.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école d'ingénieurs (généraliste ou chimie), ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle à dominante commerciale, acquise soit dans les produits chimiques, soit dans les techniques de filtration et parlant parfaitement l'anglais.

référence MJ 311 AM

• Chef de marché industries alimentaires

Il sera chargé de la promotion technico-commerciale des produits de filtration destinés aux industries des boissons : participation à l'élaboration de la politique commerciale, définition des cahiers des charges, assistance technique à la clientèle et essais, orientation de la recherche.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école (généraliste ou industries alimentaires), ayant environ 5 ans d'expérience impliquant une bonne connaissance des techniques de filtration et parlant couramment l'anglais.

référence JV 312 AM

La réussite dans ces deux postes implique dynamisme, initiative et qualités marquées de contact.

Postes à Paris - Déplacements fréquents France et étranger.

Ecrire en précisant la référence.

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



سكزا من الاصل

Le Monde CADRES

CHEF DU SERVICE EXPORT

Proche banlieue parisienne

Une Société française, leader sur le marché du second œuvre du bâtiment poursuit son développement et recherche UN CHEF DU SERVICE EXPORT. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il assurera, sur l'étranger, le développement des ventes et la promotion des produits avec le concours d'un réseau d'agents locaux qu'il animera. Il recherchera de nouveaux marchés et il développera les relations avec les entreprises du bâtiment françaises exportatrices. Il négociera les principaux projets avec les maîtres d'œuvre et les maîtres d'ouvrage. Il assurera les appuis techniques et promotionnels à l'étranger. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure commerciale, trilingue Français/Anglais/Allemand, possèdera impérativement quelques années d'expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable soit dans une société du secteur second œuvre du bâtiment, soit dans une société commercialisant des biens d'équipement intermédiaires.

Ecrire sous référence 879/M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS - Discretion assurée.

Banque étrangère Paris Champs-Élysées

AU DÉPARTEMENT CONTROLE FINANCIER

nous recherchons

un collaborateur (H/F.)
classe IV/V

qui ait la responsabilité de suivre les mouvements financiers de la table des changes.

Il sera le correspondant du contrôle financier au sein du département des changes.

Pour cela il (elle) devra impérativement :
— Parler couramment anglais.
— Avoir une expérience de plusieurs années au back-office ou à l'audit.
— Avoir une formation comptable supérieure (DESS...).

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous la réf. 8339/M
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, Paris-7.

SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS

INDUSTAR

Le groupe des Ciments Français - CA de 5,4 milliards de F - Effectif 8400 personnes. recherche pour la Direction des Systèmes Informatiques :

Un ingénieur de développement en micro-électronique

Ingénieur ou Universitaire
2 ans d'expérience ou débutant à fort potentiel

Il sera chargé de la conception, de la mise au point de cartes d'interface intelligentes pour micro-ordinateurs dans un environnement IBM PC AT et du suivi de leur réalisation industrielle. Il disposera des outils les plus modernes de CAO et d'analyse logique sur micro-ordinateur. La réussite dans ce poste nécessite une expérience des matériels informatiques à micro-processeur, langage assembleur, l'utilisation de la logique programmable - bonne connaissance des systèmes de communication - le sens de l'organisation, et du travail d'équipe - Bonne connaissance de l'anglais. Formation assurée si nécessaire. Déplacements en France et à l'étranger. Lieu de travail : GUERVILLE (4 km de Mantilly-La-Jolie) au Centre Industriel et Technique - Les Technodes. Merci d'adresser votre manuscrit. CV détaillé et rémunération souhaitée sous référence 73851/M à M. CLERE, Sèle-CEGOS, Tour Chénouet - 92516 BOULOGNE CEDEX.

sèle **CEGOS**
INFORMATIQUE

PARTICIPEZ A DES PROJETS "HIGH TECH"

Nous sommes une société de prestations de conseil, intervenant auprès de sociétés d'ingénierie et de groupes industriels appartenant à des secteurs de pointe (aérospatial, spatial, nucléaire, armement, transports, électronique, télécommunications).

Dans le cadre de notre forte expansion en France et à l'étranger, nous recherchons des ingénieurs expérimentés pouvant devenir nos futurs consultants de niveau international dans les domaines suivants :

VLSI : circuits intégrés (CMOS), à base de cellules standard et complètes : élaboration des spécifications, des programmes de tests, des schémas bloques et différentes phases de la conception ; suivi de la réalisation.

C, UNIX : développements d'applications sur Motorola 68010/20 (civils et militaires). La connaissance du langage UNIX sera particulièrement appréciée.

MSC/NASTRAN : réalisation d'études thermomécaniques à l'aide du programme de calcul de structures MSC/NASTRAN. Une expérience dans la mise en œuvre de ce programme est exigée.

MECANIQUE DES FLUIDES : modélisations et calculs, à l'aide de programmes (éléments finis ou différences finies), de différents types d'écoulements.

La dimension internationale de nos projets requiert une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1967 à FISKE LECRAO S.A. - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

avec nous, prenez de l'essor...

Pour un haut recrutement

A 28-30 ans environ, de formation supérieure (Psycho - Économie, ou ÉC selon votre profil), vous avez une expérience d'au moins 4/5 ans dans le recrutement de cadres, acquise en Cabinet ou en Entreprise, vous a permis de faire la preuve de votre professionnalisme. Vous souhaitez aujourd'hui valoriser vos qualités au sein d'un Cabinet Conseil performant. Notre croissance s'inscrit dans le respect de nos trois valeurs fondamentales : QUALITÉ - SERVICE - RENTABILITÉ.

Vous prenez la responsabilité de l'activité recrutement de SELECOM, pour des populations variées : commerciaux - gestionnaires - ingénieurs.

Pour réussir à nos côtés, vous devez nous démontrer vos capacités d'écoute, de créativité, de maturité, de disponibilité, de rigueur.

Le salaire, ouvert à toute formule d'intéressement, tient compte de votre performance.

Si ces perspectives vous motivent, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle et souhaitée), sous la réf. 87565/LM, à SELECOM, 225, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Selecrom
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Logistique distribution

Leader européen du bagage, nous réalisons 60 % de nos ventes à l'export.

DELSEY Nous recherchons un CHEF DE SERVICE

TRANSPORTS-EXPEDITIONS

En France et à l'international, il aura l'entière responsabilité d'organiser et gérer la distribution physique des produits finis : stocks, préparation des commandes, relation avec les transporteurs et les transitaires.

Animant une équipe de 40 personnes, il aura le souci constant de la qualité du service rendu au client et de l'optimisation des coûts et des délais. Ce poste convient à un cadre de formation supérieure possédant au moins 10 années d'expérience de la fonction.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Poste basé en proche banlieue Nord-Est.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 702 099 M (à mentionner sur l'enveloppe).

B K C BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Banque de crédit à long et moyen terme, quartier Champs Élysées (50 p. actuellement) connaissant un développement rapide - rattachée à un groupe important - recherche un

cadre commercial

Formation supérieure, niveau de départ classe V

Au sein d'une petite équipe de cadres, il sera chargé de :
• la recherche de clientèle (commerçants ou petites PME secteur principal : hôtellerie, restauration) essentiellement par l'intermédiaire de prescripteurs
• l'étude de dossiers de demande de crédit et de leur présentation aux comités d'engagement de la Banque.

Ce poste conviendrait à un cadre ayant d'excellentes qualités commerciales, le sens du risque et âgé de 28 ans minimum. Expérience très souhaitée dans banque ou établissement de crédit à moyen ou long terme.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous réf. 1183 M à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder - 75009 Paris

SOCIÉTÉ A TAILLE HUMAINE
filiale d'un grand groupe international
(350 personnes) recrute pour son siège social
basé à PONTAISE (95)

Directeur du Personnel

FONCTION : Rattaché au Directeur Général, il aura pour mission :

— l'élaboration de la politique personnelle et sa mise en œuvre,
— la représentation de la Direction Générale auprès des DP et CHSC, préparation et participation au CE
— la gestion administrative
— la formation, le recrutement

Il se verra confier, par ailleurs, la responsabilité des services généraux du siège.

PROFIL : De formation supérieure (Droit, DESS...) ou professionnelle, il devra avoir :

— une expérience confirmée dans la fonction de 8 ans environ,
— une bonne connaissance et la pratique de la législation sociale et des conventions collectives de la métallurgie.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions en rappelant la réf. 64781 à

PROJETS - 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra. Discretion totale assurée.

BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

recherche pour son équipe ORGANISATION

JEUNE INGENIEUR H/F

Débutant ou première expérience

• Diplômé Grandes Ecoles d'Ingénieur ou de Commerce.
• Apte à la communication, persuasif et goût du travail en équipe.

Vous participerez, sous la conduite d'un ingénieur en organisation senior, à l'analyse des fonctions et des circuits d'information existants pour concevoir et mettre en place de nouveaux systèmes organisationnels.

Des connaissances informatiques et/ou des nouveaux produits de trésorerie seraient appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 21874 à B.U.E. - Service du Recrutement 75107 Paris Cedex 02.

l'avenir sur les chapeaux de roues !

JEUNES DIPLOMES

Filiale française du Groupe SKF, premier producteur mondial de roulements (45 000 personnes, 20 milliards de C.A.), nous avons pour ambition de recruter 150 jeunes diplômés sur 5 ans à l'échelle européenne.

Nous créons, à notre siège de CLAMART, le poste-clé de RESPONSABLE DU PLANNING CENTRAL DE PRODUCTION.

De formation Ingénieur ou Ecole Supérieure de Commerce, vous débutez votre vie professionnelle ou pouvez peut-être déjà une première expérience en logistique industrielle.

La complète prise en charge d'un système de planning de production et la participation à un projet international d'information vous tentent ? Nous saurons vous donner les moyens de mener à bien cette passionnante mission.

Doué d'une autorité naturelle, vous êtes aussi un homme de contact. Alors prenez l'avenir sur les chapeaux de roues ! Contactez les collaborateurs d'ALLO-CARRIÈRES. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, au (1) 45.02.15.74. (Précisez la réf. 494).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, s/réf. 494/LM, à ALLO-CARRIÈRES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

SKF

(1)45.02.15.74

BANQUE INTERNATIONALE

CADRE DE BANQUE (classe V)

Pour un poste à responsabilité au sein de son DÉPARTEMENT DU CRÉDIT

Une expérience de plusieurs années de gestion d'entreprises et d'engagements par signature est indispensable ainsi qu'une très bonne maîtrise de l'anglais.

Envoyer C.V. et prétentions à :

B.A.I.L.

12, place Vendôme, 75001 PARIS.

MARTINI

recherche, dans le cadre de son développement, un

organisateur (H/F)

Conduisant des missions pour la Société et ses filiales et dépendant du Directeur Administratif du Groupe, vous devrez :

• participer à l'élaboration de la politique générale en matière d'organisation,

• analyser les besoins et développer de nouveaux projets d'organisation, en établir les caractéristiques techniques et économiques, animer et suivre leur mise en place,

• assurer la maintenance et l'optimisation des procédures existantes des différentes activités, commerciales, techniques, logistiques ou administratives.

Pour cette création de poste, nous souhaitons intégrer un jeune collaborateur ayant une expérience de 3 ans en organisation, de préférence au sein d'un cabinet spécialisé. Diplômé d'une école supérieure de commerce (HEC, ESSEC, ESCA), vous êtes rigoureux et possédez l'esprit de synthèse. Vous savez communiquer et convaincre.

Ce poste peut constituer une étape pour une carrière évolutive dans notre Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. sous réf. LM à : MARTINI & ROSSI - Direction des Services du Personnel, 19, avenue Michélet - 93400 SAINT-OUEN.

Le Monde CADRES

Important Groupe Chimique spécialisé dans la fabrication de matières plastiques, recherche pour l'un de ses centres de Production et de Recherche situé dans le Nord de la France (à proximité de LILLE)

3 INGENIEURS GENIE CHIMIQUE

Débutant ou ayant acquis une expérience de 2 à 3 ans. Ils participeront à l'amélioration des procédés de fabrication, à l'étude et à la réalisation de projets d'investissement.

1 INGENIEUR SYSTEME

De formation Ecole Supérieure d'Electricité, ou d'Electronique. Il devra posséder 2 ou 3 ans d'expérience dans l'automatisation des procédés dans l'industrie chimique.

1 INGENIEUR CHIMISTE

Débutant ou ayant acquis 1 à 3 ans d'expérience dans la chimie des polymères ou la science des matériaux. Sa mission consistera à planifier et superviser les programmes de développement des produits, à analyser la structure et les propriétés des polymères et à apporter un soutien technique à la fabrication et au service technique en clientèle. Pour tous ces postes, il est indispensable de pratiquer couramment l'anglais.

Merci d'envoyer votre candidature, CV et prétentions sous référence 61797 à CONTEXTE PUBLICITE - 16, place du Général de Gaulle - 59800 LILLE

LE MONDE PUBLICITE SA

recherche
JF ou JH pour fabrication informatique d'ordres de publicité et annonces classées, expérience souhaitée. Etre rapidement.
Env. C.V. et prétent.
à M. REMY,
5, rue Montessuy, Paris-7^e.

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

FORMATION DECIS

Adresseur C.V., prétentions sous réf. 1111 à PARFUMS, 4, rue Robert-Etienne, 75008 PARIS, qui transmettra.

Le Centre d'Informations Financières (10 ans exp.) organise un stage pour recruter des **CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.)** - Gérer des relations publiques - Formation adaptée - Rémunération intéressante. Tél. pour R.V. : 45-00-24-03.

CHERCHE

COMMERCIAL PROFESSIONNEL

Pour monter réseau pub. Tél. : 39-55-17-16.

INSTITUT CHERCHE

ENSEIGNANT

spécialisé en systèmes et modèles tactiles. Diplôme supérieur en arts appliqués ou diplôme du CNAM (sur et tactile) ou équivalent. Entre 1500 et 16 000 \$4053 MONTPELLIER CEDEX.

PME-PME 300 personnes recherche pour PARIS-16^e

CHEF COMPTABLE

H/F, 40-45 ans, DECIS complet. Plusieurs années d'exp. dans poste similaire. Séries références exigées. Adresseur C.V. détaillé en indiquant prétentions. 18^e DUREY, 22, rue Wilhem, PARIS-16^e. Réponses assurées.

Ceux qui gagnent choisissent Mobil



En Formule 1, pour gagner, WILLIAMS a choisi MOBIL.

Choix de la qualité, de la fiabilité, de la performance. Vous qui avez l'ambition de réussir vous choisirez aussi MOBIL.

INGENIEUR INFORMATICIEN-AUTOMATICIEN

IBM 4381/3 sous MVS avec CICS, IDMS, IBM 8100 avec DPPX - DMS.

Vous avez une expérience de 3 ans ou moins de la conception et de la mise en service de systèmes informatiques de contrôle et d'optimisation de procédés de fabrication de fluides en continu.

Vous avez de bonnes connaissances générales en informatique et en automatique.

Vous avez le goût du travail en équipe et des relations avec les exploitants.

Nous vous proposons de participer à la définition et au développement d'un projet d'automatisation de notre raffinerie de N.D. de GRAVENCHON (Seine-Maritime).

Prière d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 20004 à MOBIL OIL FRANCAISE - Service Recrutement - Tour Septentrion, 92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 9.

Mobil
Avancez avec nous.

UNIVERS DE LA GESTION

Avec un chiffre d'affaires de 800 millions de francs et des actifs gérés de 10 milliards, la B.P.R.O.P. (Banque Populaire de la Région Ouest de Paris) a la confiance de plus de 200 000 clients. Son taux continu de croissance l'amène à rechercher de nouveaux RESPONSABLES DE PORTEFEUILLE et RESPONSABLES DE LA GESTION COMMERCIALE AGENCE.

Responsables de portefeuille CLASSE IV-V

Cet effort d'expansion, vous êtes prêt à le soutenir dans votre domaine d'activité, le développement commercial. Sous l'autorité de votre Directeur de secteur, basé dans une grosse agence de la région Ouest de Paris, vous gèrerez votre portefeuille de clientèle d'entreprises ou

de particuliers. Agé d'environ 28-30 ans, votre formation supérieure ou ITB, votre expérience minimum de 3-4 ans et vos qualités de négociateur vous rendent instantanément opérationnel. Votre réussite sera synonyme de promotion. (Réf. 495)

Responsables de la gestion commerciale agence CLASSE IV-V

Vous partagez également ce désir de participer à notre croissance grâce à vos qualités commerciales. Intégré dans une importante agence de la région Ouest de Paris, vous animeriez votre équipe d'une dizaine d'agents de contact pour servir et développer votre clientèle grand

public (particuliers, petites entreprises...). Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure ou ITB, vous êtes déjà performant car vous justifiez d'une expérience similaire (5 ans) de ce poste. Vous évoluerez car vous partagez notre désir d'expansion. (Réf. 496)

Votre contact-réussite : contactez les collaborateurs d'ALLO-CARRIERES. Elles vous informent et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, au (1) 45.02.15.74. (Précisez la réf. choisie). Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, s/réf. choisie, à ALLO-CARRIERES 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Banque Populaire

(1) 45.02.15.74

VOTRE EXPERIENCE AU SERVICE DE NOS PERFORMANCES

Filiale d'un puissant groupe multinational, notre société - plus de 4000 personnes - est leader sur son secteur d'équipements pour l'automobile. Nos performances sont réalisées dans un contexte international (40 % du CA à l'export). Notre Direction Générale des Opérations, responsable de la production et de la commercialisation de nos produits recherche pour sa direction financière deux diplômés HEC, ESSEC, ESCP, ESC + DECS.

UN CONTROLEUR DE GESTION

France

pour animer et diriger les fonction du contrôle de gestion opérationnel.
- 7 à 12 ans d'expérience similaire en milieu industriel, contexte international.
- expérience réussie d'encadrement.
- bonne connaissance des outils informatiques.
- maîtrise procédures de gestion anglo-saxonnes.
- anglais courant + allemand/italien apprécié.

Réf. 862 M

UN CONTROLEUR DE GESTION

Filiale Italienne

pour mise en place, contrôle et suivi des procédures de gestion en interface avec le siège.
- bilingue italien/français + anglais des affaires.
- très bonne connaissance des systèmes comptables, bancaires, fiscaux et juridiques italiens.
- 5 à 10 ans d'expérience similaire en milieu industriel, contexte international.
- maîtrise procédures de gestion anglo-saxonnes.
- déplacements fréquents.

Réf. 861 M

Ces deux postes sont basés dans le Nord-est de Paris (proche banlieue).

Nous souhaitons intégrer des candidats expérimentés, à fort potentiel. Nous leur offrons une évolution en fonction de leurs performances. Chantal CARLIN vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (avec photo) en précisant votre salaire actuel, vos prétentions, en rappelant la référence du poste. Elle vous garantit une totale confidentialité. KEY MEN - 10 rue de Rome - 75008 Paris.

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE LAUSI L'ANTI

Le FEC : Fonds d'Expansion Confédéral recherche son

DIRECTEUR

L'organisme : Fonds d'intervention créé il y a 14 ans comme outil stratégique de développement du mouvement coopératif. En 87 : 50 000 000 de fonds propres, capacité d'intervention annuelle de 10 à 15 millions.

Le poste : sous l'autorité du Président. Suivi des en-cours, étude des nouveaux dossiers (environ 80 par an), montage des opérations, relations avec les entreprises (Coopératives Ouvrières de Production), les structures régionales, les banques.

Le but : continuer l'action de son prédécesseur. Etudier de nouvelles formules de financement et d'investissement.

Celui que nous recherchons : credit-man dans une banque d'affaires, une compétence d'ingénierie financière, le sens du diagnostic et de la négociation.

Pour assurer la continuité, la prise de fonction devrait avoir lieu début Juin au plus tard.

Merci de signaler votre intérêt à Alain SARTON sous réf. 802 M

plein emploi
10, rue du Mail 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



JEAN THOUARD

CONSEIL EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE
recherche pour son DEPARTEMENT BUREAUX :

COLLABORATEUR de HAUT NIVEAU

De formation supérieure (grande école ou université), ayant une expérience de plus de 5 ans comme professionnel de l'investissement immobilier. Autonome dans sa fonction, il participe à la politique de développement du Département Bureaux, Locaux Commerciaux. Larges possibilités d'évolution dans des structures décentralisées. Rémunération importante et intéressante au chiffre d'affaires.

Merci de nous écrire en précisant votre expérience, vos réalisations et votre niveau de rémunération à notre conseil Alain SARTON sous réf. 800 M

plein emploi
10, rue du Mail 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

Participez à nos nouveaux projets en Arabie

Jeune Ingénieur Grandes Ecoles

Nous vous proposons de participer aux études de prix faites sur place, d'être le correspondant des équipes d'études de prix du siège et d'assurer les relations avec le client, le consultant, les fournisseurs et les sous-traitants locaux pendant la période de préparation des offres.

La connaissance de l'anglais est indispensable.
Le poste basé à Ryad, est à pourvoir rapidement.
Le séjour en famille peut être envisagé.



Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, photo récente et prétentions, sous réf. LM003 à Dumez, Service des Relations Humaines, 345 avenue Georges Clemenceau, 92022 Nanterre Cedex 02.

MULTIPLIER LES PERSPECTIVES.

هكذا من الاجل

5021 من الاحل

Le Monde CADRES

REDACTEUR DE CONTRATS

Rattaché au chef de département, il aura pour mission :

- d'assurer la rédaction et le suivi des contrats d'études et d'assistance technique,
- de préparer les demandes d'aide financière auprès des organismes publics, en relations avec les chefs de laboratoire et les Co-contractants du centre.

De formation licence ou maîtrise de Droit, le candidat aura une expérience de 2 à 3 ans dans un centre de recherche, une entreprise publique ou une compagnie d'assurances.

Adresser C.V., lettre-motiv., photo et prés. réf. 11842 à Contesse Publicité 20, av. Copernic 75040 Paris Cedex 21 qui transmettra.

POUR TRAITER AVEC LE MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE : UN INGENIEUR D'AFFAIRES.

... Diplômé d'une Grande Ecole, bien introduit auprès des constructeurs automobiles ou de l'industrie métallurgique (3/4 ans d'expérience en qualité d'ingénieur d'affaires). Fabricants et distributeurs de pièces de précision pour les moteurs automobiles, rattachés à une puissante société US, nos salariés sont solidaires : CA 156 MF, 365 personnes. Nous vous proposons de travailler l'ensemble de la France, notamment la région parisienne. Après de vos clients, vous vous attacherez à développer un véritable climat de confiance. Quelles relations, dynamisme et autonomie complètent donc ce profil de commercial hors pair, de conseiller technique de haute volée. Vos premiers objectifs atteints, il ne tiendra qu'à vous de faire évoluer votre carrière, notamment à l'échelon européen. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 87/45/115 à notre Conseil Nadine DESNOYERS.

Dominique Leliga Conseil
1 rue Giscard d'Estaing BP 1522 - 37015 TOURS Cedex

Systèmes d'Automatisation Flexible de Manutention

Un Directeur Général

350/450 KF

Bols

Climax Automation : les outils du grand groupe auquel elle appartient : ALSTHOM. Nous sommes à présent résolument engagés sur la voie de l'innovation et de la réalisation d'installations importantes. Des chiffres : CA 40 MF, 50 personnes. Vous allez définir la stratégie de développement de la société, diagnostiquer ses points forts, ses points faibles, vous appuyerez sur les compétences d'une équipe de direction très impliquée. Ingénieur Grande Ecole, vous débutez avec cette équipe les grandes orientations que doivent prendre nos activités et produits. Homme de gestion, vous organisez et contrôlez l'aspect budgétaire, les résultats. A 35/40 ans environ, vous avez forcément tenu des responsabilités de Direction ou sein d'une PME ou d'une division de grande entreprise (biens d'équipements industriels de type système). Proche de nos activités, cette expérience vous veut de bien connaître les exigences de nos clients. Prenez contact avec notre Conseil Pascale GALAMPOUX. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 87/37/026, Dominique Leliga Conseil, 1 rue Giscard, BP 1522, 37015 TOURS Cedex.

Climax Automation

groupe ALSTHOM

ingénieur de production

ENSIA - ENSAIA

MARSEILLE

Un Groupe agro-alimentaire performant, 5 milliards de C.A. environ, cherche pour l'un de ses établissements situés à MARSEILLE un ingénieur ENSIA, ENSAIA.

Rattaché au Chef du Service Production, il sera responsable au plan technique et humain d'un ensemble de process fonctionnant en service continu.

Il a une première expérience en Industrie agro-alimentaire et une personnalité de leader et d'homme de terrain maîtrisant avec aisance les outils de communication. Bon organisateur, il pratique la micro-informatique.

Une formation complémentaire en gestion serait appréciée. La Société offre de bonnes perspectives d'évolution.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, précisant la rémunération actuelle) sous référence 2496-M, seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourlin

CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALBA-LORRAINE
93100 ANTONY

STE SPECIALISEE en ELECTRONIQUE
et en INFORMATIQUE
(simulation; imagerie, ingénierie...)
recherche pour son établissement de
RENNES
un INGENIEUR COMMERCIAL
ou TECHNICO-COMMERCIAL
Quelques années d'expérience, connaissances en
imagerie (synthétique 3D ou graphique) et infor-
matique temps réel appréciées, anglais courant
indispensable.

Adresser C.V. et prétentions à HAVAS EMPLOI
N° 9623 AT, BP 2009X, 35040 RENNES Cedex.

capitales propositions commerciales

Réelle opportunité.
PME de services et conseils aux
entreprises en pleine expansion
cherche associé
(actif ou non) disposant 1 000
ou 2 000 KF pour plus-values
et développements importants.
Activité très lucrative, ambiance
désirable et urgente. Entre sous
réf. 87/02, CORYPHÉ,
48-51, rue d'Alsace,
75018 Paris.

propositions
diverses

« Emplois et Carrières »
de la fonction publique,
numéro spécial de FRANCE
CARRIÈRES, chez votre ten-
chand de journaux (R.P.I.).

SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES

COMPTABLE

Nous vous confierons la tenue de la comptabilité de sociétés exerçant leur activité dans le domaine immobilier (SCPI). Titulaire d'un BTS ou d'un DUT, vous possédez une première expérience dans ce domaine que vous souhaitez valoriser. (Réf. 4579/CP/LM)

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ

Vous superviserez la comptabilité de sociétés à vocation immobilière (sociétés de marchés de biens, SCPI) et assurerez l'encadrement de 3 personnes. Vous justifiez d'une expérience de plusieurs années et êtes titulaire d'un DECS ou d'un niveau équivalent.

Lieu de travail : PARIS.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence correspondante, à

MEDIA BA

71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS,
qui transmettra.

BANQUE PARISIENNE PARIS-8^e en forte expansion

RECHERCHE

COMPTABLE CLASSE V

assistant du responsable comptable.

- Bonnes connaissances des opérations de banque et de leur comptabilisation.
- Maîtrise de l'outil informatique indispensable.
- 8 à 10 ans d'expérience.
- Libre rapidement.
- Poste évolutif pour candidat motivé.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. complet s/lr n° 8 340 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

CARRIÈRE BANCAIRE

Vous avez complété une expérience bancaire de 5 à 6 ans par une formation ITB ou CESSB. Nous vous proposons un poste de Chef de Département Formation au sein d'une équipe assurant le perfectionnement des cadres d'un grand groupe bancaire.

Vous concevrez et animerez des cycles pédagogiques, vous assurerez la promotion des études dans les 20 pays où le Groupe opère.

Évolution à moyen terme vers un commandement en exploitation.

Adresser C.V., photo et souhaits sous réf. 1408/F
A.M.P. - 40, rue Olivier de Serres
75015 PARIS (qui transmettra)

Groupe Bancaire Paris 8^e recherche pour son département Crédit Bail Immobilier

Jeune Gestionnaire H/F

Niveau BAC + 2 (gestion ou comptabilité).
Expérience 3 à 5 ans dans une SICOMI ou
chez un administrateur de biens.
Connaissance de l'outil informatique
appréciée.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo
+ prétentions sous réf. 1097/M à LTA
Antenne St Lazare 39, rue de l'Arcade
75008 Paris qui transmettra.

UNIVERS DE LA GESTION

BANQUEUR SUD-OUEST

SOCIÉTÉ FRANÇAISE du Secteur Nucléaire - chiffre d'affaires consolidé supérieur à 20 milliards de francs - effectif de l'ordre de 10.000 personnes - recherche un :

responsable comptabilité générale

Au sein des services comptables il animera une équipe composée d'une dizaine de personnes et il sera responsable de :

- la comptabilité générale du Siège,
- la centralisation des comptabilités des établissements,
- la coordination de la gestion des immobilisations,
- la gestion comptable d'une importante trésorerie,
- l'évolution des systèmes comptables en relation avec les informaticiens (en tant qu'utilisateur et en tant que concepteur d'application).

En relation fonctionnelle avec les établissements, les autres services financiers, la Direction du Personnel et le Service Informatique, la qualité des contacts humains est un facteur déterminant pour assurer la fonction.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce - option finance/comptabilité + DECS - ou d'une formation équivalente, ayant acquis un minimum de 5 ans d'expérience dans la fonction.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (rejointes), prétentions sous référence 21.900-M, à l'attention de H. CARON



Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
55, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

TOUTES VOS RESSOURCES POUR NOTRE PERSONNEL

SI VOUS VOULEZ PARTAGER LA VOLONTÉ D'INNOVER ET DE
GAGNER AVEC UNE ÉQUIPE QUI RELEVÉ LES DÉFIS,
VENEZ REJOINDRE LESIEUR ALIMENTAIRE.

ASSISTANT GESTION DU PERSONNEL

Une personnalité, des ambitions, un potentiel : nous recherchons l'homme qui évoluera vite et bien avec nous.

Sous la responsabilité du Directeur des Relations Humaines et de la Qualité, vous serez chargé de manière à assurer rapidement une équipe de 5 personnes plus particulièrement chargée de l'administration du personnel (général, déclarations sociales et fiscales...).

Vous serez responsable de l'évolution de votre système d'information. Gestionnaire rigoureux sans oublier d'être un homme de communication, vous avez une formation supérieure de type IEP, DESS de gestion sociale. Une expérience d'un moins 2 ans dans une fonction similaire est indispensable. Ce poste est très évolutif et implique une prise d'importantes responsabilités à moyen terme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 231, à la Direction du Développement Social Groupe, Agnès Girault, 122 avenue du Général Leclerc 92100 Boulogne.

GROUPE
LESIEUR

Assistant marketing à Toulouse

Filiale de 8 Caisses Régionales de Crédit Agricole du Sud-Ouest, notre Société développe une activité d'études, de recherche et de conseil, pour ces 8 caisses, mais également au niveau national.

L'expansion de l'activité marketing (bancaire) nous amène à intégrer un jeune Assistant Marketing (H/F).

En liaison directe avec le Responsable du département marketing, il coordonnera et mènera à bien les études et recherches très variées (sauf interne ou avec la participation de cabinets extérieurs) mises en œuvre pour l'ensemble des Caisses Régionales, ou pour l'une d'entre elles.

Il proposera également les thèmes d'études et de recherches nouveaux qu'il jugera intéressants.

Son profil :

- Sup. de Co. Maîtrise de Gestion ou équivalent...
- 2 ans d'expérience en marketing, de préférence au sein d'un organisme bancaire ou financier,
- 24-27 ans,
- la volonté d'intégrer une petite structure dynamique, en expansion et travaillant pour un secteur ayant à relever de nombreux défis marketing.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo, prétentions à notre Conseil Henri THOMAS - CAPFOR Grand Sud-Ouest - 5, place de la Libération - 32000 AUCH, qui vous assure de sa totale discrétion.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES - METZ - NICE
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - CAEN - MONTLUÇON - NIMES - QUIMPER

CONTROLE DE GESTION

Sous l'autorité du Directeur du Contrôle de Gestion et de la Comptabilité, vous aurez la responsabilité du contrôle budgétaire et des procédures.

Vous participerez activement à l'élaboration des budgets annuels et des plans à long terme, ainsi qu'à la réactualisation des prévisions.

Vous utiliserez et adapterez en permanence les outils informatiques et comptables pour présenter mensuellement les rapports de gestion. En collaboration avec les départements, vous ferez la synthèse des analyses d'écart et des mesures correctrices.

Vous contrôlerez l'application des procédures internes et assurerez leur mise à jour. Diplômé d'une école de gestion, vous avez acquis une expérience professionnelle d'environ 3 à 5 ans, soit en entreprise, soit en cabinet d'audit, en tout cas dans un environnement très informatisé.

Vous pratiquez l'allemand ou l'anglais.

Adresser votre lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à :

BMW France
JF Guthmann Direction du Personnel
3, avenue Ampère - 78390 Bois d'Arcy

UNIVERS DE LA GESTION

Financier... mais aussi juriste

CREDIT IMMOBILIER

Nous sommes un prestataire financier et immobilier présent dans de nombreux

crédits immobiliers nous créons le poste de

CHEF DU SERVICE PRE-CONTENTIEUX / CONTENTIEUX

Votre profil — Après une formation supérieure en Gestion-Finance + Droit, vous êtes depuis au moins 5 ans le bras droit du

chef de service contentieux dans un établissement de crédit pratiquant l'immobilier. Vous souhaitez maintenant exercer la totalité de la fonction, en prise directe avec la ligne opérationnelle de

distribution des prêts. Vous offrez des capacités à la fois d'administrateur, de gestionnaire-financier et de juriste.

Votre mission — Vous animerez et motiverez une équipe de 5 personnes chargée de la gestion quotidienne des dossiers de

pré-contentieux/contentieux. Vous devrez donner par dossier les moyens juridiques-financiers les plus appropriés pour recouvrer la dette et

écarter de la procédure dans le cadre d'une délégation. En liaison étroite avec le chef de service juridique, vous rédigerez un cahier des charges

permettant la mise en place d'un système informatique performant pour l'activité de votre équipe.

Votre challenge — Attendez des objectifs ambitieux de réduction de l'impayé global grâce à une organisation dont vous serez vous-même

responsable. Vous serez en mesure de faire passer votre candidature (lettre + C.V. + photo + rémunération actuelle) sous

référence à **AREF, 8, rue Halévy, 75009 Paris**, qui transmettra.

*Vous pouvez préciser les coordonnées avec lesquelles vous ne désirez pas entrer en contact.

SOCIÉTÉ DE GESTION, FILIALE D'UNE CHARGE D'AGENT DE

CHANGE EN FORTE EXPANSION recherche

UN GERANT DE PORTEFEUILLE

CLIENTELE PRIVÉE (RM. 1014)

Il assurera la gestion de la clientèle adossée avec l'aide de trois assistants et les conseils de l'équipe d'analyses.

De formation commerciale supérieure complétée par une bonne maîtrise de l'analyse financière (diplôme SFAF), il possède une dizaine

d'années d'expérience de gestion de clientèle privée. Sa capacité à animer et à motiver des équipes fait de lui l'entrepreneur

recherché.

UN GESTIONNAIRE D'OPCYM (RM. 1015)

Vous avez acquis une expérience de 3 ans au moins dans le domaine de la

gestion de portefeuille institutionnel ou privé et vous maîtrisez les mécanismes boursiers.

Votre formation supérieure (HES, DAUPHINE, Ingénieur + Gestion) et votre connaissance de l'analyse financière vous prédisposent

à prendre progressivement en charge la gestion de certains de nos Fonds Communs de Placements.

La pratique de la gestion obligataire, du MATIF ou des marchés étrangers est un plus pour ce poste.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle

sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe).

BK C BERNARD KRIEF CONSULTANTS
118, rue du Bac - 75007 Paris

DIRECTEUR SERVICES GÉNÉRAUX

aptitudes aux problèmes techniques, gestion fournisseurs

CONTRÔLEUR DE GESTION

Diplôme études supérieures, expérience confirmée.

Envoyer C.V., 75001 PARIS-CHATELET

8, rue des Laines - Tél. : 42-21-33-60

818 TRAVAIL TEMPORAIRE

Le développement de nos entreprises

nécessite des collaborateurs expérimentés

et nous recherchons pour le poste de

contrôleur de gestion un candidat sérieux

et dynamique. Dans ce cadre, nous

recherchons des candidats expérimentés

et motivés.

Envoyez votre C.V. détaillé avec photo et

prétentions (sous lettre manuscrite) au

Cabinet MORACCHINI (Département Sélebanque, réf. 8730) 22 bis, rue des Belles-

Faillies, 75116 Paris, qui vous garantira une discrétion absolue.

SICAV - FCP

COMPTABLES

Vous devrez mener à bien la gestion comptable et administrative de nos produits.

Vous êtes titulaire d'un BAC G2 ou d'un BTS comptabilité et justifiez d'une première

expérience dans ce domaine. (Réf. 4588/CP/LM)

RESPONSABLES DE GROUPE

Vous serez chargé d'organiser et d'animer une

équipe de 5 comptables environ. Une formation de type BTS et quelques années

d'expérience dans une fonction similaire vous permettront de mener à bien la

mission que nous vous confierons. (Réf. 4588/RG/LM)

Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser votre candidature (lettre

manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la

référence correspondante, à

MEDIA BA

71, av. Victor Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Groupe de presse

recherche pour son service comptabilité

RESPONSABLE FOURNISSEURS

Le poste (évolué) nécessite une excellente formation professionnelle

(minimum 10 ans) ainsi que des capacités d'initiative et de diplomatie.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et rémunération

actuelle, sous le n° 8 541 42, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, Paris-7.

Important organisme professionnel PARIS-8

recherche son :

CHEF DE SERVICE JURIDIQUE

30 ans minimum, formation juridique 3^e cycle.

Expérience de quelques années dans l'immobilier exigée.

Solides connaissances en droit immobilier.

Écrire sous le n° 8 328 M LE MONDE Publicité

5, rue de Montessuy, Paris-7.

MORY-TNTE

Nous sommes l'un des leaders du Transport National et International. Au travers de plus de 100 Agences en

France et de nos Filiales étrangères, nous gérons plus de 60000 Clients et donc des en-cours très importants.

Nous renforçons notre Service Central de Trésorerie et nous vous proposons le poste de **RESPONSABLE**

crédit - recouvrement

Vos objectifs : élaborer une politique globale de Crédit et de Recouvrement, la mettre en œuvre aux plans des

méthodes, procédures et outils de suivi de façon à réduire les en-cours, les frais financiers et les risques. Votre

action sera également de coordination et de négociation auprès de vos nombreux interlocuteurs : les Directeurs

d'Agences et les Responsables Financiers Régionaux. Vos responsabilités dépassent de l'échelle sur nos

Filiales et Correspondants étrangers. Nous souhaitons rencontrer des candidats dotés d'une solide formation,

BAC + 4/5, lors d'une première expérience (3/4 ans) dans un grand groupe industriel ou de services, aptes à

créer et à gérer un système rentable et fiable. Le poste comporte de fréquents déplacements en France et requiert

la pratique de l'Anglais.

Adressez votre dossier (C.V., lettre man., prêt., tél. pers.) sous la réf. 61 R à :

Hervé Le Baut-Consultants

71, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 42 65 38 39

ORGANISME BANCAIRE, FILIALE D'UN RESEAU NATIONAL recherche

EXPLOITANT DE BON NIVEAU

L'Homme : Vous êtes âgé de 30 à 35 ans. Vous êtes de préférence diplômé d'enseignement supérieur (grande

école commerciale, Sciences PO (éco-fi), ou Gestion, etc... CESS ou ITB appréciés).

Vous avez acquis en tant qu'exploitant de banque une expérience diversifiée des clientèles PME

(commerçants, artisans, tertiaire, etc).

Vous êtes à l'aise dans le montage des crédits afférents au cycle d'exploitation mais aussi au haut

de bilan (éventuellement actions et obligations convertibles comprises).

VEZ PARTICIPER A NOTRE DEVELOPPEMENT (PARIS).

La Mission : Vous adapterez vos connaissances, votre expérience ainsi que vos qualités d'analyse et de syn-

thèse, à la gestion des crédits d'une clientèle sélectionnée de petites et moyennes entreprises.

Activité variée, à caractère évolutif, dans le cadre d'un organisme financier à taille humaine.

Envoyez votre CV détaillé avec photo et prétentions (sous lettre manuscrite) au

Cabinet MORACCHINI (Département Sélebanque, réf. 8730) 22 bis, rue des Belles-

Faillies, 75116 Paris, qui vous garantira une discrétion absolue.

BANQUE PRIVEE, FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

IMPLANTE DANS QUARANTE-CINQ PAYS, nous recherchons pour nos

agences de LYON et GRENOBLE, un

Gestionnaire de portefeuilles-titres

Son rôle est double et s'équilibre entre un travail de gestion :

gestion de portefeuilles-titres sous mandat, de comptes particuliers et institutionnels et des réserves des entreprises clientes, et

une mission commerciale : prospection d'une clientèle de haut

niveau.

Nous connaissons une bonne réussite dans cette activité, et nos

objectifs sont ambitieux.

Votre tempérament commercial, votre intégration dans la vie

sociale locale, et votre connaissance de l'anglais sont autant

d'atouts qui devraient vous conduire à les réaliser.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature,

sous la référence 621 (pour LYON) et 542 (pour GRENOBLE), à

Catherine de la Roche Saint-André - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue

de Lagelbach - 75017 PARIS.

Jacques Tixier S.A.

MEMBRE DE SYNTHEC

Notre Direction Financière se renforce et recherche un

Responsable Fiscal

Ce spécialiste a un rôle d'étude et de conseil en matière de

fiscalité pour la Société mère et ses filiales. Il intervient dans un

contexte réellement international pour définir les règles à

appliquer ou les orientations à prendre. Il participe dans son

domaine à l'élaboration des contrats de tous types avec

l'étranger. Cette mission de haut niveau s'adresse à un cadre

expérimenté ayant une compétence réelle en droit fiscal ainsi

qu'une solide formation en gestion et comptabilité.

Le poste est basé à VALENCE.

La pratique de l'anglais est indispensable.

CROUZET : un groupe de 5500 personnes, des activités diversifiées

mettant en œuvre des technologies de pointe.

Une implantation internationale et 50% du CA réalisé à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre

candidature sous réf. RF au Responsable du

recrutement, **CROUZET S.A.**, 25, rue Jules

Védries - 26027 VALENCE cedex.

C d'investissement affiliée à l'un des premiers

groupes bancaires français recherche pour son siège

situé dans le Golfe

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE

Au sein d'une équipe performante et motivée, il aura pour mis-

sion de constituer et développer les portefeuilles d'une clientèle

de haut niveau. Il devra justifier d'une expérience réussie

d'environ 2 ans dans cette fonction.

Age 27 ans environ, maîtrise de l'anglais indispensable, et

pratique de l'arabe appréciée.

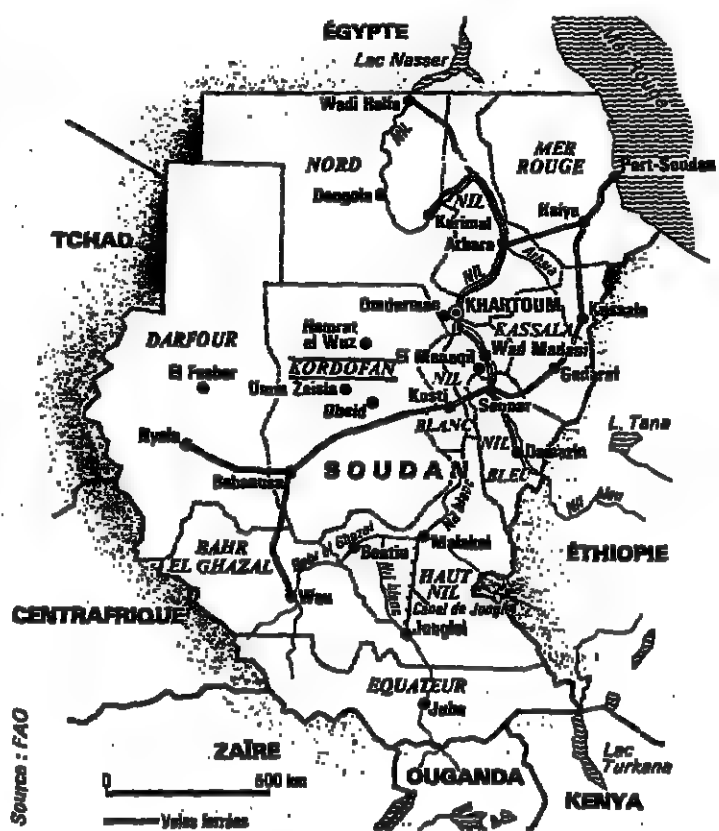
Merci d'adresser lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions à :

AREF, 8, rue Halévy, 75009 PARIS.

5021 من الاموال

LE SOUDAN APRÈS LA SÉCHERESSE Vivre au Kordofan

La multiplication des microprojets agricoles permettrait de maintenir sur place les populations.



campements nomades de Kababish et d'Hammar, à la périphérie d'Omdurman, la cité-satellite de Khartoum. Pour eux, le retour est conditionné par la reconstitution des troupeaux : pas avant quatre ou cinq ans.

Et bienheureux le nomade qui pourra retrouver toutes ses bêtes : les prix ont tellement grimpé en dix-huit mois. Le chameau qui se vendait 400 livres (1) à El Obeid au début de 1985 en vaut maintenant le triple. Le prix de la vache est passé de 70 à 850 livres. La moins chère, et la plus résistante, reste la chèvre, dont le prix a décapité.

Un dernier regard sur Hamrat-el-Wuz. Adossée aux sacs de sable, une maigre pépinière d'achabs (acacias du Sénégal) et d'herbacées se ratatine sous le soleil. Ces plants, s'ils survivaient, devraient permettre de fixer la dune. Pour sauver l'eau à la pépinière, les responsables de l'océan avaient demandé un camion-citerne. Ils ont obtenu la citerne, sans le camion. Aussi l'attellent-ils au bulldozer. L'aide au développement, c'est aussi parfois ce spectacle plutôt cocasse.

Savane...

Après le semi-désert piqué de milliers d'achabs pétrifiés sur pied par la sécheresse, la savane soudanaise, il y a quarante ans encore peuplée d'antilopes. Ces gracieux animaux ont disparu, même si, à mesure que l'on progresse vers le sud, le couvert végétal devient plus dru. Apparaissent les premiers melons : stockés pendant un an, ils permettent de

nourrir les animaux. Eventrés, ils fournissent des graines que les Soudanais exportent séchées vers les autres pays arabes.

Les trois quarts des melons dans le Kordofan, de même que 60 % du carcadet (la fleur carmin de l'hibiscus), 50 % de la gomme arabique extraite de l'acacia (en moyenne 240 grammes par arbre et par an), et 35 % du dukhum (mil). Sans compter une bonne récolte de durs (sorgho) et du sésame qui, ici, à l'inverse du reste du pays, n'a pas été touché par le kask, un champignon.

Le Kordofan contribue pour un quart au revenu agricole national. L'agriculture représente à son tour 32 % du PIB, mais surtout emploie plus de 80 % des actifs. C'est dire son importance dans l'économie nationale. (Voir encadré sur le sorgho.)

La remise en culture des savanes est une priorité. « C'est en multipliant les microprojets généraux de revenus que l'on parviendra à maintenir sur place nos populations », souligne à El Obeid le directeur des services agricoles, Ahmed Obeida. L'alternative, c'est l'exode, l'explosion démographique des villes, la paupérisation. C'est aussi une désertification accrue. Paradoxalement, c'est la sécheresse qui a favorisé cette prise de conscience. Avant, les savanes étaient délaissées, méprisées par des planificateurs épris de rendements, de courbes ascendantes, de productions miraculeuses.

RICHARD HEURZ.

(Lire la suite page 24.)

(1) 1 livre = 2,60 francs.

Trois fléaux : rats, oiseaux et criquets

TROIS fléaux sont particulièrement menaçants : les rats, les oiseaux mange-mil et les criquets pèlerins. Les rats, ayant disparu avec la sécheresse, les gerboises, des rats d'une espèce particulièrement résistante, ont proliféré. « L'été dernier, ils constituaient la principale infestation. On en comptait cinquante par hectare », dit un responsable local. Après traitement aux phosphates, on a ramené cette proportion à deux ou trois », affirme, à El Obeid, le responsable de cette campagne, Sayed Aziz El Sayed. Ces dernières semaines, l'invasion semblait reprendre.

Contre les orn invidés, ces oiseaux mange-mil qui ont le par-

ticularité de faire leur nid à l'envers, rendent inefficace la pulvérisation de pesticides. L'introduction d'une variété de mil améliorée, l'ugandais Pearl millet, a donné, dans le Kordofan, d'excellents résultats : ses barbes tiennent les oiseaux à distance tandis que les rendements ont doublé.

Malheureusement, les quantités de semences en étaient limitées : une centaine d'agriculteurs seulement en ont obtenu. Contre les acridiens, la campagne coordonnée l'an dernier par la FAO (coût : 8 millions de dollars) a été massive. Des pesticides ont été répandus sur 450 000 hectares, l'effort principal ayant été mené à la frontière de l'Éthiopie.

Dans le Darfour et dans le Kordofan, la surveillance a toutefois été plus lâche, et les responsables locaux se plaignent de l'insuffisance des moyens mis à leur disposition.

Le répit observé à l'automne a été de courte durée : dès décembre, la FAO annonçait une reprise massive des reproductions hivernales de criquets pèlerins et devait reconnaître que la situation n'avait jamais été aussi préoccupante. L'ensemble de la région serait ainsi menacé. Un plan d'urgence mis en place a cependant permis de détruire en janvier plusieurs dizaines d'essaims sur les rives de la mer Rouge.

Mohamed, voyageur clandestin

A force de voir passer les jeeps tout-terrain des organisations internationales, Mohamed, douze ans à peine, d'El Fasher (Darfour) a voulu les suivre et connaître la grande ville. Un voyage clandestin jusqu'à Khartoum, à bord de camions, puis la rue, comme dix mille autres de son âge, vivant de mendicité et de petits métiers pendant un an, jusqu'à ce que l'UNICEF lui offre un stage de six mois pour apprendre l'électricité.

Son habitat est étonnant. Ambuleuse, il soutient le montage des deux mains à la fois, avec un sourcil ravi. Quand sa formation prend fin, en mars, il veut regagner son village où, malgré son jeune âge, il espère trouver tout de suite un emploi.

Comme lui, quatre-vingt autres enfants ont pu se familiariser avec la soudure, la menuiserie ou le calcul. Le programme, également financé par la CEE, revient à 40 000 dollars, hébergement compris. Nombre d'autres n'ont pas eu la même chance et restent livrés à eux-mêmes.

fort de cinq années de sécheresse : des villages entiers abandonnés, des campagnes brûlées par le soleil.

Au début de 1986, 5,5 millions de Soudanais dépendaient de l'aide internationale. Actuellement, avec le retour des pluies et des récoltes qui promettent, la situation alimentaire se normalise lentement, le cycle économique redémarré. Mis à part les deux millions de réfugiés étrangers (Tchadiens, Érythréens et Ougandais) encore présents au Soudan, ainsi que les Soudanais - entre deux et trois millions - victimes de la guerre civile dans le Sud chrétien et animiste et en situation de « pré-famine » (avec un taux général de malnutrition de l'ordre de 35 à 40 %), les séquelles les plus visibles de la sécheresse s'estompent peu à peu.

Nulle charogne sur les pistes, mais des squelettes d'animaux bien blanchis. Pas de famine apparente - Médecins sans frontières a dû rester fermé en novembre son centre de Taiba, dans le Kordofan, où il a assisté 80 000 personnes pendant un an - mais de nombreux mendiants et des enfants en loques à proximité des villes. La sécheresse recule, les problèmes de fond demeurent.

Sable...

A Hamrat-el-Wuz, une oasis de 4 000 habitants à vingt heures de route à l'ouest de Khartoum, dix-huit mois après le début de ce projet de fixation des dunes mouvantes, l'équilibre qui s'est instauré entre population et nature paraît bien fragile. Le sable labe qui reste de terres argileuses, menace de submerger la barrière de sacs. Cette impression de précarité est la première qui vienne à l'esprit dans ce désert brûlant qui noie dans ses orbes toute velléité de résistance. Elle ne me quittera à aucun moment.

« Du moins », dit avec fierté Abdullah Ahmed, l'école a-t-elle été sauvée. Mais la centaine de pensionnaires de dix à seize ans venus des villages alentour ont dû évacuer en septembre une cantine et des dortoirs inondés par une mer de sable. L'hôpital moyen est également menacé. Pourtant, la résignation qui, en 1985 encore, habitait ce peuple volontiers fataliste n'est plus de mise. A aucun moment pendant ce mois de voyage, je n'ai entendu ce leit-motiv de la sécheresse : « El

Soudan ta'ab », le Soudan est fatigué.

« C'est signe que les temps changent », note Simon Mansfield, jeune expert britannique arrivé en 1985 dans le Kordofan. L'avenir toutefois demeure des plus incertains. Pour ceux qui sont partis, le retour sera difficile : ils ont tout perdu, leurs troupeaux (90 % du gros bétail et des moutons, 75 % des chèvres ont disparu), leurs outils, vendus à bas prix, leurs familles souvent aussi.

Dans le Kordofan, une famille sur cinq a abandonné ses terres, semble-t-il à jamais. Dans un premier temps, les réfugiés étaient allés vers le sud, suivant en cela les migrations ancestrales. Autour d'El Obeid, la capitale régionale, ils sont encore 70 000 parqués dans de misérables toukous (huites rondes de boue séchée et de branchages). Autour du moindre point d'eau, dix, vingt familles s'agglutinent, s'employant localement à bon marché.

Puis, quand la détresse a été telle que le Sud lui-même ne suffi-

rait plus à les accueillir, ils ont fait route vers l'est, en direction de Khartoum et des riches plaines agricoles enserrées dans le confluent des deux Nils. Ils étaient 80 000 en 1985 dans les

FRANC FRANÇAIS ET MARK ALLEMAND

La discipline fait la force des monnaies

par PIERRE BERGER (*)

A plusieurs reprises, la France a choisi la voie trompeuse de la facilité financière.

POURQUOI m'écouter sur le passé ? Et pourtant, si l'on tente d'analyser les raisons des difficultés dont souffre la monnaie française, il n'est d'autre méthode que d'en rechercher les origines profondes. Pourquoi la monnaie allemande est-elle aussi solide, alors que la franc, depuis quarante ans, donne périodiquement des signes de faiblesse ? La réponse est relativement simple : il est plus facile de prendre un bon départ que de rectifier une ligne de conduite initialement mal orientée, du fait soit des comportements individuels, soit des choix politiques.

A l'inverse de l'Allemagne, la France n'a jamais connu les débordements extrêmes de l'inflation. A l'issue de la deuxième guerre mondiale, les Allemands n'avaient pas perdu le souvenir des millions de marks qui, vingt-cinq ans plus tôt, étaient nécessaires aux achats les plus humbles de la vie de tous les jours, le pouvoir d'achat s'effondrait. Et si, dans les années 1945-1946, les

hausse des prix du marché noir n'ont pas atteint de tels sommets (celles du marché officiel étaient artificiellement contenues), elles n'en laissent pas moins percer la menace d'une hyperinflation qui hantait les esprits.

De leur côté, les Français n'ont connu que des glissements parfois rapides, de plus souvent progressifs, de leur monnaie, de sorte que ceux-ci n'ont suscité aucune allérgie à l'égard de l'inflation. Cette saine adaptation à l'évolution des prix se traduit notamment, dans les faits, par ce curieux attachement à l'ancien franc (le vrai franc de notre époque à nous, évoqué par Jacques Faizant), bien qu'il ait été, il y a peu, qualifié de centime, car il faisait tout de

même parfois l'objet de malentendus. Donc, bouleversements en Allemagne et aversion de la population vis-à-vis de l'inflation ; acclimatation progressive en France, d'où persistance d'une certaine illusion nominaliste et tendance instinctive au rejet des mesures anti-inflationnistes.

La retenue de la rigueur

Quant aux pouvoirs publics, le moins que l'on puisse dire est que les problèmes d'ordre monétaire ne figuraient pas parmi leurs préoccupations dominantes. Il y

eut tout d'abord l'illusion que le temps des privations était passé et ce refus, lourd de conséquences pour l'avenir, de la politique de rigueur préconisée, en 1945, par le ministre de l'économie d'alors, Pierre Mendès France. La voie de l'inflation était ainsi largement ouverte.

A cette époque, l'élaboration d'un plan de modernisation et d'équipement a eu le mérite de contribuer à mettre fin aux conceptions frileuses et mélinistes - et non colbertistes - qui prévalaient depuis longtemps dans notre pays et d'ouvrir les esprits sur les possibilités de cohérence et de développement de l'économie française. Dans le même temps, les premiers travaux de la comptabilité nationale fournissaient des éléments d'information qui, auparavant, faisaient cruellement défaut. Mais les incidences monétaires étaient totalement absentes des travaux et des réflexions.

(Lire la suite page 25.)

(*) Directeur général honoraire de la Banque de France.

orientations

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS :

vous recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle

Adresse

Code postal

Ville

Niveau d'études actuel

Age

☐ Grande Préparatoire

☐ Grande École, Commerce, Gestion

☐ École à Vocation Internationale

☐ Vets, Commerce, Gestion, Distribution

☐ Grandes Écoles Scientifiques

☐ Grandes Écoles d'Ingénierie

☐ Cycle de Gestion

☐ Accueil

☐ Administration Militaire, Commerciale

☐ Aéronautique et Spatial

☐ Architecture

☐ Assurance

☐ Bâtiment, Travaux Publics

☐ Chimie

☐ Communication dans l'entreprise

☐ Communication Publique

☐ Communication Audiovisuelle

☐ Commerce Administratif

☐ Cours par Correspondance

☐ Dances

☐ École Normale

☐ Expertise Comptable

☐ Formations Artistiques Appliquées

☐ Formation Continue

☐ Gestion Financière

☐ Hôtellerie-Restauration

☐ Immobilier

☐ Informatique

☐ Ingénieur Génie

☐ Journalisme

☐ Logistique Production

☐ Marché de l'Art

☐ Parc Médical

☐ Photographie

☐ Recherche Scientifique

☐ Réseau de Baccalauréat

☐ Sociologie, Sociologie

☐ Sciences Sociales et Politiques

☐ Spécialisation Textile, Mode

☐ Tourisme

☐ Transports

سكزا من الاجل

LE SOUDAN APRÈS LA SÉCHERESSE

Un pays en sursis

Comment satisfaire le FMI sans imposer de rigueur au pays ?

« Je m'appelle Franz Dress et je suis bien le représentant du FMI à Khartoum. En dehors de cela, je ne peux rien vous dire d'autre ». L'entretien commence et finit ainsi. L'air amusé, le fonctionnaire se dérobe à mes questions : « Le FMI n'a pas pour habitude de commenter sa politique. Voyez plutôt du côté de la Banque mondiale ».

C'est pourtant du Fonds que dépend en grande partie l'avenir économique du Soudan et, partant, la survie du gouvernement civil présidé depuis juin par M. Sadek El Mahdi, nationaliste pragmatique dont l'arrière-grand-père avait libéré son pays du joug des Ottomans et battu les Anglais. Début décembre, une mission du FMI s'était rendue à Khartoum, renouant avec un pays à l'égard duquel le Fonds avait suspendu tous ses paiements en février 1986, le Soudan lui devant 400 millions de dollars d'arriérés.

La dette révisée

« Le FMI fera connaître prochainement ses conclusions. Nous verrons alors comment le satisfaire », nous déclare, conciliant, M. Sadek El Mahdi. « Sans dévaluer, ni imposer des rigueurs à notre peuple », ajoute-t-il. Sa marge d'action reste limitée, comme le prouvent les émeutes de septembre et d'octobre à Nyaala (Darfour) dans l'ouest, puis à Khartoum et à Port-Soudan, quand sucre et viande ont disparu des marchés, le gouvernement cherchant à faire respecter les cours officiels.

Le problème numéro un est l'endettement extérieur qui atteint 10,3 milliards de dollars, le service de la dette dépassant lui-même 1,2 milliard de dollars, ce qui est de loin supérieur aux recettes d'exportation qui n'excèdent pas 800 millions de dollars. Ce service reste cependant théorique, les remboursements officiels

se situant nettement en deçà : 229 millions de livres en 1984, et 292 millions de livres l'année suivante dont 246 millions en paiement des intérêts, 44 millions en remboursement du capital et 2 millions au titre du rééchelonnement de la dette.

Le Soudan annonçait en septembre dernier qu'il limiterait désormais ses remboursements pour l'année 1986-1987 à 320 millions de livres (208 millions de dollars). « En aucun cas, ils ne doivent excéder 25 % de nos recettes d'exportations », affirmaient les autorités de Khartoum. Même si nous voulions honorer nos engagements, nos conditions politiques actuelles ne nous le permettraient pas », nous déclare à Khartoum le ministre des finances et de la planification économique, M. Béchir Omar, l'un des personnalités les plus marquantes du gouvernement. D'autant que les dirigeants de Khartoum ne sont pas du tout convaincus que leur pays doive l'indépendance de la dette (environ 8 milliards de dollars) héritée du régime Nemeiry. Un expert-comptable sénégalais a été engagé pour vérifier le montant de la dette « illégale ».

Le premier ministre dénonce aussi les « responsabilités internationales » dans l'accumulation de la dette du tiers-monde, celles des pays industrialisés qui ont eu des « intérêts politiques évidents » à la favoriser, celles aussi de nombreuses institutions financières internationales qui « devaient recycler leurs pétrodollars ». « Cette dette ne relève pas de la seule responsabilité des pays qui l'ont accumulée », nous dit-il. Le Soudan voudrait pour sa part réviser cette dette et rem-

boursier ce qu'il doit de manière que son développement ne soit pas compromis et que les conditions de vie de son peuple ne deviennent pas impossibles ».

Un appel à la « compréhension » des pays donateurs, par conséquent, alors que l'aide extérieure représente déjà 1 milliard de dollars par an et permet de financer 79 % des dépenses courantes du pays. Le ministre des finances reconnaît que ce n'est certes pas un bon résultat. Pourtant quelques progrès ont été accomplis au cours des derniers mois : l'inflation est officiellement contenue à 60 %. Les augmentations salariales (+ 80 % dans la fonction publique) qui avaient suivi le renversement de la dictature en mai 1985 ont été jugulées, tandis que les recettes du Trésor public ont doublé en un an pour atteindre 400 millions de dollars, la zaka, l'impôt islamique, limitant le prélèvement obligatoire à 2,5 % du salaire, ayant été remplacé par un système fiscal classique.

Un budget irréaliste

En revanche les dépenses publiques continuent à progresser fortement, de 4,6 milliards de livres en 1985-1986 à 5,5 milliards au cours de l'exercice en cours, les hausses les plus fortes provenant des services (de 81 à 282 millions de livres) et des administrations régionales (de 454 à 1 003 millions). Ce qui fait dire à un chargé d'affaires occidental à Khartoum qu'il s'agit d'un budget « irréaliste ». Cependant les recettes d'exportation ont fondu du fait de la dépression mondiale du marché du coton (42 % du revenu extérieur du Soudan) et de la réduction des surfaces ense-

mencées en arachides (le Soudan en a produit 274 000 tonnes en 1986 contre 614 000 par an depuis 1980).

Ces exportations sont également défavorisées par un régime, incompressible pour de nombreux Occidentaux, qui les astreint au taux de change officiel, alors que les importations bénéficient des cours du marché libre, qui fluctuent entre 4,10 et 4,40 livres par dollar (au lieu de 2,40). M. Béchir Omar indique qu'une réforme du marché des changes est à l'étude.

Dans l'immédiat, les importations seront encore plus strictement contrôlées, tandis qu'une lutte accrue sera menée contre trafiquants et contrebandiers dont le commerce peut prendre des proportions gigantesques : on a ainsi calculé que 600 000 moutons avaient franchi clandestinement les frontières en 1984, autant que les exportations officielles.

Le gouvernement prépare également un programme d'ajustements budgétaires pour l'exercice en cours ainsi qu'un plan à moyen terme qui définira les objectifs qu'il envisage d'atteindre en quatre ou cinq ans. Cependant la situation alimentaire est plus favorable que par le passé : le pays a produit l'an dernier, selon la FAO, un record de 4,38 millions de tonnes de céréales, dont 3,72 millions de sorgho (durs) et 0,46 million de mil. Sans compter 700 000 tonnes d'oléagineux (sésame et arachides) et 4 millions de guthars de coton. Pour la première fois depuis la sécheresse, le Soudan reprendra ses exportations de sorgho (environ 1,4 million de tonnes dont 600 000 tonnes sont déjà vendues) malgré la persistance de déficits alimentaires dans l'Est (Kordofan et Darfour) et le Sud qui contraindront le pays à importer 530 000 tonnes de céréales (blé essentiellement) en 1986/1987.

Toutefois l'industrie (8 % du PIB) fonctionne encore à 60 % de ses capacités. Textile et sucreries traversent de sérieuses difficultés, alors que l'absence d'infrastructures — 2 % à peine des routes sont asphaltées — obère tout développement. Enfin, la guerre dans le Sud absorbe 1 million de dollars par jour et « gèle » depuis trois ans les deux projets les plus ambitieux du pays : l'exploration des gisements pétroliers de Bentiu, pour lesquels Total et Chevron ont consenti un effort de prospection dépassant le milliard de dollars, et le creusement — par les Grands travaux de Marseille — du canal de Jonglei qui doit permettre de régulariser le cours supérieur du Nil blanc.

Depuis un an, la France a suspendu tous ses protocoles financiers avec le Soudan ; la Grande-Bretagne a interrompu ses mesures de soutien à la balance des paiements, les États-Unis limitent leur aide (400 millions de dollars par an) à une assistance humanitaire. « Pourtant, nous avons d'énormes programmes de réhabilitation pour l'agriculture, le rural, les infrastructures, etc. D'ici à 1990, le Soudan aura besoin d'importants financements et de garanties (de financement) pour planifier véritablement son développement (...) », déclare M. Béchir Omar. Pour le premier ministre, l'avenir se présente sous un jour meilleur : « Notre économie est en train de se relever ».

R. H.

Vivre au Kordofan

(Suite de la page 23.)

« C'est vrai. Nous n'avons pas prêté suffisamment attention à l'agriculture pluviale. Nous avons cherché avant tout à stabiliser la production de coton, à réduire les importations de sucre, à parvenir à l'autosuffisance en céréales », reconnaît un expert de la Banque mondiale, l'organisme par lequel transite un cinquième de l'aide internationale au Soudan. Un pari fait en misant sur l'agriculture intensive et l'irrigation dans l'est du pays, et sur le tracteur, interdit dans l'ensemble du Nord-Kordofan pour préserver les sols : un développement dont

Le jeune plant n'entrera pas en production avant cinq ans ; une éternité pour des économies payannes si précieuses. Aussi l'agriculteur reçoit-il une aide en nourriture pour le travail dans les champs : « Sans elle, il n'est plus possible aujourd'hui d'entreprendre le moindre projet », estiment les experts d'El Obeid.

En outre la Gum Arabic Co, société mixte ayant le monopole de la commercialisation de la gomme arabique, a relevé ses cours, suivant en cela d'ailleurs la conjoncture internationale.

De 50 livres le guthar en 1985, le prix est passé à 300 livres, ce qui est suffisamment attractif pour favoriser les plantations et réduire les coupes d'arbres, très importantes au pire moment de la sécheresse. Elles constituaient alors le principal revenu des ménages, et pratiquement toute la population du Nord-Kordofan y a recouru, au point que l'offre abondante, le sac de charbon de bois se vendait 2 livres seulement en 1985, alors qu'il en vaut maintenant 15.

Le résultat ne s'est d'ailleurs pas fait attendre : sans obstacle pour les retenir, les dunes de sable ont progressé comme jamais auparavant. De la gomme arabique, le Soudan tire un revenu appréciable, puisqu'il en exporte 20 000 tonnes par an, principalement vers l'Italie et la RFA.

Coton...

Ce système de « prix plancher » pratiqué par le gouvernement pour les produits agricoles paraît régi par des règles empiriques : pour l'arachide et le sésame, ces cours de retrait sont nettement en dessous des prix réels du marché, ce qui n'incite pas à produire.

En revanche, pour le coton, qui constitue 42 % des recettes d'exportation du pays, ils ont été en 1985 de loin supérieurs aux cours mondiaux, qui s'étaient effondrés. Conséquence : la Cotton marketing Co s'est retrouvée à Port-Soudan avec un stock d'un million de balles qu'elle a dû vendre à perte, tandis que, les subventions ayant été finalement réduites, la production a chuté d'un million de balles en 1984 à 341 000 balles en 1985. Elle devrait avoir atteint 600 000 balles en 1986.

Réorganiser les marchés agricoles, développer les infrastructures — tel l'axe stratégique El Obeid-Kosti (les camions mettent deux jours pour parcourir ces 500 kilomètres) —, et le premier tronçon doit être prochainement mis en chantier, — multiplier les micro-projets à « dimension humaine » telles sont quelques priorités dont dépend la survie du Soudan.

RICHARD HEUZE

De l'argent pour continuer

U MM-ZEIALA, à la transition entre désert et savane. Depuis trois mois, le village s'est mobilisé pour forer quatre puits, profonds d'une vingtaine de mètres chacun, larges de 3,5 mètres. Chaque puits irriguera dix feddans, six en cultures d'hiver, quatre en cultures d'été. La terre est pauvre, le sol sablonneux.

La nourriture des villageois s'en ressent : à midi, on se sert d'un porridge de sorgho arrosé d'une sauce gluante d'okra, croustille de sable. L'unique repas de la journée et l'unique menu de la semaine. Le gouvernement fournit tous les produits (ciment, semences, essence, outils, etc.), pendant un an.

Chaque puits est donné en concession à six fermiers qui cultiveront tomates, radis, concombres : de quoi rehausser le niveau nutritionnel du village. Au bout de deux ans, ces fermiers commenceront à rembourser le prêt en cinq annuités. En dix ans, ils devraient rentrer dans leur mise.

L'expérience est appréciée. Chef du des Showabat, une tribu de dix-sept mille sujets, Mohamed Mahdi Araki, entouré de notables au thoub (djellaba) d'un blanc éblouissant, s'en félicite : « Donnez-nous de l'argent pour continuer ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANCA COMMERCIALE ITALIANA

Société par actions avec siège à Milan - Capital social de 630 000 000 000 Lires entièrement versé - Réserves légales 124 000 000 000 Lires - Banque d'intérêt national - Registre des Sociétés n. 2774 - Tribunal de Milan - Code Fiscal n. 0255270157

Augmentation de Capital

de 630.000.000.000 Lires à 1.050.000.000.000 Lires

En exécution de la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie à Milan le 27 novembre 1986, homologuée et inscrite conformément à la loi, à compter du 16 février 1987, il sera procédé aux opérations suivantes :

- fractionnement des actions actuelles d'une valeur nominale de 5.000 Lires en cinq actions d'une valeur nominale de 1.000 Lires chacune. Le capital social de 630 milliards de Lires sera ainsi constitué de 630.000.000 actions d'une valeur nominale de 1.000 Lires;
- augmentation gratuite de 630 milliards à 700 milliards de Lires devant être réalisée par un prélèvement de 70 milliards de Lires dans la « réserve pour réévaluation monétaire » (L. 19.3.83, n. 72) et l'émission de 70.000.000 nouvelles actions d'une valeur nominale de 1.000 Lires chacune, jouissance 1^{er} janvier 1987, attribuées gratuitement aux actionnaires, à raison d'une action nouvelle pour 20 actions anciennes détenues;
- augmentation par apport en numéraire de 700 milliards de Lires à 1.050 milliards de Lires, par l'émission de :
 - 140.000.000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1.000 Lires chacune, jouissance 1^{er} janvier 1987, offertes par droit aux actionnaires à raison de 2 actions nouvelles pour 9 actions existantes (avant l'augmentation de capital gratuite), au prix de 2.500 Lires chacune (dont 1.500 Lires au titre de prime d'émission);
 - 210.000.000 actions d'épargne d'une valeur nominale de 1.000 Lires chacune, jouissance 1^{er} janvier 1987, offertes par droit aux actionnaires à raison de 3 actions nouvelles pour 9 actions existantes (avant l'augmentation de capital gratuite) au prix de 2.500 Lires chacune (dont 1.500 Lires de prime d'émission).

Modalités d'exécution

- L'opération de fractionnement sera réalisée :
 - en estampillant les certificats d'investissement en actions d'une valeur nominale de 5.000 Lires actuellement en circulation, dotés du coupon n. 24 et suivants;
 - au cours de la période d'exercice du droit d'attribution gratuite précisée ci-après, auprès des Caisses énumérées plus bas, et après le 17 mars 1987, aux guichets de la Banca Commerciale Italiana.
- Le droit d'attribution gratuite pourra être exercé du 16 février 1987 au 17 mars 1987 auprès desdites Caisses et ensuite, uniquement aux guichets de la Banca Commerciale Italiana, par le détachement du coupon n. 24. Le droit d'attribution gratuite n'est pas négociable.
- Le droit d'option devra être exercé, sous peine de déchéance, du 16 février 1987 au 17 mars 1987 auprès desdites Caisses, par le détachement :
 - du coupon n. 25 représentant le droit d'option se rapportant à la souscription des actions ordinaires et en versant simultanément la somme de 2.500 Lires par nouvelle action ordinaire souscrite;
 - du coupon n. 26 représentant le droit d'option se rapportant à la souscription des actions d'épargne et en versant simultanément la somme de 2.500 Lires par action d'épargne souscrite.

Pour les actionnaires résidant à l'étranger, le droit d'option devra être exercé dans le délai précisé plus haut, exclusivement au siège de Milan de la Banca Commerciale Italiana.

Après la date du 17 mars 1987 l'actionnaire n'ayant pas exercé l'option sera déchu de tous ses droits. Les droits d'option non exercés à la date du 17 mars 1987 seront offerts à la Bourse de Milan, en cinq séances successives, au mois de avril prochain, aux termes de l'article 2441, 3 alinéa du Code Civil.

Les titres découlant desdites opérations d'augmentation de capital seront mis à la disposition des souscripteurs auprès de la Monte Titoli S.p.A.

Le retrait éventuel des actions pourra être demandé auprès de la Casse chargée de l'opération.

Caisses agréées :

Banca Commerciale Italiana - Credito Italiano - Banco di Roma - Banco di Santo Spirito - Banca Nazionale del Lavoro - Banco di Sicilia - Istituto Bancario S. Paolo di Torino - Monte dei Paschi di Siena - Banco di Sardegna - Banco di Napoli - Monte Titoli.

pour le Conseil d'Administration
Le Président

CHAQUE VENDREDI,
LES AFFAIRES,
C'EST L'AFFAIRE
DE TOUT LE MONDE.

Le supplément Le Monde Affaires est en vente chaque vendredi (numéro daté samedi) avec votre quotidien Le Monde. Sans supplément de prix.

Le Monde



FRANC FRANÇAIS ET MARK ALLEMAND

La discipline fait la force des monnaies

(Suite de la page 23.)

Les tableaux de financement ne manquaient pourtant pas, mais aucune confiance n'était accordée au marché; aussi la tentation était-elle grande de la création monétaire, car on parlait a priori de l'idée que l'épargne volontaire des ménages et l'autofinancement des entreprises demeuraient insuffisants. Et à mesure que la monnaie se dégradait, aucun effort n'était entrepris pour tenter de découvrir les distorsions dues à l'emploi, dans les calculs, d'une unité monétaire fondante.

De la sorte, les conditions de financement des investissements n'étaient pas correctement analysées.

Mais, contrairement à ce que certains crurent alors, la partie n'était pas définitivement gagnée. En effet, les excès de la création monétaire se poursuivaient; simplement compensés par une modération des dépenses de consommation des ménages et un développement des encaisses maintes fois hors du circuit des échanges. Ce répit ne fut pas mis à profit, et, dès 1956, l'inflation reprit son cours.

Jadis, la réflexion d'un ministre de l'économie et des finances illustrait assez bien les contradictions de la politique financière de notre pays. Dans le même dis-

crètement, dont bénéficiaient les emprunteurs, ni du gaspillage des équipements, ni enfin des déformations de la fiscalité. A titre d'exemple, en 1947, l'inflation était de l'ordre de 50 %; le taux d'escompte de la Banque de France était relevé, en début d'année, de 1,625 % à 1,75 %. Un tel taux paraissait aujourd'hui dérisoire et totalement inadéquat.

Un nominalisme illusoire

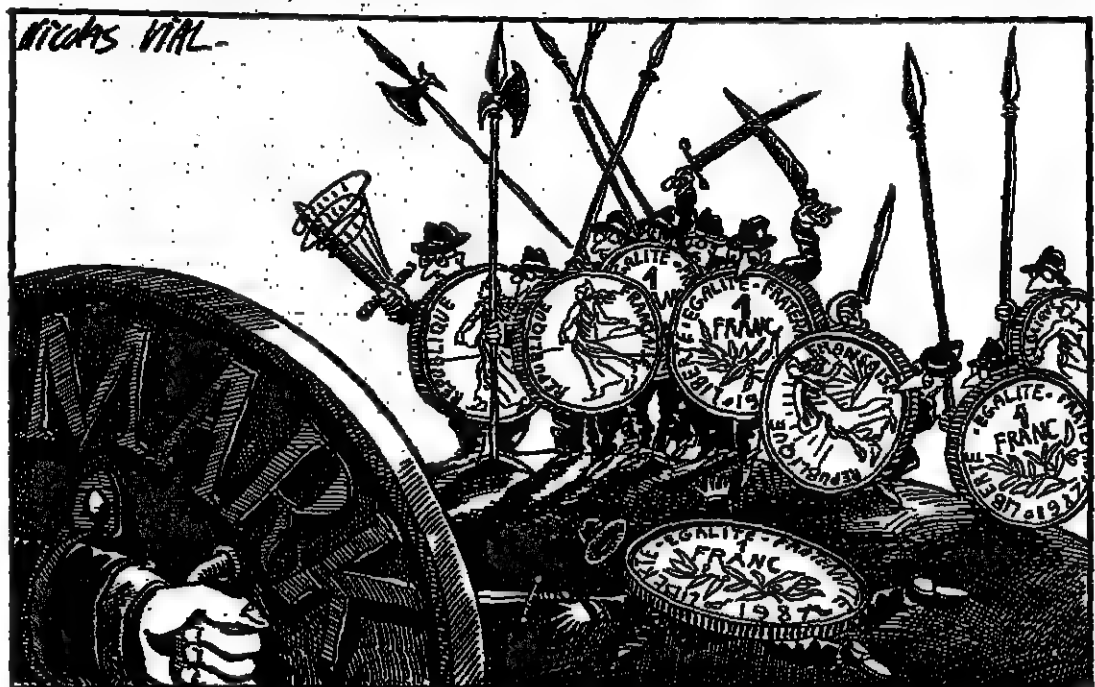
Dans les années qui suivirent, alors que la République fédérale d'Allemagne fondait le financement des investissements industriels ou commerciaux et des équipements collectifs sur des bases

aurait fallu ajouter que cet effort supplémentaire devait être fourni gratuitement par l'ensemble de la nation, au moyen d'aménagements appropriés dans la répartition des revenus et des charges. Une fois de plus, l'inflation permit de masquer l'ampleur des problèmes à résoudre, tandis que, de leur côté, les autorités allemandes serraient de plus près la réalité et maîtrisaient les difficultés auxquelles elles devaient faire face dans des délais relativement courts.

Ce rappel du passé n'a évidemment pas pour objet de susciter des sentiments de nostalgie, mais il est riche d'enseignements pour le présent et pour l'avenir. Les inflexions amorcées il y a une vingtaine d'années, puis accentuées peu à peu, tendent à renforcer les conditions de l'équilibre financier. La confiance retrouvée dans les mécanismes du marché, une vue plus réaliste des taux d'intérêt, une fiscalité mieux adaptée au développement de l'épargne, une compréhension plus approfondie du fonctionnement et du rôle des entreprises, sont de nature à rendre compatibles les ajustements de l'économie et les nécessités d'un affermissement de la monnaie. Cependant, la France ayant choisi initialement, et ensuite à plusieurs reprises, la voie trompeuse de la facilité, il n'est pas surprenant que le chemin du redressement soit long à parcourir pour achever la consolidation.

L'expérience séculaire montre que les monnaies solides sont celles sur lesquelles pèsent des contraintes que doivent respecter les pouvoirs publics. L'or autrefois jouait ce rôle. C'est en considérant la stabilité des prix comme un objectif prioritaire et en soustrayant institutionnellement aux aléas de la politique gouvernementale la gestion de la Banque centrale, responsable de la fermeté du mark, que l'Allemagne fédérale a su se doter d'une monnaie capable d'affronter sans faiblir les difficultés. Des voix se sont élevées, en France, pour estimer que l'exemple est à suivre; mais le problème n'est pas facile, et la solution exigeait une volonté politique largement partagée.

PIERRE BERGER.



sées. Les prélèvements directs et indirects sur les revenus des particuliers, étaient totalement occultés. Cet ensemble d'actions et de méthodes entraînait deux séries de conséquences, touchant les uns, à la conduite de la politique monétaire, les autres, à la formation et à l'orientation de l'épargne.

La conduite de la politique monétaire comportait une sérieuse ambiguïté. On lui demandait, à la fois, de préserver la santé du franc en cherchant à éviter toute surabondance d'émission de moyens de paiement, mais aussi, notamment par le procédé des crédits à moyen terme mobilisables, de financer en partie la reconstruction de l'appareil productif. Puis, lorsqu'on s'aperçut que, pour développer l'industrie, il fallait loger les Français, on recourut massivement aux sources créées par la Banque de France, en remettant à plus tard le souci de la stabilité monétaire. De fait, celle-ci parut acquise de 1952 à 1955.

Enfin, la formation et l'orientation de l'épargne n'étaient pas satisfaisantes. Il fallait donc stimuler les placements des ménages, mais la première condition à remplir était de ne pas les décourager. C'est ce qui a été progressivement reconnu lorsqu'on a admis que les taux d'intérêt réels servis aux épargnants devaient être positifs. On revenait de loin.

Longtemps les taux d'intérêt élevés avaient été considérés comme inflationnistes, en dépit des élévations de prix qui les auraient justifiés. On ne tenait compte ni de la désaffection des épargnants qui en résultait, ni des plus-values d'endettement, non

saines, la France usait largement de la création de moyens de paiement par la voie du crédit bancaire. Dans le même temps nos compatriotes, ne sachant que faire pour préserver la valeur réelle de leurs économies, constituaient l'un des stocks d'or privés les plus importants du monde, estimé à 4 500 tonnes, soit près de 400 milliards de francs. Sur cette lancée inflationniste, se sont ajoutés les effets des crises pétrolières venues frapper notre pays loin d'être guéri de son excessif attachement aux illusions du nominalisme.

Pour compenser ce surcroît de sorties de devises, on avait estimé, à l'époque, que les Français devaient travailler un jour par semaine pour l'exportation; il

Une année scolaire aux U.S.A. avec Eurolangues

15 à 18 ans
Famille + High School
Plus de 18 ans
Collège

documentation sur demande
35, bd des Capucines 75002
Paris Téléphone (1) 42.81.33.35

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 9 janvier 1984, la 11^e Chambre des Appels Correctionnels de Paris a confirmé en toutes ses dispositions un jugement rendu le 27 mai 1983 par la 17^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris, qui avait déclaré M. Jean GUART coupable du délit de diffamation publique envers particuliers (verbaux d'une lettre circulaire diffusée le 8 septembre 1982 à tous les députés et sénateurs).

La prévenue a été condamnée à 5.000 francs d'amende et 10.000 francs de dommages-intérêts envers M. Jacques LAFLEUR.

La Cour a considéré, en particulier, que la lettre-circulaire, dont tout le texte pouvait légitimement être incriminé, contenait bien l'imputation de faits précis, à savoir celle de fraude électorale et complicité d'assassinats, lesquels faits portent manifestement atteinte à l'honneur et à la réputation de M. LAFLEUR.

Pour extrait: S.C.F. GARAUD, SALOMER, CHASTANT, avocats à la Cour, 17, rue de la Ville-Evêque, 75008 Paris.

LA PUBLICITE & LA LOI
Ouvrage couronné par l'Institut
Pierre et François GREFFE
6^e Edition - 670 pages

La 6^e édition de cet ouvrage, devenu classique, n'est pas une simple mise à jour, mais un ouvrage nouveau comprenant quatre titres, enrichi de nombreuses décisions de jurisprudence, pour la plupart inédites.

Le titre 1 traite de l'organisation de la profession publicitaire, des règles de déontologie, des rapports entre annonceurs et publicitaires et de la question du refus de vente des supports.

Le titre 2 est consacré à la Propriété Littéraire et Artistique et aux dispositions de la loi du 3 juillet 1985. Il traite de la protection des photographies et du droit à l'image, notamment.

Le titre 3 concerne la concurrence déloyale et la publicité mensongère avec les dernières décisions de la Cour d'Appel de Paris.

Le titre 4 est le commentaire des textes des réglementations spécifiques à la publicité (ventes avec primes; Ordonnance du 1^{er} décembre 1986, Tabac, Alcool, Protection de la langue française, Affiches, etc.).

En annexe figurent des textes et des documents d'accès parfois difficile. Cet important ouvrage dont la première édition remonte à 1964, a été couronné par l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Jan VAN AAL, dans sa préface, écrit « une des principales caractéristiques qui marque les grandes campagnes de publicité, c'est de s'inscrire dans la durée... voici la 6^e édition de cet ouvrage. S'il s'inscrit ainsi dans la durée, c'est, à n'en point douter, qu'il fait, lui aussi, partie des grands ».

LIBRAIRIES TECHNIQUES - 27, place Dauphine - 75001 PARIS

RESPONSABLES DE FORMATION EN LANGUES

Le 6 MARS, 30 EXPOSANTS SE METTENT EN 4 POUR RÉPONDRE A VOS 1000 OU 1 QUESTIONS.

Enseignement assisté par ordinateur, audiovisuel, cours de langues, enseignement à distance... Les responsables de 30 sociétés parmi les plus performantes de la profession seront le vendredi 6 mars à l'hôtel MERIDEN Paris, pour vous écouter et vous répondre. Cette journée professionnelle est strictement réservée aux responsables de formation en langues. Pour recevoir votre invitation aux RENCONTRES D'AFFAIRES-LANGUES, adressez-nous dès aujourd'hui votre carte de visite ou téléphonez-nous.

LES RENCONTRES D'AFFAIRES-LANGUES
DELTA ENTREPRISES 28, RUE DES PETITES-ÉCURIES 75010 PARIS. Tél. : 45.23.04.23

POLITIQUE INDUSTRIELLE

Des idées pour demain

REVUE TRIMESTRIELLE D'ANALYSE ET DE RÉFLEXION SUR LES ENJEUX FUTURS DU MONDE INDUSTRIEL

Des articles inédits rédigés par des personnalités du Monde Économique, Social, Administratif ou Politique.

AU SOMMAIRE DU N° 6:

- L'invité: Petr G. Gyllenhammar.
- Dollar: perspectives à deux et trois ans, par Stephen Harris.
- L'ajustement bancaire, par Jean Payrleval.
- Pour une reprise durable des investissements, par Philippe Auberger.
- Brésil, le rempart de la loi contre la submersion étrangère, par M.F. Thompson-Motta.

4 GRANDS THÈMES TRAITÉS DANS CE NUMÉRO:

- Les entreprises et la déréglementation financière.
- Investir en 1987.
- Peut-on importer la technologie?
- Réflexions et stratégies.

Revue éditée par
GROUPE USINE NOUVELLE - Tél. : 47.66.01.57
Abonnement: 340 F par an.

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse: suivre l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ LEMONDE



C'EST CA
NEUBAUER
1000
PEUGEOT
en livraison
immédiate

Plus vite, moins cher!

Vous qui savez compter
Ne commandez pas
votre nouvelle voiture
sans nous avoir téléphoné!

voici
la nouvelle gamme 309-3 portes:
309 XE, XI Profil, XLD, XR, XRD et la GTI (130 CV)
en livraison rapide

NEUBAUER
c'est la garantie du prix et du service!

227, bd Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Le Monde
L'ÉDUCATION

DEUX DOSSIERS

BTS/DUT:
LE VENT EN POUE

ENQUÊTE SUR:
LES JEUNES HOMOSEXUELS

NUMÉRO DE FÉVRIER 1987
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الاصل

هكذا من الاجل

La chronique de Paul Fabra

ALORS que la plus grande incertitude continue de régner sur le dollar, que les Américains semblent désormais disposés avec les Français à proposer l'établissement de « zones de référence » à l'intérieur desquelles on essaierait de canaliser les fluctuations de change, qu'ils s'entendent en tout cas parfaitement pour désigner l'obstacle allemand comme le principal obstacle à l'ouverture de négociations sur ce sujet, on est en effet tout naturellement enclin à se demander, tant sont manifestes les dangers d'une pareille instabilité, si certains en portent plus que d'autres la responsabilité.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les Américains — soutenus ou non par les Français, selon les circonstances — reprochent aux Allemands (et aux Japonais) de « ne pas faire leur devoir » pour soutenir le tonus de l'activité économique générale. L'un des épisodes les plus célèbres — et les plus désastreux — est celui du « sommet » de Bonn en juillet 1978. Les experts de l'OCDE avaient à l'époque formulé une théorie à la mode selon laquelle il revenait aux trois plus grands pays industriels de la zone couverte par cette organisation, États-Unis, Allemagne fédérale et Japon, de jouer le rôle de « locomotive » pour entraîner le reste de l'économie mondiale. L'administration Carter s'empara de l'idée pour forcer le chancelier Schmidt à relancer vigoureusement la « demande

intérieure », entendez, à accroître le déficit budgétaire. Le moment ne pouvait être plus mal choisi.

POUR soutenir la devise américaine, très chancelante (déjà), les autorités monétaires de Francfort avaient dû à partir de 1977 racheter une quantité énorme de dollars sur le marché, créant en Allemagne toutes les conditions pour un retour en force de l'inflation qui n'a pas manqué de se produire. Laissons ici la question de savoir si la situation d'aujourd'hui peut se comparer avec celle qui prévalait il y a dix ans (voir notamment dans le Monde du 3 février l'article : « L'inflation, comme un feu sous la cendre... ») pour en poser une autre : pourquoi, depuis le début des années 70 en tout cas, la politique économique et monétaire allemande apparaît-elle le plus souvent « restrictive » par contraste avec une politique américaine où, sauf exception (la plus notable est la formidable coup de frein donné par Paul Volcker pendant la période 1979-1981), l'orientation expansionniste semble bien l'avoir emporté ? L'enquête, si elle était menée objectivement, permettrait de découvrir non pas un coupable, mais la profondeur, plus grande encore qu'on

L'oubli des règles du jeu

ne pourrait le soupçonner, des déséquilibres artificiellement provoqués de l'économie mondiale.

Du temps où le maintien de la stabilité du taux de change était considéré comme un devoir absolu incombant aux autorités monétaires, il s'était dégagé de la pratique suivie par celles-ci ce qu'on appelle les « règles du jeu ». On aurait tort, parce qu'elles définissaient à l'époque où régnait l'étalon-or, c'est-à-dire avant 1914, la marche à suivre pour éliminer tant les déficits que les excédents de balance des paiements, d'en conclure que ces règles sont depuis lors devenues caduques. A dire vrai, toute politique visant au retour à l'équilibre continue, au moins implicitement, à s'y référer, et il ne peut en être autrement.

FORMULÉES dans leurs très grandes lignes, ces règles apparaissent comme un exercice risqué. Mais il s'agit d'un exercice comparable à celui qu'on enseigne au débutant pour lui apprendre à se tenir sur ses skis : savoir se pencher du côté du vide pour garder l'équilibre alors que la réflexion démentaire et stupide commande l'attitude contraire.

Si donc un pays connaissait un déficit dans ses paiements exté-

rieurs, et que, en conséquence, il perdait de ses réserves de change (à l'époque de l'or), il lui était recommandé d'accentuer les effets mécaniques d'une telle situation. En l'absence de toute action correctrice intertemporelle (stimulation artificielle de la demande), un déficit conduit à une contraction du pouvoir d'achat intérieur puisque, pour régler un montant d'importations plus élevé que le montant des recettes tirées de l'exportation, il faut nécessairement transférer une fraction (égale au déficit) des revenus courants à l'étranger.

En vertu de la règle du jeu, le pays déficitaire devait renforcer cet effet déflationniste par des mesures appropriées : hausse du taux d'escompte de l'institut d'émission notamment. Aux prises avec une conjoncture intérieure rendue encore plus difficile, les entreprises n'avaient plus qu'un parti à prendre : se tourner vers les débouchés extérieurs, ce qu'elles pouvaient faire d'autant plus facilement que, par suite du déficit la valeur de la monnaie nationale s'était avilée sur le marché des changes. Simultanément, les capitaux qui avaient d'abord quitté le pays déficitaire y revenaient par suite du relèvement des taux d'intérêt, rendant moins pénible l'ajustement.

LA règle du jeu, pour un pays excédentaire était inverse : il fallait renforcer l'effet légèrement inflationniste et euphorisant d'un surplus de balance des paiements (se traduisant par l'apport de revenus en provenance des zones déficitaires). L'abaissement des taux d'intérêt provoquait le départ des capitaux et le retour à la parité de la monnaie nationale dont le cours avait d'abord monté sous l'impulsion de l'excédent.

On vient de voir au contraire le pays massivement déficitaire — les États-Unis — abaisser ses taux plus vite que les autres (quatre réductions en 1986 du taux d'escompte américain) et pratiquer une politique du crédit des plus expansionnistes dans un effort désespéré pour doper l'économie (c'est Wall Street qui en profite surtout). En conséquence de quoi, les mouvements de capitaux ne remplissent plus le rôle stabilisateur d'autrefois.

Les spéculateurs jouent la poursuite de la baisse du dollar, autrement dit la hausse du mark et du yen. La revalorisation trop forte, en tout cas trop rapide, de ces monnaies provoque une déflation relative dans les pays excédentaires, alors que ces derniers devraient connaître une inflation relative. Le monde des monnaies marche sur la tête.

A TRAVERS LES REVUES

par MICHEL BEAUD

Interdépendances

« LES peuples et les patries qui aspirent à la liberté tremblent en découvrant que l'État souverain est devenu, pour un grand nombre, une recette impraticable », écrivait, en 1958, François Perroux dans la *Coexistence pacifique*. Ce qui était alors vrai de petits pays, de pays neufs ou de pays nouvellement indépendants, l'est aujourd'hui pour tous les pays de la planète. Aucune économie nationale ne peut se penser tranquillement close en ses frontières. Et là, sans doute, réside une des causes de la crise du fondisme et de la perte d'efficacité des recettes keynésiennes : rien n'assure plus qu'un surcroît de pouvoir d'achat dans un pays entraîne dans ce pays une augmentation de la demande susceptible d'y stimuler les activités.

Internationalisation, multinationnalisation, mondialisation des nations et du monde : il n'est pas de problème national ou local qui ne doive être pensé dans sa dimension mondiale ; il n'est pas de problème mondial qui puisse être compris si on ne prend en compte les rapports de forces entre les nations et les stratégies nationales.

Les deux chocs pétroliers ? Ils ont été absorbés par des stratégies nationales diversifiées qui, pour l'essentiel, ont combiné trois actions : l'augmentation de l'offre nationale d'énergie, la réduction du contenu énergétique du PIB et la diversification des importations d'énergie : et là c'est la France et le Japon qui, chacun à sa manière, ont le mieux réduit les « dépendances pétrolières globales ». Mais ces chocs ont aussi été maîtrisés grâce à des efforts pour développer les ventes de produits manufacturés : et là ce sont le Japon, l'Allemagne fédérale, l'Italie et... la Corée du Sud qui ont le mieux réussi (1).

Vertige

Mais, si le premier choc pétrolier a été atténué par la baisse du dollar, le second a, au contraire, été aggravé, pour les pays industriels autres que les États-Unis, par la hausse du dollar : en dollars de 1970, le premier choc s'est soldé par un renchérissement de 4,95 dollars par baril et le second par une hausse de 6,62. « Entre 1978 et 1983, 75 % de la croissance des prix réels du brut supportée par les pays industrialisés sont imputables au retournement de tendance observé sur les marchés financiers internationaux... », lequel a plus entraîné des effets négatifs sur la demande de pétrole que des effets positifs sur le pouvoir d'achat des pays pétroliers. Ainsi l'OPEP a-t-elle

dû constater que, « dans les relations économiques internationales, le dollar, plus que le pétrole, demeure le nerf de la guerre » (2).

Qui dit dollar dit à la fois économie américaine, relations entre les États-Unis et les autres grandes puissances économiques et système monétaire international. Et là, le vertige nous saisit : foisonnement des innovations financières (NIF, RUF, FRN, CAT, TIGR et autres RAT...), décloisonnement des activités financières, internationalisation, mondialisation croissantes du réseau de ces activités.

« Extraordinaire accroissement de ce que l'on pourrait appeler la vitesse de circulation internationale des monnaies : chaque transaction commerciale peut donner lieu jusqu'à une douzaine d'opérations sur devises (...), chaque ordre de base acheteur-vendeur étant ensuite fortement démultiplié par les banques désireuses à leur tour d'équilibrer leur position. »

Au total, un changement de dimension de la finance internationale : 200 milliards de dollars de transactions sont traités chaque jour sur les trois principales places mondiales : « L'économie financière s'exalte au moment même où l'économie réelle sta-

gne », ce qui s'accompagne, d'une part, d'une « financiarisation incontestable de la détermination du taux de change » et, d'autre part, d'une « certaine incapacité de contrôle efficace de ce que l'on pourrait appeler le complexe monétaire et financier international » (3).

Vu des États-Unis, le paysage n'est guère plus rassurant. Avec la baisse du dollar, les investissements étrangers se renforcent. Les avoirs étrangers aux États-Unis, évalués à 1 000 milliards de dollars, augmentent actuellement au rythme de 100 milliards de dollars par an. Ils ne représentent que 1 % de l'ensemble des actifs américains, et les capitaux étrangers n'emploieraient directement que 3 % de la force de travail ; mais, en 1986, les investisseurs étrangers auraient acheté 30 % des bons émis par le gouvernement (4).

Il y a plus : l'économie américaine est à la fois en déclin relatif et de plus en plus intégrée à l'économie mondiale, et donc sensible à ses mouvements. Un seul exemple : la réduction des prêts aux pays d'Amérique latine et les efforts de stabilisation qui leur ont été demandés, ont entraîné, entre 1981 et 1985, une réduction de 12 milliards de dollars des importations de ces pays en provenance des États-Unis.

A l'approche des élections présidentielles de 1988, quatre votes s'offrent (5) :

— l'acceptation que se poursuive la dégradation progressive de la situation avec quelques aménagements localisés pour juguler les crises ;

— le partage du leadership et du rôle de monnaie mondiale avec les deux autres puissances économiques occidentales, l'Allemagne fédérale et le Japon ;

— la mobilisation pour reconquérir, pour les États-Unis seuls, le leadership dans l'économie internationale ;

— la réorientation des relations économiques extérieures des États-Unis en privilégiant les relations bilatérales, notamment avec le Canada, le Mexique, le Brésil et... la Corée du Sud et la Chine.

Du choix qui sera fait, de la capacité de résister à la tentation du protectionnisme des États-Unis et de ses partenaires, beaucoup va dépendre : pour l'économie américaine d'abord, et puis pour l'économie européenne, qui subit par de multiples voies les effets de la politique américaine (6), et finalement pour l'ensemble des économies nationales qui sont et qui font l'économie mondiale. Incertitudes donc,

et incertitudes démultipliées par les interdépendances. Vertiges.

Pourtant, deux chercheurs de l'INSEE nous offrent, à partir du modèle multinationnel ATLAS, des perspectives rassurantes : si la baisse du dollar se poursuit (de l'ordre de 10 % par an) ; si les États-Unis mettent en œuvre continuellement une politique de restriction budgétaire ; si l'Europe mène une action de stimulation de l'investissement ; si le Japon maintient une croissance annuelle proche de 4 %, tout en acceptant une appréciation du yen par rapport à l'ECU ; alors le rééquilibrage du solde américain est possible sans récession à l'horizon 1990 (7).

Esprit

Une autre étude, réalisée dans le cadre du CEPII, permet d'approfondir l'analyse. Certes, les États-Unis ont réussi depuis 1980 à la fois à réduire l'inflation et à faire reculer le chômage ; mais ils conjuguent un double endettement, public et extérieur. Et le retour à l'équilibre extérieur va nécessiter soit une baisse plus profonde du dollar, soit une croissance plus faible de la demande intérieure américaine. Beaucoup donc va dépendre de l'attitude des deux autres pôles de l'économie mondiale.

« Si ceux-ci prennent le relais des États-Unis dans le soutien à l'activité mondiale, il est possible d'envisager une croissance mondiale modérée et sans reprise de l'inflation dans les trois zones,

l'écart de croissance étant à l'avantage des Européens et des Japonais. Du fait de la persistance d'une situation d'excès d'offre sur les marchés des produits de base (pétrole et autres matières premières), cette croissance peut se poursuivre à moyen-long terme sans générer de tensions. »

« Si les partenaires des États-Unis ne parviennent pas à renouer avec une croissance forte, alors le rétablissement de l'équilibre extérieur pour l'économie américaine implique une dépréciation beaucoup plus importante du dollar que celle qui a été enregistrée depuis le printemps 1983 — dépréciation à laquelle pourraient contribuer les autorités américaines. Le risque inflationniste peut alors réapparaître aux États-Unis. »

« L'Europe et le Japon perdent en terme de croissance, tant du fait de leurs politiques internes qu'à cause de la dégradation de leur compétitivité externe. Les marchés pétroliers sont maintenus plus longtemps en état de surcapacité : il en résulte une pression à la baisse des prix du pétrole plus importante et plus durable que dans le scénario précédent. La situation des pays en développement se détériore du fait de l'insuffisante progression de leurs marchés d'exportation (8). »

Donc, d'un côté, un rééquilibrage coordonné, qui laisse ouvertes des perspectives positives ; de l'autre, un scénario sans coordination, avec des risques de

tensions ou de déséquilibres, et en filigrane la menace, évoquée en termes voilés, d'un engrenage protectionniste ; avec aussi de nouveaux sacrifices pour les plus pauvres et pour les pays les moins développés. Et même dans le scénario le plus favorable, le rééquilibrage des comptes extérieurs ne pourrait être que très progressif...

On comprend que des chercheurs répués à explorer les scénarios catastrophes et qu'ils préfèrent, dans le champ du possible, explorer les voies du souhaitable. Et pourtant. Ne faut-il pas dire plus nettement que la nouvelle mondialisation des économies, des monnaies et des finances est lourde de graves périls : emballement, puis effondrement de la spéculation financière internationale, excès à la hausse ou à la baisse du mouvement du dollar, spirale de surenchères protectionnistes ? Cela amènerait à dire plus fortement qu'une meilleure coordination des politiques nationales est nécessaire : entre les États-Unis, l'Europe et le Japon, certes, mais aussi entre eux et les grandes régions du monde. Telle est notre responsabilité.

(1) Bernard Bourgeois, Patrick Cérqui, Jacques Perrebois (Institut économique et juridique de l'énergie de Grenoble), « Politiques énergétiques et adaptation au nouveau contexte économique : l'exemple de douze pays sur la période 1973-1983 », *Revue de l'énergie*, décembre 1986 (3, rue Soufflot 75005 Paris).

(2) « Flux d'énergie et flux financiers », numéro spécial, présenté par Jean-Marie Chénier, *Économies et sociétés*, EN2, juillet 1986 (PUG, BP 47 X, 38040 Grenoble Cedex). L'article cité est : « Taux de change, prix du pétrole, déséquilibres monétaires internationaux », de Laurent Bonzon (CREI-Paris-Nord).

(3) Henri Bourguinat, « Les vertiges de la finance internationale », *Europarc*, décembre 1986 (32, rue du Wacken, 67000 Strasbourg).

(4) Jaclyn Fiamma, « The Selling off of America », *Fortune*, 22 décembre 1986.

(5) Alan J. Stoga (Senior associate at Kissinger Associates Inc.), « If America Won't Lead », *Foreign Policy*, Fall 1986.

(6) Jean-Paul Fitoussi et Edmond S. Phelps, « Politique économique aux États-Unis et croissance du chômage en Europe », *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'OFCE, janvier 1987 (69, quai d'Orsay, 75007 Paris).

(7) François Celler et Roman Le Bern, « Un scénario de rééquilibrage du solde courant américain », *Économie et statistique*, janvier 1987 (en vente dans les observatoires régionaux de l'INSEE).

(8) Claude Bismut, Elisabeth Kremp et Jean Pissani-Ferry, « Deux scénarios de réorption des déséquilibres de paiements entre pays industrialisés », *Économie prospective internationale*, revue du CEPII (9, rue Georges-Pompidou, 75015 Paris).

Kaléidoscope

Ce mois-ci, de nombreux numéros spéciaux :

• « Les problèmes de l'institutionnalisation de l'économie politique en France au dix-neuvième siècle, *Economies et sociétés*, PE 6, octobre 1986.

• « La coopération économique avec les pays en développement : politique comparée France-Japon », *Mondes en développement*, 1986, n° 53.

• « L'Etat en question », *Intervention économique* (Montreal), hiver 1987. Sur les stratégies économiques de l'Etat, voir aussi *Projet*, janvier-février 1987.

• « Les finances publiques espagnoles », *Revue française de finances publiques*, 1986, n° 16.

• « La formation continue et l'entreprise », *Formation emploi*, revue du CEREQ, octobre-décembre 1986.

Et aussi des études sur les économies nationales : France et Japon : *Economie prospective internationale*, 1^{er} trimestre 1987 ; France : *Economie et statistique*, janvier 1987 ; Portugal et Royaume-Uni : *Observations et diagnostics économiques*, janvier 1987 ; et les « petites » d'Extrême-Orient : *Projet*, janvier-février 1987...

"MICROSOFT MULTIPLAN 3 VOUS FAIT RÉVISER TOUS VOS CALCULS SUR LES TABLEURS."

La troisième génération du tableur le plus utilisé vous invite à une grande révision sur la vitesse, la puissance et la convivialité sur IBM PC et compatibles.

Reviser vos calculs avec 2 experts. Microsoft Multiplan 3 vous présente "Audit" et "Rapport", deux nouvelles commandes expertes en détection et diagnostic d'erreurs qui peuvent même aller jusqu'à imprimer un bilan de vos feuilles de calcul.

Reviser vos notions sur la puissance. Pour une meilleure gestion du temps, Multiplan 3 vous offre 12 nouvelles fonctions sur les dates, l'heure et le calcul des durées. Il intègre 17 autres fonctions inédites pour la réalisation des modèles les plus élaborés. Il enregistre automatiquement les macro-commandes, sans avoir à saisir une seule ligne d'instruction. Pour une plus grande convivialité, il vous permet d'ouvrir simultanément plusieurs feuilles de calcul dans des fenêtres différentes. Une exclusivité Microsoft.

Reviser vos principes sur la convivialité. Affichez jusqu'à 43 lignes, des colonnes de 0 à 64 caractères. Profitez des nouvelles possibilités de mise en pages et gagnez, sans forcer votre talent, 30% en vitesse par rapport à Multiplan 2. Une version "réseau local" permet un partage de l'information par plusieurs utilisateurs en toute sécurité.

Derrière toutes ces performances, les novices rencontreront une étonnante simplicité d'emploi, et les pros, une efficacité et une productivité encore plus étonnantes.

MICROSOFT
Microsoft Multiplan



MICROSOFT®
Les logiciels de la vie simple.

Pour une information complète, écrivez à Local Québec N° 519-91946 Les Ulis Cedex.

هكذا من الاجل

سكرا من الاحل

Economie

REPÈRES

Protectionnisme

Un coût estimé à 50 milliards de dollars aux Etats-Unis

« Le coût à payer pour sauvegarder des emplois par le biais de mesures protectionnistes est lourd et dépasse largement les avantages retirés » de cette option, a déclaré le président de la Commission fédérale sur le commerce (FTC), M. Daniel Oliver. Selon cette commission, la protectionnisme coûte bon an mal 50 milliards de dollars aux consommateurs américains. C'est ainsi que les barrières mises en place pour sauvegarder des emplois dans l'automobile coûtent 200 000 dollars par poste et par an, alors que le revenu moyen d'un salarié de ce secteur s'élève, tous avantages confondus, à 40 000 dollars par an.

Au total, chaque Américain paye 200 dollars chaque année au nom de protections illusoires. M. Oliver a tenu à souligner qu'il n'existait pas de lien direct entre les importations et la montée du chômage. La forte hausse des achats de produits étrangers au cours de ces quatre dernières années n'a pas empêché le nombre d'emplois nouveaux d'augmenter rapidement.

Cuivre

Washington limite les importations européennes

Les Etats-Unis ont décidé d'imposer des droits anti-dumping sur les importations de feuilles et de rubans d'alliage de cuivre en provenance de France, de Suède, de RFA et d'Italie. Ces importations, qui porteraient préjudice à l'industrie américaine, ont totalisé 200 millions de dollars en 1985.

Les droits anti-dumping vont de 9,9 % pour le Suède à 42,94 % pour la France. Les produits français seront, en outre, frappés d'une pénalité supplémentaire de 7,24 % pour compenser les « subventions » versées par le gouvernement français aux producteurs et aux exportateurs, précise la Commission fédérale pour le commerce international.

Matières premières

20 % de baisse en un an

Les prix — en France — des matières premières importées par la France ont baissé de 5 % en janvier et de 20,5 % par rapport à janvier 1986. Les prix des matières premières alimentaires ont baissé de 8,2 % en janvier et de 36,8 % en un an ; ceux des matières industrielles ont baissé de 3,5 % en un mois et de 10,5 % en un an.

Zones d'entreprises

Feu vert pour Dunkerque et La Ciotat

Le Journal officiel du 15 février publie deux décrets créant, en application de l'ordonnance du 15 octobre 1986, des zones d'entreprises dans les bassins d'emploi de La Ciotat-Aubagne d'une part, de Dunkerque d'autre part. Les entreprises qui s'installent dans ces zones, frappées par la crise de la construction navale, seront exonérées pendant dix ans de l'impôt sur les bénéfices. On attend un décret analogue pour le site de La Seyne, dans le Var. Ces décrets sont signés, outre par M. Chirac, par plusieurs ministres, mais curieusement, la signature du secrétaire d'Etat à la mer, M. Guéhenne, qui figure au décret relatif à Dunkerque n'est pas mentionnée au décret de La Ciotat.

ÉTRANGER

La réunion des ministres des affaires étrangères des Douze

Lent processus de normalisation entre la CEE et le COMECON

La Commission européenne estime qu'il faut accélérer la négociation d'un accord de commerce et de coopération entre la CEE et la Hongrie. Le lundi 16 février, à Bruxelles, où se réunissent les ministres des affaires étrangères des Douze, M. Willy de Clercq va inviter à la fois de souplesse ceux des Etats-membres — dont la France — qui retardent l'adoption de mandat à confier à la Commission pour qu'elle puisse conclure un tel accord.

BRUXELLES (Communauté européennes) de notre correspondant

Le processus de normalisation des relations entre la Communauté d'une part, et le COMECON (l'Organisation économique des pays socialistes), ainsi que chacun des pays de l'Est d'autre part, se poursuit à un rythme lent, et selon une démarche empreinte jusqu'ici de la plus grande prudence.

En juin 1985, M. Sytchov, le secrétaire du COMECON, après cinq ans d'interruption du dialogue, adressait une lettre à la Communauté dans laquelle il proposait l'établissement de relations entre les deux organisations conjointes CEE-COMECON.

Quelques semaines plus tard, M. De Clercq, le commissaire chargé

des relations extérieures, répondait favorablement à cette initiative, en rappelant cependant la position traditionnelle de la CEE : elle est prête à établir des relations de travail avec le COMECON, mais à la condition de pouvoir en même temps normaliser ses relations avec chacun des pays de l'Est, pris séparément et en particulier de pouvoir conclure des accords commerciaux avec ceux de ces pays qui le souhaitent. Chacun par rapport au passé : M. Sytchov approuva cette approche de la « normalisation parallèle », et de leur côté, les pays de l'Est indiquèrent bientôt les uns après les autres, qu'ils étaient intéressés à négocier un accord bilatéral avec la CEE.

Depuis, les choses avancent dans une ambiance où la méfiance et la tentation de jouer au plus fin le disputent à une volonté, sans doute effective des deux côtés, d'engager le dialogue. La Communauté a le souci de ne pas payer une reconnaissance, qu'elle estime de droit, par des concessions politiques ou commerciales. Politiquement, elle voudrait contribuer le moins possible à renforcer le prestige du COMECON, une organisation que la relation commerciale à un rythme lent, mais qu'elle estime trop étroitement contrôlée par Moscou. Sur le plan commercial, elle entend que les accords qu'elle signerait éventuellement avec les pays de l'Est soient conclus sur la base d'une véritable réciprocité.

De tels objectifs ne sont pas évidents à atteindre. Des contacts

exploratifs ont eu lieu en septembre, à Genève, entre les représentants du COMECON et ceux de la Commission européenne, qui est le porte-parole des Douze. M. Sytchov a ensuite proposé qu'une nouvelle rencontre ait lieu début décembre. C'était apparemment aller un peu vite, et M. De Clercq va proposer maintenant fin février ou début mars.

La classe de Berlin

Les conversations tentent sur l'un des obstacles les plus traditionnels du débat entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est : les Douze insistent pour que la classe de Berlin figure dans la déclaration qu'on se propose d'adopter ; autrement dit, pour qu'il y soit fait référence au fait — contesté par Moscou — que Berlin-Ouest est partie intégrante du territoire de la CEE.

S'agissant des relations bilatérales, les ministres des Douze ont donné mandat à la Commission pour élargir le champ d'application de l'accord commercial qui lie déjà la CEE à la Roumanie (c'est l'unique pays de l'Est avec lequel un accord commercial en bonne et due forme a déjà été signé), mais aussi pour négocier un accord commercial avec la Tchécoslovaquie.

Les Douze, au niveau des ambassadeurs et des experts, ont discuté du mandat à confier à la Commission pour négocier avec la Hongrie. Celle-ci aurait plutôt le cœur à

l'Ouest, mais elle pose à ses interlocuteurs un problème d'ordre juridique délicat : plusieurs Etats membres de la Communauté, dont la France, maintiennent à son encontre un nombre important de restrictions quantitatives, dont Budapest réclame la suppression, comme allant de soi, en tant que membre du GATT. La CEE refuse ce raisonnement, fort sensé, mais que d'autres pays à commerce d'Etat — aujourd'hui la Tchécoslovaquie, mais demain, surtout, lorsqu'elle aura accédé au GATT, la Chine — se servent du précédent.

Les conversations exploratoires avec la Pologne et la Bulgarie ont été plutôt décevantes, l'une et l'autre ayant apparemment des revendications sans commune mesure avec ce que la Communauté est prête à envisager.

Enfin, voici quelques semaines qu'il était une préoccupation de l'Union soviétique et une déception de la RDA, sont venues à Bruxelles examiner avec la Commission les modalités de la normalisation. Pas intéressées par un accord commercial, l'une et l'autre ont rappelé que le plus important serait probablement d'organiser des relations CEE-COMECON. La Commission a répliqué à ses interlocuteurs qu'il ne serait peut-être pas malheureux de leur part de commencer par accorder à un ambassadeur anglais de la Communauté.

PHILIPPE LEBLANC

Le débat sur les prix agricoles

La Commission européenne préconise l'instauration d'une taxe sur les matières grasses végétales

BRUXELLES (Communauté européennes) de notre correspondant

Le débat agricole cédé 87 est lancé. La Commission européenne, avec quelque retard sur le calendrier, a finalement adopté, le dimanche 15 février, ses propositions concernant les prix à appliquer au cours de la campagne 1987-1988, ainsi que les mesures à mettre en œuvre pour mieux assurer la maîtrise des marchés. Parmi celles-ci, la plus spectaculaire concerne les matières grasses végétales. La Commission recommande l'instauration d'une taxe de 330 ECU (2 280 F) par tonne sur les huiles végétales produites ou importées dans la CEE. Ce qui va faire hauser les producteurs de margarine, les associations de consommateurs et les fournisseurs extérieurs, au premier rang desquels les Etats-Unis.

Les commissaires, tout en restant conscients de la situation conflictuelle qu'une telle proposition va amener, ont estimé qu'il n'y avait pas d'alternative. Le soutien de la production de l'huile d'olive, du colza et du tournesol coûte déjà très cher (de l'ordre de 4 milliards d'ECU par an, soit près de 28 milliards de francs) au budget européen. Ce coût va augmenter de manière sensible lorsqu'il faudra d'ici quelques années aider les producteurs espagnols d'huile d'olive qui actuellement sont protégés contre la concurrence des autres huiles. Si rien n'était fait, le coût deviendrait insupportable pour le fonds européen agricole et, par ailleurs, il semble politiquement et économiquement impossible d'abandonner à leur sort les producteurs d'huile d'olive de la Communauté. D'où la proposition de la Commission que M. Andriessen, le vice-président chargé des affaires agricoles, présente comme une taxe de stabilisation des cours.

Les prix des corps gras se sont en effet effondrés au cours des années passées. La taxe proposée, qui a été calculée sur le soja, choisi comme produit pilote, est égale à la différence entre le cours moyen constaté au cours des années 1961-1985 et le cours en 1986. On aboutit, pour le soja, à une taxe qui équivaut grosso modo à 85 % du prix actuel. Telle qu'elle est établie, elle représenterait autour de 2 milliards d'ECU.

La Commission propose comme prévu (le Monde du 28 janvier) le gel en ECU des prix des produits laitiers, des viandes, du tournesol, du colza et du vin. Elle préconise également le gel du prix du blé tendre, mais suggère de baisser les prix des céréales fourragères : moins 2,5 % pour le maïs, moins 2,6 % pour l'orge, le blé fourrager, le seigle.

Elément nouveau par rapport au document initial de ses services, elle préconise une baisse de 2 % du prix du sucre. En matière de mesures agronomiques, la Commission propose dans le cas de la France de supprimer les montants compensatoires monétaires (MCM) qui étaient encore appliqués avant le dernier ajustement des parités du 12 janvier. Sans erreur, on aboutirait ainsi en France français à la grille des prix suivante : viande bovine, zéro ; produits laitiers, plus 1,7 ; viande porcine, zéro ; sucre, plus 2,8 ; blé tendre, plus 4,8 ; céréales fourragères, plus 2,3. La France continuerait à appliquer, sans pour la viande de porc, les MCM résultant de l'ajustement monétaire du 12 janvier, soit environ 3 %. Ces MCM, qui jouent comme des taxes à l'exportation et des subventions à l'importation, seraient supprimés en 1988.

Des prix théoriques

Il s'agit là d'ajustements de prix théoriques qui ont de moins en moins de rapport avec le prix réel payé sur le marché. Ainsi, en ce qui concerne les céréales, la Commission propose de réduire à quatre mois, à partir de février, la période durant laquelle pourront avoir lieu des achats d'intervention. Les « majorations mensuelles », dont l'objet est d'inciter les coopératives ou les négociants à stocker plutôt qu'à porter leurs céréales à l'intervention, ne seraient pas supprimées l'année prochaine (mars, avril et mai), leur niveau serait diminué. Cet ensemble de mesures aboutirait à une diminution sensible des prix des céréales.

Autre sujet de débat difficile, la Commission a finalement estimé que, s'agissant des MCM positifs encore appliqués par la RFA dans les échanges, il fallait les supprimer comme cela avait été prévu en marge du Conseil européen de Fontainebleau en 1984. Les MCM positifs jouent comme des subventions à l'exportation et des taxes à l'importation. Leur élimination se traduirait par une réduction supplémentaire d'une même amplitude des prix payés en marché.

Ph. L.

RECTIFICATIF. — Une coquille a dénaturé le sens d'un paragraphe dans l'article de Philippe Lebanc, « La réunion du comité monétaire des Douze », dans le Monde du 14 février. Il fallait lire : « Les Français pensent qu'on pourrait ouvrir la réflexion sur l'échec des échanges », un des instruments envisagés par le SME, mais qui n'a pas été utilisé, au lieu de « mais qui ne se vident pas d'utiliser ».

Grâce à la reprise de la consommation

Le gouvernement britannique dispose d'une manne fiscale

« La conjoncture est entrée en campagne électorale ». Cette phrase, qui n'a rien de statistique, repose sur une réalité statistique : la situation au travers de la population législative, à un mois de la présentation d'un budget qui sera sans doute le dernier de l'actuel gouvernement Thatcher, les données économiques publiées en janvier confirment une marge de manœuvre presque insoupçonnée pour l'équipe au pouvoir.

Les risques de dérapage inflationniste sont bien réels. Le chômage reste à un niveau difficilement acceptable, 11,3 % de la population active en janvier. Mais il s'avère que le chancelier de l'Echiquier avait sous-estimé les recettes dont il pourrait bénéficier et dispose, selon l'Institut d'études fiscales, d'un volant de 3 milliards de livres supplémentaires à utiliser au mieux des intérêts du pays... et des conservateurs.

A l'origine de cette évolution, une reprise de l'activité due à la hausse estimée à près de 5 % en 1986. Les derniers Perspectives économiques de la Lloyd Bank en rappellent les raisons : l'inflation de 6,1 % en moyenne en 1985 est retombée à 3,4 % l'an dernier, grâce notamment à la chute du prix de l'énergie et des produits de base importés ; dans le même temps, les hausses de revenus se sont tassées que légèrement, passant de 8,5 % en 1985 à 8 % en 1986. Les statistiques publiées le 13 février sur l'évolution des prix en janvier ne font que le confirmer.

En rythme annuel, l'inflation s'est progressivement accélérée pour atteindre 3,9 % contre 3,7 % en décembre, alors que les salaires moyens continuent à connaître une hausse sensible, 7,75 % toujours en rythme annuel en novembre et en décembre. Certes, une part de ce décalage entre les prix et les salaires est amortie par une reprise de la productivité due au progrès technologique, mais aussi à l'élargissement des effectifs réalisés ces dernières années. Il n'empêche que les pressions inflationnistes se font à nouveau sentir, la lente accélération des prix de gros, dont la hausse annuelle est remontée à 4,3 % en janvier, en est la plus récente illustration.

Fortement remaniée du pouvoir d'achat des salariés disposant d'un emploi, légère baisse de l'épargne, renchérissement du pétrole, la plupart des économistes tablent désormais sur un dérapage des prix de 4 % à 5 % en 1987, sensiblement plus que les

3,75 % projetés par le gouvernement. Voilà qui plaide contre l'utilisation des 3 milliards de livres supplémentaires engrangés par le Trésor en faveur d'un soulagement fiscal, ainsi qu'il est prévu : que puisse paraître une telle solution.

Le dernier rapport trimestriel de la Banque d'Angleterre, tout en se gardant de trancher avec précision, souligne ainsi que le gouvernement devrait utiliser une part de cette manne fiscale, qui s'est révélée supérieure au manque à gagner pétrolier, pour réduire le déficit public et ouvrir ainsi en faveur d'une baisse des taux d'intérêt, toujours très élevés (autour de 11 % pour les crédits à court terme). Cette recommandation discrète sera-t-elle suivie ? Il faudra attendre le 17 mars et la présentation du budget pour le savoir.

L'excédent de la balance des « invisibles »

Dans l'exercice délicat de l'élaboration de ce budget, M. Lawson cherche à séduire les « ouïettes de la croissance », chômeurs ou Britanniques disposant de faibles revenus sans pour autant donner à la City une impression de laxisme dangereux pour l'évolution de la livre sterling. Mais le chancelier de l'Echiquier dispose, pour cette année tout au moins, d'un dernier atout, l'excédent de la balance des « invisibles » : fret, assurance et surtout dividendes sur les quelques 80 milliards de livres d'avoirs britanniques à l'étranger, réévalués automatiquement par la dépréciation de 12 % en un an de la livre par rapport aux devises de ses principaux partenaires commerciaux.

Cet excédent a atteint 8,49 milliards de livres en 1986, contre 5,66 milliards un an auparavant. Il n'a certes pas compensé la chute libre des recettes pétrolières et la poussée des importations due à une forte demande interne. Pour la première fois depuis 1979, la balance des comptes courants a même été légèrement déficitaire, de 187 millions, à comparer avec un excédent de 3,55 milliards en 1985. Les analystes prévoient un creusement de ce déficit à quelque 2 milliards de dollars en 1987, en dépit de la remontée des cours du pétrole et de la reprise des exportations rendues compétitives par la baisse de la livre.

Mais même si ce phénomène est jugé artificiel et dangereux par les économistes, inquiets des retombées à long terme d'une désindustrialisation de certains secteurs, les services votent cette année encore au secours de l'équipe au pouvoir pour lui permettre de présenter une situation globale encourageante, si ce n'est fondamentalement saine.

FRANÇOISE CROUGNEAU

René Dumont avec la collaboration de Charlotte Paquet

Taiwan le prix de la réussite

Taiwan le prix de la réussite

Après une enquête sur place, le constat de René Dumont est clair : un sans-faute économique. Pourtant Taiwan et sa technologie agricole ne peuvent constituer un quelconque modèle car cette réussite a un prix : un bilan économique excessif et de multiples atteintes aux libertés démocratiques.

85 francs

Editeur : La Découverte

LES ETATS-UNIS ET LA THÉOLOGIE INDUSTRIELLE

presses universitaires de nancy

Affaires

La privatisation de Paribas

Le «j'accuse» de M. Lang

Invité du «Club de la Presse» d'Europe 1, le dimanche 15 février, l'ancien ministre de la culture, M. Jack Lang, a vivement critiqué les conditions de privatisation de Paribas, accusant le gouvernement d'avoir à cette occasion «dilaté le bien des Français et fait réaliser de superbes bénéfices à quelques groupes financiers sur le dos des contribuables».

Il est, selon lui, choquant de n'avoir attribué aux candidats actionnaires, «simples citoyens» que quatre titres Paribas, alors que quatre groupes financiers importants ont eu le droit d'acheter 1,5 million d'actions en une journée. Ces groupes, a-t-il ajouté, ont réalisé un gain financier de 10 milliards de centimes, en raison de la sous-évaluation de l'action Paribas. «Comment qualifier cela ? s'interrogeait-il dimanche l'ancien ministre socialiste : enrichissement sans cause ou vol de biens sociaux ?»

Par ces propos virulents, M. Lang a voulu donner aux particuliers, «victimes» du succès de la privatisation de Paribas, le sentiment que quelques gros capitalistes s'étaient

enrichis à leur détriment. Sans le désigner, il a en effet mis en cause le «noyau stable» des actionnaires de Paribas, composé de dix-sept investisseurs (et non pas quatre), qui se sont partagé, dès janvier, 18,2 % du capital de la compagnie financière. Ont-ils bénéficié d'un privilège ? L'appréciation est moins tranchée que ne laisse entendre M. Lang. L'Etat a vendu 8,4 millions d'actions au «noyau stable» par une opération de gré à gré, au prix de l'offre publique majoré de 2,5 %, soit 415 F.

S'il est vrai que les professionnels estimaient à un minimum de 430 F le «juste prix» de Paribas, le gouvernement a exigé du «noyau dur» une fidélité qui pourrait à l'avenir compenser cet avantage : les dix-sept investisseurs (dont Total,

l'UAP, les AGF et le groupe AXA) se sont engagés à conserver pendant au moins deux ans 80 % des titres acquis. Ils ont de surcroît consenti pendant trois années supplémentaires un droit de préemption sur les actions en question, au bénéfice de Paribas ou de tout autre acquéreur que sa direction désignerait. Autrement dit, les membres du noyau stable restent exposés, au cours des deux ans qui viennent, à un retournement de la Bourse qui pourrait ramener la valeur de Paribas à un niveau équivalent du prix d'achat, voire en deçà.

Qui, hormis quelques investisseurs institutionnels, pouvait accepter de courir un tel risque ? M. Lang est resté muet, dimanche, sur cette question.

E. F.

Point final de son plan de restructuration

Kodak a fermé son usine de Vincennes

L'usine Kodak-Pathé de Vincennes a fermé ses portes. Cette cessation d'activité met un point final à un plan de restructuration mis en œuvre depuis plusieurs années, qui a entraîné le transfert des activités et du personnel à Chalon-sur-Saône. Ce déménagement était devenu nécessaire en raison de l'exiguïté des terrains, qui ne permettaient pas d'installer certaines machines. Les unités d'emulsionnage de Chalon font trois fois la longueur du terrain de Vincennes, et des difficultés de transport causées par l'implantation de l'usine dans un quartier d'habitation dense.

Selon la CGT de Kodak-Pathé, la maison mère profite de l'opération pour «se désengager de la France». A l'en croire, la seule fabrication de produits sans avenir resterait en France, qui deviendrait surtout pour la multinationale une base de distribution et de commercialisation. M. Jacques Martin, ancien directeur de l'usine de Sevran, répond : «Faux sur le plan global». Le déménagement de Vincennes à Chalon-sur-Saône arrive à un moment où le groupe s'organise en lignes de produits sur le plan international : les produits pour les arts graphiques, l'Eastmancolor négative et les microfilms à la Grande-Bretagne, les films de radiographie médicale, le film cinéma super-8 Kodachrome, le noir et blanc et le papier Elktachrome à la France.

A la CGT, qui accuse la société de ne vouloir laisser en Europe que les seuls produits déjà disponibles et de regrouper la recherche aux Etats-Unis et au Japon, la direction réplique en affirmant que Chalon-sur-Saône fabrique la totalité des films de radiographie médicale pour l'Europe, et qu'il s'agit là d'un produit à forte valeur ajoutée. «Mieux encore, on lance un film noir et blanc fabriqué à Chalon (les T-Max, 100 et 400 ISO), destiné à compléter la gamme Plus X et TRIX. Les films T-Max utilisent le grain T, qui améliore la finesse de l'image et augmente la sensibilité de l'émulsion et qui est issu d'une technologie mise au point aux Etats-Unis. A Chalon toujours, on travaille sur la numérisation et sur le disque optique numérique effaçable, par exemple.»

Aux arguments techniques, la direction ajoute des considérations financières : «Le chiffre d'affaires de Kodak en Europe est égal à celui

réalisé au Canada, aux Etats-Unis et dans tout le continent sud-américain. Il n'y a donc aucune raison d'abandonner cette position.»

Les quatre hectares de terrain de Vincennes vont laisser place à des logements, à des équipements et à des locaux pour des PME. Tout ce qu'il reste de Kodak, ce sont les bâtiments du centre de recherches et les restaurants d'entreprise, qui seront peut-être utilisés pour décentraliser certains services du siège social comme le marketing.

F. G.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Aéroports de Paris : hausse du trafic de passagers de 2,1 % en 1986

Le trafic d'Aéroports de Paris a augmenté, en 1986, notamment en raison de la grève des cheminots, qui a provoqué une hausse de 22,2 % en décembre du trafic de passagers sur les lignes intérieures, et malgré une détérioration sur les lignes internationales. Le trafic des aéroports parisiens a augmenté de 2,1 % en 1986, pour atteindre 33,6 millions de passagers. Le trafic sur les lignes intérieures a progressé de 9,3 % (12,66 millions de passagers), tandis que sur les lignes internationales le nombre de passagers a diminué de 2,1 % (20,6 millions).

Novotel : 50 hôtels supplémentaires

La chaîne Novotel (du groupe Accor) va ouvrir cinquante hôtels supplémentaires, notamment en Europe, afin de consolider son implantation dans les grandes villes de la CEE. La chaîne compte actuellement 192 établissements et 27 000 chambres. Après la construction d'établissements en Espagne, en Europe du Nord, au Portugal, en Grèce, Novotel s'installera en Amérique du Nord et du Sud et en Afrique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le chiffre d'affaires global 1986 du groupe (BTP et diversification) s'élève à 8 786 millions de francs hors taxes et 9 621 millions TTC.

La part du chiffre d'affaires réalisé par le Groupe au titre de l'activité BTP, au cours du quatrième trimestre 1986 s'élève à 1 540 millions de francs hors taxes et à 1 696 millions de francs TTC. Pour l'ensemble de l'année 1986 elle représente 6 992 millions de francs TTC (6 540 millions de francs hors taxes).

Le volume des travaux de BTP restant à exécuter au 31 décembre 1986 dépasse 10 milliards de francs.

La part du chiffre d'affaires consolidé par le Groupe pour l'année 1986, dans le domaine de la diversification (Framatome et SNEF Electric Flux) représente 2 246 millions de francs hors taxes et 2 630 millions de francs TTC.

Pour l'exercice 1986, grâce à l'apport de la diversification, le résultat est consolidé, toutes activités confondues, dépasse légèrement celui de 1985, qui était de 405 M.F.

Vu de Belgique

Le patronat sans frontière

BRUXELLES
de notre correspondant

«Aujourd'hui, les Français n'ont rien à envier à personne en matière de management. En revanche, ils ont toujours autant de mal à s'internationaliser. Leur méconnaissance des langues est toujours effrayante et ils manifestent encore des réticences pour accueillir des étrangers dans leurs directions. Regardez les dirigeants des grandes entreprises françaises. Conséquence : vous avez de très grandes entreprises et qui travaillent dans le monde entier mais pas, à proprement parler, de multinationales.»

Philippe Bodson sait de quel il parle. A quarante-deux ans, le nouveau président de la fédération des entreprises de Belgique a déjà une longue expérience internationale : le Canada, la France pour McKinsey (principales missions : Usinor, Renault et le Sonatrach algérienne), l'Allemagne de l'Ouest.

Aujourd'hui, s'il a regagné sa Belgique natale, c'est pour y

prendre la direction de Glaverbel, une entreprise de fabrication de verre contrôlée à près de 80 % par les Japonais. A la tête des entrepreneurs belges, il succède à un autre «international» : M. André Laysen, le patron de l'entreprise belgo-allemande Agfa-Gevaert. M. Laysen, un des «gros cailloux» du patronat européen, a cette boutade significative : «Nous gagnons notre argent en Allemagne et le dépensons en France», et cette réflexion : «Grâce à son bilinguisme et à sa situation en Europe, la Belgique est une pépinière de cadres pour les multinationales.»

De cadres, certes. Mais de patrons ? Le retour de M. Jean Gandois à la présidence de Cockeill-Sambre, le gérant sidérurgique belge, a montré le besoin du royaume de faire appel à l'extérieur. M. Gandois, en effet, succède à M. Raymond Lévy qui lui-même succède à M. Gandois. Echange de bons procédés : un des précédents patrons de Cockeill est maintenant PDG d'une

entreprise française. Quant à Glaverbel, l'entreprise a été «redressée» par un autre Français, M. Jean-Marie de Carpentier. Apparemment, cette pratique peut choquer, commente un haut fonctionnaire français du Marché commun. Mais, en y regardant de plus près, c'est une bonne chose que ça... chassiers de prime appelés pour redresser les entreprises venant d'un autre pays. Ils sont mieux à même de porter un diagnostic clair et d'en tirer les conséquences logiques.

Si les Belges semblent s'être habitués à ces pratiques, on les imagine mal en France. Il n'est que de se souvenir du tollé soulevé lorsque le baron Empain avait été tout près de jouer un rôle important dans l'industrie nucléaire française. Un Belge à cette place ? Pas question... A moins qu'il n'opte pour la nationalité française. Le baron avait refusé. La petite histoire dit qu'il ne voulait pas renoncer à son titre de noblesse belge. La cour a ses raisons.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Malgré le désaccord entre centrales syndicales

Regain de l'unité d'action à la base

Qui parle encore, dans le monde syndical, d'unité d'action ? De plus en plus opposés par leurs pratiques et leurs orientations, la CGT et la CFDT n'ont pas repris de rencontres officielles au sommet depuis le 27 septembre 1982. Face à cet «axe» tendu et déséquilibré, les dirigeants de FO, de la CFTC et de la CGC ont abandonné l'habitude de rendez-vous réguliers. Officiellement, FO évite tout rapprochement au niveau national avec la CFDT, la tentative de dialogue au grand jour que M. André Bergeron n'avait pu accepter n'ayant guère de chances d'être immédiatement reprise par ses d'adhésions, MM. Marc Blondel et Claude Pitois.

Dans les discours syndicaux, le thème de l'unité d'action est pratiquement absent. M. Bergeron a demandé récemment à ses organisations de refuser les «solicitations» de la FEN pour des actions convergentes sur la Sécurité sociale. A la CFDT, M. Jacques s'est borné à noter que l'action syndicale «doit se développer dans l'unité avec les autres organisations», en observant à cet égard des «progrès réels».

Seule la CGT, pourtant rarement aussi peu unitaire, a fait récemment de l'unité d'action l'enjeu d'un important débat interne. M. Henri Krusicki avait dû se battre à l'occasion d'une journée d'action dans le secteur public, lancée le 21 octobre 1986 par les autres organisations, les «réformistes», pour que la CGT ne reste pas à l'écart, sous prétexte de ne pas se compromettre. Tirant un mois après les leçons de cette victoire à l'arrière, M. Krusicki avait mis son organisation en garde contre «l'illusion ou l'étroitesse» et jugé que, «apparaître comme les adversaires de l'unité, n'est pas notre politique et serait suicidaire». Mais, sur le terrain, la pratique de la CGT est de moins en moins unitaire. La CGT accuse les autres syndicats, la plupart du temps, de trahir les intérêts de la classe ouvrière et ne conçoit les rassemblements à la base qu'autour de ses propres positions de classe.

Cette quasi-disparition de l'unité d'action dans les discours confédéraux masque d'évidents rapprochements, CGT mise à part. Dans des négociations interprofessionnelles comme celles sur l'assurance-chômage ou même le nouveau régime des licenciements, on a pu parler d'une véritable cohésion entre la CFDT, FO, la CFTC et la CGC. Cette «bonne des quatre» a pris l'habitude de se retrouver pour préparer dans l'unité une négociation et tenter de mettre sur la table des propositions communes.

Les convergences sont plus nettes encore lorsqu'on quitte le niveau interprofessionnel. Dans la métallurgie, par exemple, la CFDT et FO se retrouvent dans les mêmes fédérations européennes et internationales, défendent des positions souvent proches, même si, lors de l'accord du 17 juillet 1986 sur l'aménagement du temps de travail, la première n'a pu rejoindre la seconde pour la signature.

Cette tendance à une plus grande unité à la base, déjà réelle et ancienne dans des entreprises en

butte à des problèmes d'emploi, n'est accentuée au cours de ces derniers mois. Le conflit des cheminots le montre. Les coordinations d'unités de FO de syndicalistes les enseignants et les interrogations de la FEN sur un élargissement de son champ syndical, entre six fédérations (FEN, FO, CFDT, CGC, CFTC, FGA), Non seulement celles-ci ont constitué un front commun face au gouvernement dans les discussions salariales, mais leur alliance s'est même prolongée au-delà de leur refus commun de signature.

L'inquiétude de FO

Des signes apparaissent dans d'autres secteurs. A EGF, les quatre fédérations FO, CFDT, CGC, CFTC se sont engagées dans la voie de l'unité d'action dès juin 1986. Allant plus loin, elles ont proposé — en vain — à la direction de négocier un «contrat social», englobant des propositions communes sur les salaires, l'emploi et l'intéressement. Lors de la dernière grève, en janvier, FO et la CFDT ont agi dans la plus complète unité, la première différant même sa réponse pour la signature de l'accord salarial dans l'attente de la réponse de la seconde. Cette complicité est apparue si évidente qu'elle a conduit, à FO, par inquiétude à la fois MM. Blondel et Pitois.

A Charbonnages de France, l'unité d'action est également à l'ordre du jour entre la CFTC, la CFDT, FO et la CGC. Dans les bagages de la délégation FO, CFDT, SBN-CGC et CFTC, divisées sur l'aménagement des horaires d'ouverture, ont été portés les négociations salariales une position commune.

L'organisation patronale des banques propose des discussions sur le temps de travail

An cours de la réunion du vendredi 13 février, consacrée aux salaires, l'Association française de banque (AFB), organisation patronale du secteur, a proposé aux syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC et SBN-CGC) deux rendez-vous, le vendredi 20 février et le mercredi 3 mars, pour discuter de l'aménagement du temps de travail, après l'accord signé au Crédit lyonnais par la CFDT et le SBN-CGC pour l'ouverture des guichets six jours sur sept.

«Il aura fallu une situation explosive pour qu'enfin l'AFB se décide à discuter», a déclaré la CFDT. De fait la situation est devenue complexe : le 12 février, le comité directeur du SBN-CGC a dénoncé l'accord intervenu au Crédit lyonnais, et le 24 février le conseil fédéral de la CFDT doit se prononcer à son tour, nombre de sections syndicales étant hostiles à cet accord.

Le 19 février, le SBN-CGC, la CFDT et FO se rencontreront pour préparer la discussion du 20. La CFTC, qui n'a pas été invitée, a annoncé que, hostile à «toute pré-emption», elle ne pouvait être présente le 20 : elle s'est plainte d'avoir été «littéralement agressive» par le représentant de l'AFB qui présidait la séance du 13, en raison de son opposition à l'accord du Crédit lyonnais ; la CFTC, comme la CGT, avait appelé à des débrayages et à

une manifestation ce jour-là : selon la CGT, dix mille personnes avaient participé à ce défilé, dont des syndicats FO et CFDT.

En ce qui concerne les salaires, le calendrier proposé par l'AFB pour l'augmentation générale de 1,7 % en 1987 (1 % au 1^{er} juin, 0,7 % au 1^{er} novembre) a été jugé trop tardif par les syndicats, qui ont dénoncé l'absence de «clausure de sauvegarde». Une nouvelle rencontre est prévue le vendredi 27 février.

● La CGT lorraine condamnée à payer une facture à la SNCF. — Le tribunal de grande instance de Metz a, le 12 février, condamné l'union régionale CGT de Lorraine à payer plus de 1 million de francs à la SNCF pour la location de onze trains offerts pour la manifestation à Paris des sidérurgistes lorrains. La CGT a en outre été condamnée à verser 70 000 francs de dommages et intérêts à la SNCF, 2 500 francs à la CGC ainsi qu'à l'intersyndicale CFDT-FO-CFTC-FEN. La CGT a indiqué qu'elle allait faire appel de cette décision. Elle reproche aux autres organisations syndicales, qui avaient appelé aussi à la marche sur Paris, de ne pas avoir tenu leurs engagements d'alors. Elle rappelle enfin que le conseil régional de Lorraine avait promis une subvention qui ne fut jamais versée.

SOCIAL

Une consultation du personnel par la CGT

52,88 % des inscrits hostiles à l'accord salarial chez EDF-GDF

Une majorité du personnel d'EDF-GDF est opposée à l'accord salarial du 12 janvier, si l'on croit les résultats de la consultation à bulletin secret organisée par la CGT.

Sur les 151 881 agents que comptent EDF et GDF, 84 866 ont participé au scrutin, soit 55,88 %, 80 316, soit 52,88 % des agents, ont choisi le bulletin indiquant que «les dispositions de l'accord salarial sont insuffisantes». Le bulletin affirmant que «l'accord salarial est satisfaisant» et qu'il «faut l'approuver» a recueilli 2 981 voix ; il y a eu 1 569 bulletins nuls. «Le verdict du personnel est clair. Il condamne l'accord. La direction doit en tenir compte», estime la CGT.

Lors des élections professionnelles de 1985, les listes CGT avaient obtenu 74 143 voix, soit 52,3 % des voix (le Monde du 16 novembre 1985). Les autres fédérations syndicales présentes à EDF-GDF avaient demandé à leurs adhérents de ne pas participer à la consultation sur l'accord salarial.

Elections professionnelles

Progrès de la CGT à Renault-Flins

Aux élections du comité d'établissement de l'usine Renault de Flins (Yvelines), la CGT, qui avait déjà pris la première place à la CFDT en 1985, avec un gain de 9 points, a progressé encore dans le premier collège (ouvriers) de près de 5 points, atteignant la majorité absolue (54,34 % des 6 465 suffrages exprimés), aux dépens de la CFDT (32,48 %, - 2,6 points) et de FO (13,18 % et - 2,36 points).

Dans le second collège (employés et maîtrise) la CFDT avec 27,49 % des 1 113 suffrages exprimés progressa de 4,58 points, la CGC gagna aussi 4,67 points et devint majoritaire avec 50,50 % ; la CGT reste stable à 22,01 %, mais FO qui avait obtenu 9,2 % en 1985 ne se présentait pas ; dans le troisième collège (cadres), la CFDT (13,1 %) gagna 2,63 points sur la CGC, qui reste néanmoins très largement majoritaire avec 86,90 %.

● Accord sur le chômage partiel chez Renault. — Tous les syndicats de Renault sauf la CGT ont signé le renouvellement de l'accord sur l'indemnisation du chômage partiel à la Régie (le Monde du 29 janvier). Cet accord prévoit une cotisation de 0,16 % sur la rémunération totale, pour constituer une réserve de deux mois, et un aménagement des horaires ramenant ceux-ci à 39 heures au lieu de 38 h 25 pour les ouvriers non postés.

سكرا من الاجل

هكذا من الالهي

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



OPA SUR WESTBURN INTERNATIONAL INDUSTRIES (WII)

Dumez Investment I Inc., société de droit canadien détenue à 70 % par le groupe Dumez et à 30 % par Unicoir Canada Corporation, avait lancé le 29 janvier 1987 une OPA sur la totalité des actions de WII au prix de 20 CAD par action, soit 234 MCAD pour le total. Dumez Investment I Inc. a annoncé aujourd'hui qu'elle avait accepté de porter le prix de son offre publique d'achat des actions de WII de 20 à 22,50 CAD par action, soit 263 MCAD pour le total.

A la suite de cette augmentation du prix de l'offre, le président du conseil de WII et un administrateur se sont engagés à présenter à l'OPA les actions de WII qu'ils détiennent ou contrôleront. En conséquence de cet engagement, Dumez Investment I Inc. est assuré d'obtenir au terme de cette OPA un minimum de 43 % des actions de WII. La date de clôture de l'OPA lancée par Dumez Investment I Inc. a été reportée du 27 février au 5 mars 1987.

CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

ELECTRICITE DE FRANCE - Obligations 11 % juin 1977

Les intérêts courus du 20 mars 1986 au 19 mars 1987 sur les obligations Electricité de France 11 % juin 1977 seront payables, à partir du 20 mars 1987 à raison de 99 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 10 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 F (montant global : 110 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 16,49 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 1,10 F faisant ressortir un net de 81,41 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les obligations appartenant aux trois séries désignées par les lettres « D », « E » et « H » sorties au tirage du 12 janvier 1987 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 1 000 F, coupon n° 11 au 20 mars 1988 attaché.

- Ci-après sont rappelées les séries d'obligations sorties aux tirages antérieurs :
- Amortissement 1981 : séries « N » et « P ».
 - Amortissement 1984 : séries « F » et « K ».

ELECTRICITE DE FRANCE - Obligations 16,70 % (ex 10,80 %) 1965

Les intérêts courus du 1^{er} mars 1986 au 28 février 1987 sur les obligations Electricité de France 16,70 % (ex 10,80 %) 1965 seront payables, à partir du 1^{er} mars 1987, à raison de 60,12 F par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon n° 22 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 6,68 F (montant global : 66,80 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 10,01 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,66 F faisant ressortir un net de 49,45 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Il est rappelé que les titres des séries désignées par les lettres « D », « E » et « C » sont respectivement remboursables depuis les 1^{er} mars 1971, 1977 et 1983.

ELECTRICITE DE FRANCE - Obligations 16,90 % mars 1982

Les intérêts courus du 9 mars 1986 au 8 mars 1987 sur les obligations Electricité de France 16,90 % mars 1982 seront payables, à partir du 9 mars 1987 à raison de 760,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 5 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 84,50 F (montant global : 845 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 126,69 F auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 8,45 F faisant ressortir un net de 625,36 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

bip

BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

1986 est une année exceptionnelle pour la Banque Internationale de Placement, comme le laissent escompter les réalisations des trois premiers trimestres.

Avec un produit opérationnel brut (somme des marges actuarielles) de 304 millions de francs (+ 59,5 % par rapport à 1985), le résultat net atteint 134,5 millions de francs, soit un bénéfice par action de 95,82 F (contre 40,25 F en 1985 pour un résultat net de 56,7 millions de francs).

Le conseil d'administration, qui s'est tenu le 10 février 1987 sous la présidence de M. H. Morin, a décidé de proposer aux prochaines assemblées générales la distribution d'un dividende de 14,50 F, auquel s'ajoute l'avoir fiscal de 7,25 F, en progression de 16 % sur le dividende 1985. Il proposera également une distribution d'actions gratuites sur la base d'une action pour cinq actions détenues.

Le niveau exceptionnel de ces résultats a été obtenu en maintenant la traditionnelle volonté de prudence à l'égard des risques de fluctuation des taux d'intérêt.

En même temps que ces résultats exceptionnels, BIP a connu en 1986 une modification de structure, une rénovation de sa direction générale et une augmentation de ses effectifs.

L'effectif, passant de cent dix-sept à cent quarante-trois personnes, a augmenté de 24 %, et BIP a accru particulièrement le nombre de ses cadres en faisant appel à la fois à des professionnels très qualifiés et à plusieurs jeunes diplômés de grandes écoles. Les cadres représentent en effet 41 % de l'effectif de la banque.

BIP a ainsi renforcé ses capacités d'innovation et s'est préparée à être plus forte pour l'avenir.

Dans un contexte de marché plus incertain, BIP devrait profiter en 1987 d'autres opportunités et étendre le développement de nouvelles activités (notamment l'étranger, le marché des actions, la gestion de bilan). Pour 1987, le PIB courant (sans opération exceptionnelle ni profit sur opportunités nouvelles) atteindra 265 millions de francs, contre un PIB courant de 238 millions de francs en 1986, soit une augmentation de 10,9 %, le bénéfice net courant devrait croître de plus de 16 %.

SAGA

Le conseil d'administration, réuni le 11 février 1986 sous la présidence de M. Jean-Luc Flinois, a pris connaissance des comptes provisoires de l'exercice 1986.

En dépit d'une diminution des résultats d'exploitation, le résultat net, qui cette année encore ne supporte pas d'impôt, sera de l'ordre de 48 MF, en augmentation sensible sur celui de l'exercice précédent (36,2 MF).

Le résultat net consolidé (part du groupe), également en amélioration,

devrait s'établir à 70 MF, soit 38,40 F par action contre 35 F en 1985. Sous réserve de l'arrêté définitif des comptes, le conseil d'administration devrait pouvoir proposer à l'assemblée générale annuelle une augmentation du montant du dividende.

Les prévisions pour l'exercice en cours ne font pas apparaître de modifications notables dans la structure des résultats, tant sociaux que consolidés, qui devraient se situer, en 1987, à des niveaux comparables à ceux de 1986.

COMPAGNIE FINANCIERE DE SUEZ

Elévation du nominal de 200 F à 300 F.

L'Assemblée générale extraordinaire de la Compagnie financière de Suez du 16 juin 1986 avait donné au Conseil l'autorisation d'augmenter le capital par incorporation de réserves à concurrence de 2 milliards de francs.

Usant pleinement de cette autorisation, le Conseil de la Compagnie du 12 février 1987 a décidé de porter le capital de 3.048 millions de francs à 4.572 millions par incorporation de 1 524 millions de réserves et élévation corrélative du nominal des actions et des CIP de 200 à 300 francs.

Cette opération bénéficie des dispositions fiscales en vigueur aux termes desquelles une incorporation de réserves, réalisée moins d'un an après une augmentation de capital en numéraire, s'effectue en franchise de droits.

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 5 fév.
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	408 001
dont :	
Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	57 616
ECU	73 244
Avances au Fonds de stabilisation des changes	19 424
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	40 447
dont :	
Concours au Trésor public	31 830
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	183 302
dont :	
Effets escomptés	73 780
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECOURS DU FÉCOM	72 215
5) DIVERS	11 573
Total	718 141

PASSIF	Au 5 fév.
1) BILLET EN CIRCULATION	210 618
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS	11 787
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	25 242
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	133 444
dont :	
Comptes courants des établissements étrangers à la constitution de réserves	50 521
5) ECU A LIVRER AU FÉCOM	66 708
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	253 067
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 329
8) DIVERS	3 752
Total	718 141

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indice global de base 100 : 31 décembre 1986

5 fév. 13 fév.

Indice global	104,8	104,8
Indice des valeurs à revendre	104,8	104,8
Valeurs industrielles	104,8	104,8
Valeurs étrangères	104,8	104,8
Pétrole-Energie	104,8	104,8
Chimie	104,8	104,8
Métallurgie, mécanique	104,8	104,8
Électricité, électronique	104,8	104,8
Textile et habillement	104,8	104,8
Ind. de consommation courante	104,8	104,8
Agro-alimentaire	104,8	104,8
Distribution	104,8	104,8
Transport, télécom, services	104,8	104,8
Assurances	104,8	104,8
Crédit bancaire	104,8	104,8
Siège	104,8	104,8
Industrie et services	104,8	104,8
Indice global	104,8	104,8

Valeurs à revendre	104,8	104,8
Valeurs étrangères	104,8	104,8
Indice des valeurs à revendre	104,8	104,8
Indice des valeurs étrangères	104,8	104,8
Indice des valeurs à revendre	104,8	104,8
Indice des valeurs étrangères	104,8	104,8
Indice des valeurs à revendre	104,8	104,8
Indice des valeurs étrangères	104,8	104,8
Indice des valeurs à revendre	104,8	104,8
Indice des valeurs étrangères	104,8	104,8

CHANGES

Dollar : 6,05 F ±

Le dollar s'est inscrit en baisse sur les marchés des changes le 16 février. Il s'est dévalué de 8,0575 F (contre 8,082 F à Paris, à 1,81 DM (contre 1,83 DM) à Francfort et à 153,75 yens (contre 153,95 yens) à Tokyo. L'incertitude au sujet de l'éventuelle réduction du groupe des Cinq pour stabiliser le parité des changes a pesé sur le billet vert.

FRANCFORT	13 fév.	16 fév.
Dollar (en DM)	1,830	1,810
TOKYO	153,95	153,75
Dollar (en yen)	153,95	153,75

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)	Paris (16 fév.)	New-York (13 fév.)
	8 5/8 %	6 1/8 %

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

Indice global	104,8	104,8
Indice des valeurs à revendre	104,8	104,8
Indice des valeurs étrangères	104,8	104,8
Indice global	104,8	104,8

NEW-YORK

(Index Dow Jones)

Indice global	2 165,77	2 163,35
---------------	----------	----------

LONDRES

(Index Financial Times)

Indice global	1 581	1 581
---------------	-------	-------

TOKYO

Indice global	153,75	153,75
---------------	--------	--------

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 février

Nombre de contrats : 18 050

COURS	Échéances	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Décembre		105,30	105,20	105,25
Précédent		105,35	105,25	105,30

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LA GÉNÉRALE DES EAUX lance une OPE sur les applications hydrauliques. La Compagnie générale des eaux, numéro un de la distribution d'eau en France, va lancer une OPE (offre publique d'échange) sur la Société d'opérations hydrauliques (SAHIDE). Une de ses filiales qu'elle contrôle déjà à 49,6 %. La cotation au comptant de SAHIDE a été suspendue le 13 février. L'objectif de l'opération est d'augmenter l'attribution plus forte de la SAHIDE dans la Générale des eaux, dans un souci de cohérence.

ITALTEL : UN BÉNÉFICE ESTIMÉ DE 53,8 MILLIONS DE DOLLARS. - Le bénéfice net d'Italtel devrait atteindre 70 millions de francs (53,8 millions de dollars) pour 1986, contre 42 millions de francs en 1985.

BASSE DES RÉSULTATS DE DANIEL HOUARD. - La société Daniel Houard, spécialisée dans les fils de laine à tricoter haut de gamme, devrait enregistrer une baisse de 20 % de son bénéfice en 1986, à environ 3,3 millions de francs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ base - base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-L	6,620	6,620	6,620
SE-M	6,620	6,620	6,620
SE-J	6,620	6,620	6,620
SE-L	6,620	6,620	6,620
SE-M	6,620	6,620	6,620
SE-J	6,620	6,620	6,620
SE-L	6,620	6,620	6,620
SE-M	6,620	6,620	6,620
SE-J	6,620	6,620	6,620

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-L	SE-M	SE-J	SE-L	SE-M	SE-J
6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 1/4	6 1/2	6 3/4
6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 1/4	6 1/2	6 3/4
6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 1/4	6 1/2	6 3/4
6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 1/4	6 1/2	6 3/4
6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 1/4	6 1/2	6 3/4
6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 1/4	6 1/2	6 3/4
6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 1/4	6 1/2	6 3/4

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinee par une grande banque de la place.

Cet avis n'apparaît qu'à titre d'information seulement.

ITT Corporation

has sold its

Telecommunications Business

to

Alcatel N.V.

a joint venture formed with

Compagnie Générale d'Electricité of France

The undersigned acted as financial advisors to ITT Corporation in this transaction.

Lazard Frères & Co.

Lazard Frères et Cie

February, 1987

SPÉCIAL 16/25 ANS

VIENT DE PARAÎTRE

**le guide du
Premier
Emploi**

**Plus de 500 adresses
Les inscriptions indispensables
Les stages
Les jobs
Les bourses
Les salaires
Méthodes de recherche**

Jean Gall

378 pages - 34 F

Chez votre libraire.

marabout

